



RAPPORT 2021

du Conseil communal sur l'activité générale de l'Administration communale



Les chiffres entre () concernent l'année 2020.

Organigramme

CONSEIL DE VILLE (Législatif)

CONSEIL COMMUNAL (Exécutif)

DEPARTEMENT COHESION
SOCIALE, JEUNESSE ET
LOGEMENT
(CSJL)

DEPARTEMENT CULTURE,
SPORTS ET ECOLES
(CSE)

MAIRIE ET PROMOTION
ECONOMIQUE
(MPE)

DEPARTEMENT ENERGIE ET
EAUX
(EE)

DEPARTEMENT URBANISME,
ENVIRONNEMENT ET
TRAVAUX PUBLICS
(UETP)

SERVICE COHESION
SOCIALE, JEUNESSE ET
LOGEMENT

- Agence AVS et Office de l'emploi
- Maison de l'Enfance
- Espace-Jeunes
- Ludothèque
- Conseil delémontain des jeunes

SERVICE CULTURE,
SPORTS ET ECOLES

- Bibliothèques de la Ville
- Centre sportif
- Ecoles

CHANCELLERIE

- Contrôle des habitants

SERVICE DU PERSONNEL

SERVICE FINANCIER

- Comptabilité
- Impôts et cadastre

SERVICE INFORMATIQUE

POLICE MUNICIPALE

POMPIERS

SERVICES
INDUSTRIELS

- Secteur eau potable et gaz naturel
- Secteur réseaux électriques
- Secteur clientèle
- Secteur services partagés

SERVICE URBANISME,
ENVIRONNEMENT ET
TRAVAUX PUBLICS

- Secteur bâtiments et environnement
- Secteur urbanisme et permis de construire
- Secteur travaux publics

1. DEPARTEMENT DE LA MAIRIE ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUE

(Responsable : M. Damien Chappuis, maire)

Préambule

L'année 2021, outre le flux de travail géré par le département, a été marquée par la crise sanitaire liée au coronavirus, qui a débuté en 2020, et a perduré en 2021 et au-delà. Avec le monde entier frappé de plein fouet, cette crise a touché chaque entreprise, avec un impact social important. La Municipalité n'a pas été épargnée au travers de l'engagement de divers de ses services.

Depuis plusieurs années déjà on parle du « Mieux vivre ensemble » et, dans le cadre de la pandémie, diverses actions privées ou publiques ont été lancées visant à favoriser la convivialité et les échanges citoyens, puisque force est de constater que le « vivre ensemble » s'en est trouvé bien malmené, même si la solidarité a prévalu. Il faut également relever les dégâts économiques, qui ne sont que partiellement connus actuellement et qui découlent, notamment, des mesures de fermetures imposées par les Autorités pour lutter contre la pandémie. Ainsi, fort de ce constat, le Conseil communal a procédé à un inventaire de mesures possibles, touchant différents domaines.

Par ailleurs, toujours en rapport avec cette période particulière, la Ville de Delémont a organisé un concours d'idées en vue de favoriser les échanges intergénérationnels pour concevoir un projet privilégiant les liens entre la population et dynamisant la vie commerçante delémontaine.

Le concours a connu un beau succès avec 7 dossiers déposés et récompensés. Le « Projet Horizon », lauréat du concours, vise à réunir l'ensemble de la population autour d'ateliers thématiques (artistiques, littéraires, culinaires, etc.) et de visites de commerces.

Second gagnant, le projet « Les Estivalités delémontaines » a imaginé une série de trois manifestations publiques dans trois endroits différents de la ville pour animer l'été delémontain.

Ils seront tous deux concrétisés en 2022.

L'ensemble des propositions tendait à favoriser le bien-être des habitantes et des habitants dans l'espace urbain, tout en intégrant une approche participative visant à réaliser un projet au plus proche des besoins des habitants.

1.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

Etat d'avancement des motions et postulats

Interventions	N°	Titre	Suivi
Motion	5.09/21	Chauffer les terrasses des restaurants de manière exceptionnelle, et avec une approche durable	Réponse prévue le 28 novembre 2022

1.2. Votations – Elections

Le Corps électoral s'est rendu une fois aux urnes pour se prononcer sur un objet de compétence communale, comme indiqué ci-dessous.

Votation du 7 mars 2021

- Modification du Plan d'aménagement local destiné au projet de déchèterie aux Prés-Roses - Accepté par 2'230 voix contre 1'253 (participation : 40,1%).

Vote par correspondance

De près de 30% du total des votants à l'introduction du vote par correspondance en 1999, ces chiffres se situent actuellement à 75%, suivant les scrutins.

1.3. Conseil de Ville

Présidente : **Mme Florine Jardin, PCSI**
1^{ère} vice-présidente : **Mme Gaëlle Frossard, PS**
2^e vice-président : **M. Khelaf Kerkour, PDC-JDC**
Scrutatrice et : **M. Pascal Domont, PLR**
scrutateur **Mme Magali Rohner, Alternative de gauche**
Chancelière : **Mme Edith Cuttat Gyger**

Autres membres du Conseil de Ville au 1^{er} janvier :

PS : Iskander Ali, Christophe Badertscher, Jeanne Boillat, Pierre Brulhart, Laurent Crevoisier, Besim Hoxha, Thierry Kamber, Agnès Maeder, Grégoire Monin, Marc Ribeaud, Jude Schindelholz, Annie Schneider, Mehmet Suvat
Suppléante et suppléants : Maël Bourquard, Clarisse Levet Michel, Diego Tomaselli

Alternative de gauche : Théo Burri, Jérôme Corbat, Célien Milani, Céline Robert-Charrue Linder, Tania Schindelholz, Gabriel Villemin (1 siège vacant)
Suppléante et suppléant : Vincent Nicoulin, Chloé Parrat

PDC-JDC : Camille Borruat, Patrick Claude, Gaëtan Farron, Pierre-Alain Fleury, Patrick Frein, Olivier Montavon, Claude Noirjean
Suppléants : Jean-François Gigon, Grégoire Mertenat

PCSI : Marie Blandino, Sophie Chevrey-Schaller, Alexandre Kaiser, Suzanne Maitre-Schindelholz, Thérèse Schindelholz
Suppléante : Pauline Rais (1 siège vacant)

PLR : Pierre Chételat, Michel Friche, Christophe Günter
Suppléant : Pierre Xavier Meury

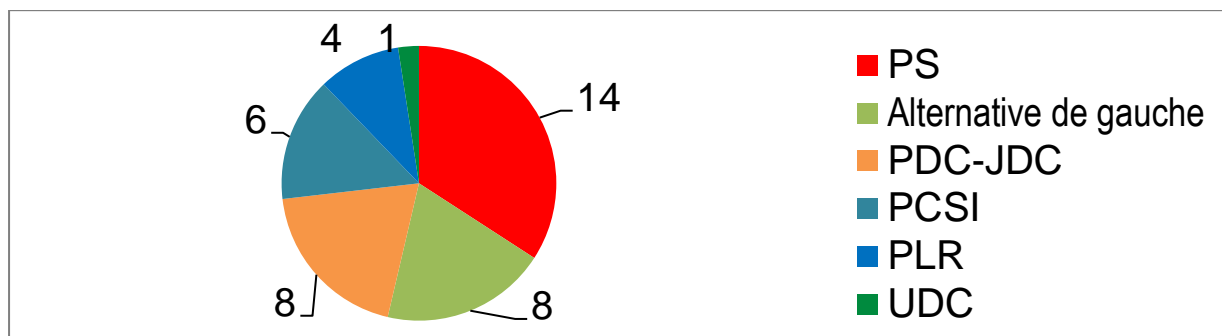
UDC : Laurence Studer
Suppléant : Michel Rottet

Cinq membres ont quitté le Conseil de Ville :

Mme Thérèse Schindelholz, remplacée par Mme Pauline Rais. Suppléante : Mme Zoé Scrima
Mme Clarisse Levet Michel, suppléante remplacée par Mme Tharshini Sivaananthan
M. Théo Burri, remplacé par Mme Chloé Parrat. Suppléante : Mme Sengül Köker
Mme Sengül Köker, suppléante, remplacée par M. Sokha Chear
Mme Camille Borruat, remplacée par M. Jean-François Gigon. Suppléant : M. Vincent de Carlo

De plus, MM. Ignace Berret et Payman Khandouzi ont été nommés suppléants respectivement pour les groupes PCSI et Alternative de gauche.

Répartition des 41 sièges au Conseil de Ville



Le Conseil de Ville a tenu 10 séances alors que le Bureau s'est réuni à 19 reprises.

Au cours de l'année, 1 résolution, 9 questions écrites, 9 interpellations, 3 postulats et 10 motions ont été déposés.

Récapitulatifs des différentes interventions

Chaque intervention déposée par le Conseil de Ville est consultable sur www.delemont.ch. Des récapitulatifs des résolutions, questions orales et écrites, interpellations, postulats et motions sont également disponibles sur le site de la Ville.

Objets soumis au Conseil de Ville par le Conseil communal

Le Conseil de Ville a accepté les 67 objets soumis par le Conseil communal.

1.4. Conseil communal

Président : M. Damien Chappuis, PCSI, Mairie et promotion économique

Vice-maire : M. Ernest Borruat, PDC-JDC, Urbanisme, environnement et travaux publics

Membres : Mme Esther Gelso, Alternative de gauche, Cohésion sociale, jeunesse et logement jusqu'au 30 juin 2021, puis Mme Jeanne Beuret, Alternative de gauche, Cohésion sociale, jeunesse et logement, depuis le mois de juillet 2021
Mme Murielle Macchi-Berdat, PS, Energie et eau
M. Claude Schluchter, PS, Culture, sports et écoles

Secrétaire : Mme Edith Cuttat Gyger, chancelière communale

En 2021, le Conseil communal a tenu 41 séances, lesquelles ont eu lieu le lundi matin.

Délégations et représentations du Conseil communal

A la demande du Législatif qui a souhaité disposer de la liste des délégations et représentations du Conseil communal, voici le document dont il est question :

Organisme	Dpt «maître»	Représentant
Agglomération delémontaine –Commission aménagement et énergie - Conseil	UETP MPE	E. Borruat, président / M. Macchi / M. Hirtzlin / H. Jaquier D. Chappuis, président / E. Borruat/ H. Jaquier
AJECA	MPE	J. Froidevaux / D. Comte
Ancrage TGV-A16 « Développement territorial »	UETP	H. Jaquier
Ancrage TGV-A16 « Représentants politiques-Intérêts régionaux »	MPE	D. Chappuis
Association Cap'tain Park (Skate-park), comité	CSJL	P. Mazzarini
Association Phil Steulet	CSE	Cl. Schluchter
Association des Fonctionnaires communaux du district de Delémont	MPE	D. Comte / E. Cuttat Gyger / J. Froidevaux
Association pour la formation commerciale initiale pour le canton du Jura (AFCI-JU Branche services & administration S&A)	MPE	Service du personnel
Association jurassienne des communes (AJC)	MPE	D. Chappuis
Association des maires du district de Delémont (AMDD)	MPE	D. Chappuis, président
Association suisse des services des sports	CSE	J. Monnerat, membre
Association suisse pour des quartiers durables	UETP	
BPA	MPE/UETP	D. Pascarella / G. Meusy

CCRD	CSE	C. Schluchter
Centre puériculture, vérif. comptes 2017	MPE	J. Froidevaux
Centre renfort CRISD	MPE	D. Chappuis
La Charte , Comité stratégique	EE	M. Macchi-Berdar (remplaçant : M. Hirtzlin)
La Charte , Comité opérationnel	EE	M. Hirtzlin (remplaçant : O. Jost)
Clair-Logis , Conseil de fondation	CSJL	J. Beuret / P. Mazzarini / J. Froidevaux (SFi) / C. Gagnebin, secr.
Comité Creux-des-Biches , Fondation	CSJL	P. Mazzarini / W. Tahar Beghidja (comptabilité)
Commission AIF (allocations aide formation)	CSJL	P. Mazzarini
Commission cantonale d'action sociale	CSJL	P. Mazzarini
Commission cantonale des bibliothèques jurassiennes	CSE	A. Donadei
Commission cantonale consultative pour l'aménagement du territoire (CCAT)	UETP	H. Jaquier
Commission cantonale d'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme	CSJL	B. Hoxha
Commission cantonale de coordination des mesures cantonales pour les demandeurs d'emploi (LMDE) – Législature 2021-2025	CSJL	P. Mazzarini
Commission cantonale de nomenclature	UETP	E. Borruat
Commission technique des transports publics jurassiens	UETP	UETP, selon nécessité
Communauté du Collège , Ass. délégués	CSE	C. Schluchter, président / E. Borruat / L. Cortat
Comptoir delémontain SA	--	--
Conférence cantonale des transports + Comité de pilotage	UETP	E. Borruat
Conf. des villes suisses en matière culturelle	CSE	J. Monnerat, délégué
Coopérative delémontaine d'habitation	CSJL	J. Beuret / E. Borruat
Coopérative immobilière cartel syndical	CSJL	J. Beuret
Coordination des Villes de Suisse romande	MPE	D. Chappuis
Crèche à domicile (CAD)	CSJL	J. Beuret / P. Mazzarini
Cyberadministration Canton-Communes 2019-20	MPE	D. Chappuis Comité de pilotage D. Comte Groupe de travail
EJCM , Conseil de fondation	CSE	C. Schluchter
Délégation intercommunale à l'énergie	EE	M. Macchi-Berdar
Energie du Jura SA (EDJ SA)	EE	M. Macchi-Berdar
FARB	CSE	E. Fornerod
FICD	CSJL	P. Mazzarini
Fondation Delémont'BD	MPE	D. Chappuis, pdt, / J. Monnerat / A. Donadei
Fondation du Musée jurassien d'art et d'histoire (MJA)	CSE	C. Schluchter
Fondation pour le Théâtre du Jura (CREA)	MPE	D. Chappuis
FRED	MPE	D. Chappuis / J. Beuret
Groupe de travail chargé de la révision du Plan directeur cantonal	UETP	H. Jaquier
Groupement des villes en faveur de l'accueil des réfugiés du camp de Moria	CSJL	P. Mazzarini
Innodel SA , Conseil d'administration	MPE	D. Chappuis (H. Jaquier)
Institut St-Germain , Comité de l'association	UETP	E. Borruat
Institut St-Germain , Comité de la fondation	CSJL	P. Mazzarini
Interligne TGV Belfort-Bienne , Association	UETP	E. Borruat
Jura Tourisme	CSE	C. Schluchter
Jura & Trois Lacs	CSE	C. Schluchter
Multidis	EE	M. Hirtzlin
Parc Eolien Delémont SA COPIL HBB	EE	M. Macchi-Berdar, présidente M. Macchi-Berdar / M. Hirtzlin / H. Jaquier
Patinoire régionale SA	CSE	C. Schluchter
PROPAJ	CSJL	J. Paratte (comité) / M. Theiler (membre)
Régiogaz SA	EE	M. Macchi-Berdar / O. Jost
Réseau des villes de l'Arc jurassien (RVAJ)	MPE	D. Chappuis
Sacen SA Direction	EE	M. Macchi-Berdar / M. Hirtzlin

Comité stratégique des prestations services élargi	EE	L. Maire
Comité stratégique de la Délégation intercommunale à l'énergie	EE	M. Macchi-Berdat
SED	MPE	A. Kaiser
SEDE , Ass. délégués = 1 mbre CC et 1 suppléant	UETP/EE/MPE	M. Macchi-Berdat / D. Chappuis
SEDE , comité = 1 mbre CC (pas de suppl.)		E. Borruat
SEOD , Ass. délégués = 1 mbre CC+1 suppl.	UETP	M. Macchi-Berdat / M. Chappuis (suppl.)
SEOD , comité = 1 mbre CC (pas de suppl.)		E. Borruat
SEOD , GT Déchèterie = 1 mbre CC+1 techn.		E. Borruat / M. Jaquier / M. Neukomm
Synagogue , Conseil de fondation	CSE	K. Crelier
Université d'été du cinéma suisse (Del-Hollywood)	CSE	C. Schluchter (président) / J. Monnerat (vice-président)

Mutations

Mme Esther Gelso, conseillère communale en charge du Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement, Alternative de gauche, démissionnaire au 30 juin 2021, a été remplacée par Mme Jeanne Beuret.

1.5. Administration générale et Chancellerie communale

La Chancellerie communale est le service principal et central de l'Administration communale delémontaine. Elle assure dans ce cadre la liaison entre le Conseil communal, le Conseil de Ville et les services communaux, et en coordonne les très nombreuses activités.

Ce service est confronté à des tâches en constante augmentation, comme les autres services communaux d'ailleurs. En effet, force est de constater, depuis de nombreuses années, une augmentation constante de la complexité et du volume des affaires à traiter. De même, on remarque un nombre élevé de tâches institutionnelles, que cela soit au niveau du Conseil de Ville ou du Conseil communal. Ce constat a conduit le Conseil communal à lancer une réflexion globale à ce sujet.

1.6. Communication

Delémont.ch – Journal officiel

En 2021, l'édition du journal officiel de la Ville, le *Delémont.ch*, a été reprise en interne. Elle est du ressort de la Chargée de communication. La publication a fait peau neuve, le papier glacé a été abandonné au profit d'un papier recyclé et fabriqué en Suisse. Le contenu a été entièrement revu, afin d'apporter une information plus claire aux citoyennes et citoyens. La quantité de publicité a été drastiquement réduite, pour ne pas représenter plus de 20% du contenu. Il y a eu dix parutions sur l'année, dont quatre éditions « Agglo » distribuées également sur tout le territoire de l'Agglomération.

Communication presse

Les flux de la communication entre les différents services de la Municipalité et les médias ont été revus et améliorés. La communication avec la presse a été centralisée auprès de la Chargée de communication et un calendrier des messages a été élaboré. Ainsi, il y a une meilleure maîtrise des messages afin de maximiser leur impact.

Site internet

Le flux de publication des actualités de la Ville sur le site internet a été revu afin d'améliorer l'information aux utilisatrices et utilisateurs. En parallèle, un nouveau site internet est en cours de réalisation. Ce projet a avancé en 2021 avec la définition des besoins des services communaux et la création d'une maquette qui réponde aux attentes, tant de la Municipalité que du public. Le projet sera concrétisé avec la mise en ligne du nouveau site internet au premier semestre 2022.

Soutien des services

Dans le cadre de son mandat, la Chargée de communication a mis en place des rencontres régulières avec les services de la Municipalité pour les assister dans le domaine de la communication. Les différentes mesures établies doivent permettre d'améliorer la visibilité des actions menées par toutes les unités de la Ville.

Feuille de route pour la communication

Enfin, des grandes lignes pour améliorer la communication de la Ville ont été définies dans le cadre d'une feuille de route qui doit permettre l'élaboration d'une stratégie de communication globale. Elle a été présentée au Conseil communal. Les sujets abordés concernent tant la communication interne à la Municipalité qu'externe et le développement de nouveaux outils de communication. La finalité du document est de guider les prochaines actions à entreprendre à court et long termes pour mettre en place une communication efficace pour la capitale.

1.7. Service du personnel

Comme en 2020, le Service du personnel a été fortement engagé pour faire face à la crise sanitaire liée au coronavirus et à ses potentielles répercussions sur le fonctionnement des unités et sur les conditions de travail des collaboratrices et collaborateurs. Cette situation a impliqué un travail de suivi important afin d'établir les directives relatives à l'organisation du travail dans le cadre de la pandémie (dispositifs de protection et mesures de sécurité, clarification des questions liées au droit du travail et définition des directives ad hoc, gestion des quarantaines, droit au salaire, indemnités perte de gain, etc.). Les divers plans de protection et autres mesures organisationnelles ont été appliqués de façon stricte afin de garantir la sécurité des collaboratrices et collaborateurs mais également avec le souci de maintenir le volume de ressources suffisant pour assurer la capacité productive et garantir les prestations de base des services. L'année 2021 a également permis de continuer les travaux d'optimisation des outils et processus de gestion RH et de mettre en place une collaboration renforcée avec les différents départements et services dans la gestion du personnel.

En outre, les travaux de révision totale du Règlement de service pour le personnel communal ont été initiés par le responsable RH, en collaboration avec le Conseil communal. Ils ont permis la rédaction d'une première version, qui a fait l'objet de séances de consultation, tant auprès des représentantes et représentants des services (chef·fe·s de service) que de la Commission du personnel et des représentants des syndicats (SSP, Police), premières étapes importantes avant d'arriver à une version finalisée, qui pourra être soumise au Conseil de Ville en temps voulu.

Effectif du personnel communal

En 2021, l'effectif régulier du personnel communal de la Commune municipale représentait un total de 178,74 équivalents plein temps (contre 176,25 en 2021) sur un maximum autorisé de 185,44 EPT (selon la liste des emplois validée par le Conseil de Ville). La répartition des postes est détaillée dans le tableau ci-dessous.

Département	Effectif théorique maximal (selon liste des emplois)	Effectif réel (occupation effective des postes en 2021)
Mairie et promotion économique	37,4	35,2
Culture, sports, écoles	17	17
Cohésion sociale, jeunesse et logement	46,96	42,46
Energie et eaux	32,5	32,5
Urbanisme, environnement et travaux publics	51,58	51,58
Total	185,44	178,74

Au vu des éléments chiffrés ci-dessus, on constate que la majorité des services fonctionnent avec une pleine occupation des effectifs attribués. Les différences constatées entre l'effectif théorique et l'effectif réel au sein des Départements de la Mairie et de la Cohésion sociale, de la jeunesse et du logement s'expliquent de la façon suivante :

- **Mairie et promotion économique (différentiel de 2,2 EPT)**

1,3 poste ont été laissés vacants en raison de la réorganisation en cours entre la Chancellerie et le Service du personnel ainsi que de l'évolution prévue des tâches des deux services concernés. La réoccupation de ces postes est planifiée pour début 2022.

Le différentiel résiduel de 0,9 EPT s'explique par une occupation de postes à taux partiel (travail à temps partiel) dans 3 services ou secteurs de la Mairie.

- **Cohésion sociale, jeunesse et logement (différentiel de 4,5 EPT)**

Des mesures ont été mises en place pour optimiser le fonctionnement de la Maison de l'Enfance (ME), notamment au niveau de la gestion et de la planification de l'encadrement éducatif (selon le taux de remplissage effectif de la ME). Dans ce contexte, 4,4 postes n'ont pas dû être obligatoirement occupés en 2021 au sein du personnel éducatif. Les démarches entreprises ont permis d'améliorer l'organisation, de rationaliser les coûts de fonctionnement (frais de personnel) sans préjudice le bon fonctionnement de la ME ni les conditions de travail des équipes éducatives. Une analyse complémentaire sera menée pour déterminer la dotation nécessaire de la MDE à plus long terme.

Le différentiel résiduel de 0,1 EPT au sein du Service CSJL s'explique par l'occupation d'un poste à taux partiel (90% au lieu de 100%).

Départs et arrivées

En 2021, 13 collaboratrices ou collaborateurs ont cessé leur activité au sein de la Municipalité (démissions ou départs en retraite). Les 13 postes de fonctionnaires ont été mis au concours et ont permis d'accueillir 13 nouvelles personnes en cours d'année.

Personnel auxiliaire

Le nombre total de personnes engagées en qualité d'auxiliaires durant l'année s'est élevé à 135 personnes, contre 224 en 2019, respectivement 229 en 2018. Elles se répartissent de la manière suivante :

- 41 (37 en 2020) auxiliaires permanents à faible taux (p. ex. animatrices ou animateurs CdJ, concierges, concierges des écoles, gardiennes ou gardiens au Centre sportif)
- 54 (47) personnes ont été engagées pour des travaux saisonniers
- 33 (38) personnes engagées à durée déterminée pour des travaux ou projets spécifiques à durée limitée
- 12 (13) personnes engagées pour des remplacements nécessaires en cas de maladie et accidents (absences de longue durée)
- 32 personnes engagées « sur appel » pour effectuer des remplacements urgents à la Maison de l'Enfance)

Cette réduction significative du volume de personnel auxiliaire s'explique en grande partie par une forte limitation des travaux saisonniers en raison de la crise sanitaire. D'autre part, les remplacements en cas de maladie ont pu être sensiblement réduits.

Jubilaires

Le Conseil communal a eu l'opportunité de remercier et de féliciter plusieurs personnes pour leur longue collaboration au sein de l'Administration municipale : 7 personnes ont fêté 20 ans de service, 1 personne a fêté 25 ans de service, 7 personnes ont fêté 30 ans de service, 2 personnes ont fêté 35 ans de service, 1 personne a fêté 40 ans de service.

Mesures de flexibilisation du travail

Depuis plusieurs années, la Municipalité s'engage pour favoriser l'équilibre entre vie de famille et vie professionnelle et propose des mesures de flexibilisation du travail (adaptation des horaires, travail à temps partiel, etc.). En 2021, 5 personnes ont souhaité réduire partiellement leur taux de travail de façon durable. Les pourcentages libérés ont pu être réattribués afin de garantir la capacité de travail des unités concernées. Sept autres personnes ont sollicité une faible réduction momentanée (de 1 à 2%) de leur taux de travail (et de leur niveau de salaire) afin de bénéficier de davantage de congés pour faciliter leur organisation personnelle et familiale.

Ces mesures ont systématiquement été convenues avec les chef-fe-s de service et ont pu être accordées uniquement si la bonne marche de l'unité concernée pouvait être garantie.

Dans le cadre de la pandémie Covid, les mesures d'aménagement ont été poursuivies pour permettre le télétravail, conformément aux recommandations (respectivement à l'obligation) de télétravail au niveau fédéral. Grâce aux bonnes infrastructures mises à disposition (accès et connexions réseaux, ordinateurs portables, etc.), une partie du personnel a pu assumer ses tâches professionnelles depuis son domicile.

Cette période a pu démontrer que le travail à distance permet, moyennant quelques ajustements organisationnels, d'assurer la bonne coordination des équipes et le fonctionnement adéquat du service. Au-delà de l'objectif de prévention, cette mesure de travail à distance a permis de faciliter l'organisation familiale de nombreuses collaboratrices et de nombreux collaborateurs (garde d'enfants, présence à domicile). L'expérience positive qui en résulte offre une base de réflexion qui devrait permettre d'institutionnaliser formellement le télétravail et de l'ancrer de façon durable dans les modes de travail usuels de la Municipalité, comme cela se pratique déjà de façon régulière dans de nombreuses autres administrations publiques.

Perfectionnement professionnel et formation continue

Le perfectionnement professionnel fait chaque année l'objet d'une attention particulière au sein de l'Administration communale, avec une offre de cours variée et correspondant aux besoins spécifiques de la fonction publique.

Malgré certaines annulations ou restrictions dues à la crise sanitaire, 21 personnes ont pu suivre les différents cours proposés dans l'offre de formation de la République et Canton du Jura, des cours de formation pour adultes ou des cours de langue.

Le personnel de l'administration se voit également offrir la possibilité de soumettre des demandes de perfectionnement pour des formations plus conséquentes, et pour lesquelles une participation financière plus importante de la Municipalité peut être consentie lorsqu'elles correspondent à des besoins de développement liés au domaine d'activité professionnel. Le Service du personnel définit les modalités de prise en charge financière par le biais de conventions de formation. En 2021, 5 collaboratrices ou collaborateurs ont été concernés par une telle convention pour des formations spécifiques à leurs domaines d'activité.

Formation professionnelle

En qualité d'entreprise formatrice, l'administration municipale s'est engagée activement afin d'offrir les conditions d'encadrement optimales à 32 (34 en 2020) personnes engagées dans un cursus de formation en 2021. A ce titre, la Municipalité peut compter sur la collaboration d'une vingtaine de collaboratrices et collaborateurs au bénéfice de la formation de formatrice ou formateur en entreprise, qui s'engagent activement pour assurer le développement optimal des compétences des jeunes en apprentissage ou en stage et leur permettre d'achever leur formation avec succès.

Apprentissage / préapprentissage

En 2021, 5 apprenti·e·s ont débuté leur formation au sein de la Municipalité. Au total, ce sont 18 (14 en 2020) apprenties et apprentis qui sont accompagnés dans les différents services de l'administration. Elles et ils se répartissent de la manière suivante : 7 employées et employés de commerce, 3 assistantes socio-éducatives, 4 agentes en information documentaire, 3 agentes et agents d'exploitation et 1 électricien de réseau.

La Municipalité a également ouvert 3 places à des préapprentissage en 2021 (1 préapprenti agent en information documentaire et 2 préapprenties assistantes socio-éducatives).

Une seule apprentie arrivait en fin de formation en 2021 et a obtenu son CFC dans la profession d'agente en information documentaire.

Stages en entreprise

En 2021, 5 personnes ont débuté un stage HEG (d'une durée de 4 ans), dont une personne en 3^e année, à la Municipalité. Au total, ce sont 11 (8 en 2020) stagiaires qui ont été actifs dans les services de l'Administration municipale (2 post-CFC et 9 stagiaires HEG).

Une quinzaine de personnes ont également effectué des stages de plus courte durée au sein de la Maison de l'Enfance (11 personnes en stage post-CFC de six mois, 4 personnes en stage dans le cadre de leur formation d'éducatrice de l'enfance).

La Municipalité accueille également régulièrement des personnes issues de formations supérieures (HES, UNI, EPF) pour des stages en cours de formation, des stages 1^{er} emploi, des stages en lien avec le programme d'occupation cantonal ou des programmes d'insertion professionnelle. En 2021, 7 personnes au total ont bénéficié de tels stages professionnels.

Statistiques des absences du personnel

Ci-après les absences globales du personnel (courte et longue durée) pour cause de maladie ou accident.

Durée de l'absence*	Maladie	Covid	Accident professionnel	Accident non professionnel	Total des jours d'absence
Absences de 1 à 30 jours	952 (858)	157	19 (4)	99 (116)	1'070 (978)
Absences supérieures à 30 jours	809 (602)	225	0 (73)	379 (438)	1'188 (1'113)
TOTAL	1'761 (1'460)	382	19 (77)	478 (554)	2'258 (2'091)

Détail des absences de longue durée (2017-2021) :

Durée de l'absence*	2017	2018	2019	2020	2021
Maladie	379	304	623	602	809
Accident professionnel	0	92	62	73	0
Accident non professionnel	398	487	452	438	379
TOTAL	777	883	1'137	1'113	1'188

Sur la base des chiffres 2021, les statistiques suivantes peuvent être établies (les taux sont calculés en jours/an par EPT, en tenant compte d'un effectif équivalent à 259 EPT, auxiliaires et personnes en formation compris) :

- taux d'absence maladie : 5,32 j./an (5,1 en 2020)
(hors cas Covid)
- taux d'absentéisme total : 8,71 j./an (8,4 en 2020)
(maladie, Covid, accidents, cas complexes de longue durée)

Commentaires concernant les chiffres d'absences :

- Les taux d'absence accidents ont été réduits de manière significative en 2021, tant pour les accidents professionnels que ceux survenant durant les loisirs
- Les taux d'absence maladie ont légèrement augmenté en 2021. Il convient toutefois de constater que cette augmentation est notamment causée par une hausse des absences et des isolements imposés par la situation sanitaire Covid-19 (382 jours d'absence cumulés)
- Les cas de longue durée ont concerné un nombre de personnes inférieur (21 personnes contre 25 en 2020), toutefois avec certaines problématiques de santé plus complexes (p. ex. Covid long) et qui entraînent un nombre total de jours d'absence légèrement supérieur à 2020. Les cas complexes (7 personnes concernées par une annonce APG/AI) représentent en effet environ les 3/4 des absences de longue durée (618 jours sur 809 jours au total). Il est également important de préciser que ces situations personnelles sont dues à des problèmes médicaux non liés au contexte de travail
- Les mises en quarantaines Covid ont représenté 310 jours (en plus des 382 jours d'absence liés aux isolements imposés), soit une augmentation d'environ 165% par rapport à 2020. Pour toutes les personnes mises en quarantaine et dans l'impossibilité de réaliser du télétravail, des demandes d'indemnisation ont été adressées à la Caisse cantonale de compensation, ce qui a permis en grande partie de compenser financièrement ces absences du travail
- Le Service du personnel a mis en place des mesures d'accompagnement ciblées (adaptation provisoire du taux de travail et du cahier des charges, collaboration avec le médecin, collaboration accrue avec l'AI pour bénéficier de mesures de réinsertion, etc.) afin de soutenir les personnes en arrêt de longue durée et faciliter leur réintégration au poste de travail

Sécurité au travail

Comme en 2020, les activités en lien avec la sécurité au travail ont été principalement influencées par la crise sanitaire Covid-19. Les tâches principales du chargé de sécurité ont consisté en l'élaboration de directives de sécurité conformes aux décisions des Autorités fédérales et cantonales (mesures et plans de protection), l'acquisition du matériel de protection conforme aux normes de sécurité (liquide de désinfection

et distributeurs, masques de protection, plexiglas, etc.), le soutien aux services municipaux concernant les dispositifs de protection spécifiques (analyse des directives techniques et de l'application des plans de protection au sein des unités de l'administration) et la prise de contacts réguliers avec les autorités sanitaires

(Inspection cantonale du travail, Médecin cantonal) pour clarifier la mise en application de certaines directives.

Concernant les autres activités liées à la sécurité au travail, elles ont continué à être mises en œuvre conformément aux directives MSST et par le biais de la solution de branche en vigueur.

1.8. Archives

Généralités

En 2021, l'archiviste a pu traiter une nouvelle partie des fonds anciens pendant le confinement mais a dû, à nouveau, mettre cette tâche en suspens en raison de l'affluence des demandes et des consultations. Elle a reçu plusieurs textes, mémoires et parutions, en don de la part de leurs auteur·e·s pour remercier les Archives de leur concours dans leurs travaux respectifs. Elle a pu déplacer et récolter les boîtes et fourres des SID, mais aussi celles des Bilans et comptes, des Pompiers, de la Commission de gestion et de vérification des comptes, de l'Amicale des contemporains 1938, de la Fondation des Usiniers du Ticle et de l'Association libérale du District de Delémont, trier les ouvrages du don Lovis à conserver, intégrer notamment les plans directeurs du Service UETP et des SID, ainsi que créer des procédures d'archivage et des documents de conservation à partir de pages web ayant un réel intérêt patrimonial.

Enfin, elle a continué son action de soutien auprès des services communaux pour leur archivage en effectuant des formations du personnel ainsi que des visites sur site pour apporter son expertise.

Renseignements / Recherches / Consultation des archives / Prêts

Le Service des archives a effectué 27 recherches sur des sujets généalogiques, cadastraux ou de naturalisation, ainsi que sur la Maison des arts et de la culture dans les années 1960, sur l'histoire de la Police de Delémont, de la construction de la piscine de Delémont, sur celle de la tour de l'église Saint-Marcel, sur les aubergistes de la famille Meister pour retracer l'histoire du Restaurant Radis Rouge et Piment Vert, sur l'histoire de la construction du Collège de Delémont dans les années 1950 ou sur celle des tisserands delémontains. Il y a également eu 16 consultations concernant notamment les jardins du Château, la fontaine Saint-Maurice, le planning familial des années 1970, la fontaine Saint-Marcel, le Chatelet, les sceaux des documents anciens ou les registres d'écoles, par exemple. Les Archives ont enfin réalisé 2 prêts d'ensembles documentaires et 5 versements.

1.9. Commission de conciliation en matière de bail

Durant l'exercice 2021, la Commission de conciliation en matière de bail a traité 71 dossiers, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année précédente qui avait comptabilisé 65 affaires.

La commission a siégé régulièrement, traitant 61 dossiers en séance de conciliation.

Sur les 61 cas traités en séance, 29 ont abouti à une conciliation, 32 à un échec.

Les affaires les plus fréquentes portaient sur des défauts de la chose louée, sur des contestations relatives à la résiliation du bail et sur des créances de paiement.

A noter que la commission siège maintenant régulièrement dans la grande salle du Conseil de Ville dans le but de respecter les distances physiques durant la période de crise sanitaire.

1.10. Contrôle des habitants

(chiffres entre parenthèses = 2020)

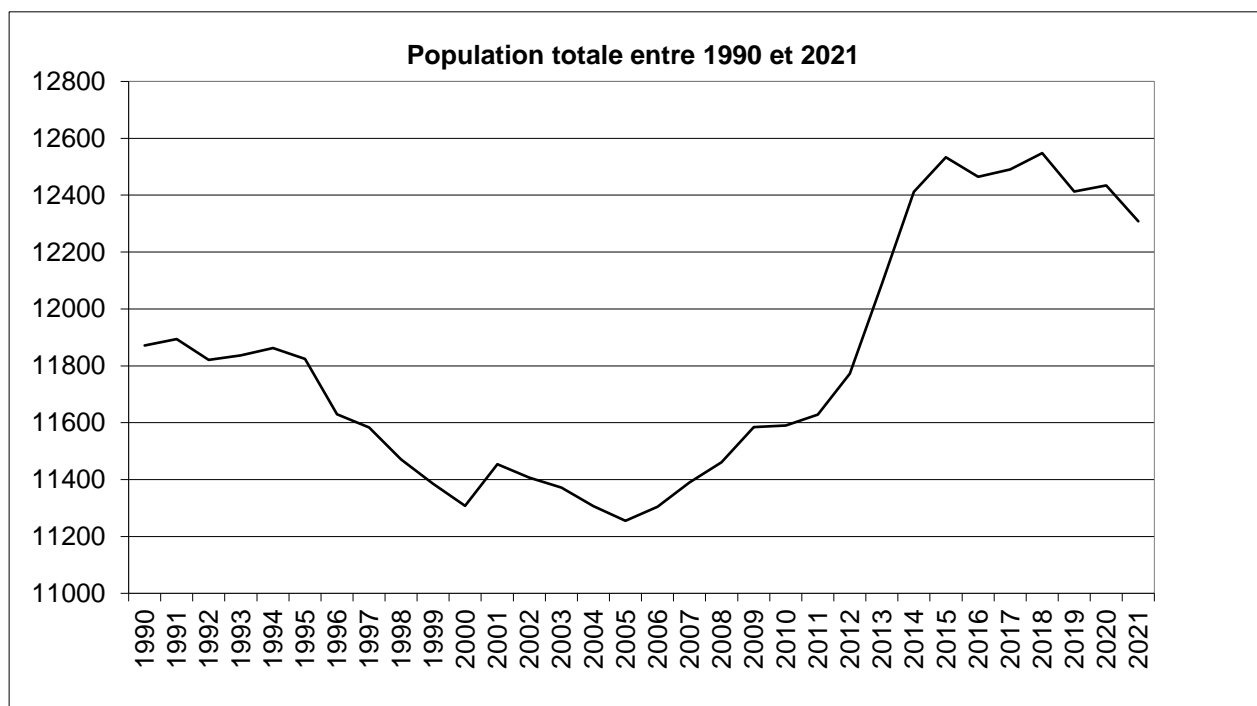
Evolution de la population

Naissances.....	113	(141)	Divorces	73	(62)
Décès	133	(147)	Naturalisations	54	(49)
Mariages	71	(71)			

Etat de la population	31.12.2021	31.12.2020	Différence
Suissesses et Suisses	8'853	8'961	- 108
Hommes	4'190	4'231	- 41
Femmes	4'663	4'730	- 67
Etrangères et étrangers	3'463	3'473	- 10
Hommes	1'788	1'810	- 22
Femmes	1'675	1'663	+ 12
Au total	12'316	12'434	- 118
Hommes	5'978	6'041	- 63
Femmes	6'338	6'393	- 55

Historique de la population

Année	Population totale	Suissesses et Suisses	Etrangères et étrangers
31.12.2021	12'316	8'853	3'463
31.12.2020	12'434	8'961	3'473
31.12.2019	12'413	8'966	3'447
31.12.2018	12'548	9'102	3'446
31.12.2017	12'491	9'097	3'394
31.12.2016	12'465	9'037	3'428



Répartition selon état civil (y.c. habitantes et habitants « en séjour, requérantes et requérants et frontalières et frontaliers »)

	2021	2020
Célibataires	5'642	5'702
Divorcé-e-s	1'285	1'250
Marié-e-s	4'252	4'355
Partenariats enregistrés	18	16
Partenariats annulés	6	4
Séparé-e-s	450	459
Veuves et veufs	834	835

Répartition par confession (y.c. habitantes et habitants « en séjour, requérantes et requérants et frontalières et frontaliers »)

	2021	2020
Confession catholique	6'812	6'946
Confession protestante	908	948
Autres / Sans confession	4'767	4'729

Répartition par genre (y.c. habitantes et habitants « en séjour, requérantes et requérants et frontalières et frontaliers »)

	2021	2020
Suisses et Suissesses établis	8'935	9'041
Permis de séjour (B)	1'188	1'177
Permis d'établissement (C)	2'212	2'223
Permis de séjour (L)	27	32
Requérantes et requérants d'asile	246	250
Diplomates/Fonctionnaires internationaux	1	0
Frontalières et frontaliers (avec résidence)	7	7

Permis de séjour et d'établissement pour étrangères et étrangers

Encaissé auprès des intéressés	Fr. 128'312.-	(Fr. 129'684.-)
Versé au Canton	Fr. 91'769.-	(Fr. 91'372.-)
Bénéfice pour la Municipalité	Fr. 36'543.-	(Fr. 38'312.-)

933 (1'128) permis pour étrangers « B » et « C » ont été renouvelés dans la Commune.

Ressortissantes étrangères et ressortissants étrangers classés selon le nombre et la nationalité (y.c. habitantes et habitants « en séjour, requérantes et requérants et frontalières et frontaliers »)

Italie	533	Somalie	24
Espagne	395	Algérie	22
Portugal	378	Royaume-Uni	21
France	356	Angola	20
Kosovo	304	Pologne	20
Érythrée	266	Tunisie	20
Syrie	176	Canada	18
Afghanistan	117	Russie	18
Sri Lanka	111	Croatie	16
Turquie	89	Irak	16
Serbie	62	Éthiopie	15
Chine	52	Colombie	14
Allemagne	49	Liban	14
Cameroun	46	Autriche	13
Belgique	45	Iran	13
Macédoine du Nord	39	Sénégal	12
Roumanie	38	Thaïlande	12
Maroc	36	Guinée	11
Congo (Kinshasa)	32	États-Unis	10
Brésil	30	Pays-Bas	10
Bosnie et Herzégovine	27		

Avec 8 ressortissantes et ressortissants chacun : Grèce, Japon, Nigéria, Suède, Ukraine

Avec 6 ressortissantes et ressortissants chacun : Albanie, Chili, Côte d'Ivoire, Kenya, République dominicaine

Avec 5 ressortissantes et ressortissants chacun : Egypte, Hongrie, Inde, Lituanie, Monténégro, République tchèque, Slovaquie, Togo

Avec 4 ressortissantes et ressortissants chacun : Bangladesh, Géorgie, Mexique, Norvège, Pakistan, Philippines, Vietnam

Avec 3 ressortissantes et ressortissants chacun : Burkina Faso, Ghana, Madagascar

Avec 2 ressortissantes et ressortissants chacun : Argentine, Bulgarie, Burundi, Cuba, Gabon, Indonésie, Mali, Palestine, Pérou, Rwanda, Slovaquie, Venezuela

Avec 1 ressortissante ou ressortissant chacun : Arménie, Corée du Sud, Equateur, Finlande, Gambie, Haïti, Irlande, Lettonie, Malte, Maurice, Moldavie, Népal, Nicaragua, Ouzbékistan, Paraguay, Soudan, Tadjikistan, Taïwan, Tanzanie, Yémen, Apatriote.

Soit au total 102 nationalités étrangères.

1.11. Jumelages

Jumelage avec Belfort

En raison de la pandémie liée au coronavirus, les traditionnels échanges n'ont pas pu avoir lieu entre les deux villes, notamment pour ce qui concerne le Mois de la photographie, en avril, ainsi que la participation de Delémont au marché aux fleurs « Belflorissimo », en mai. Toutefois, des contacts ont eu lieu entre départements, ainsi qu'avec la Mairie, afin de dynamiser les échanges pour 2022.

Jumelage avec La Trinidad, Nicaragua

La dernière phase du programme (2019-2021) prévue sur trois années s'est déroulée en 2021 à satisfaction à La Trinidad, toujours en collaboration étroite avec la contrepartie historique, le comité local du Movimiento Comunal Nicaragüense (MCN). Neuf maisons ont été construites avec la collaboration de l'organisation gouvernementale INVUR et de la fondation COLMENA. Cette dernière, outre les compétences techniques (construction, vérification de la qualité des terrains, etc.), finance plus du tiers des coûts de construction (une maison familiale coûte environ Fr. 6'000.- y compris l'installation de latrines et les raccordements à l'électricité). Un accès à l'eau est également garanti, souvent via le réseau posé dans le cadre du centime de l'eau. Malheureusement, l'ONG partenaire nicaraguayenne partenaire en 2018 ne s'est plus engagée directement aux côtés du Groupe Nicaragua.

Grâce au centime de l'eau, plusieurs captages d'eau ont été réalisés. La pose de conduites d'eau (plus de 2'500 mètres) et d'un réservoir ont été assurés dans trois communautés rurales. Le travail est assuré par les bénéficiaires sous la supervision technique du MCN. Les installations mises à disposition des trois communautés rurales sont sous la responsabilité des mêmes bénéficiaires via un comité de suivi qui s'assure du bon fonctionnement du système. Grâce à ces travaux, plus de 350 personnes ont accès à l'eau courante. La construction de latrines s'est poursuivie avec l'installation d'une cinquantaine de latrines. Dans le même temps, sous la supervision du MCN, plus de 9000 plans d'arbres ont été distribués et plantés (zone de protection des eaux, arbres à pousse rapide pour le bois de chauffe, arbres et plans fruitiers pour assurer la diversification alimentaire).

En termes de budget, ce sont Fr. 78'428.40 qui ont été investis dans ces activités en 2021. Comme les autres années, la Fédération Interjurassienne de Coopération et de Développement assure la moitié du budget du Groupe Nicaragua. Le cycle triennal arrivant à terme fin 2021, une nouvelle demande de soutien pour les années 2022 à 2024 a été déposée auprès de la FICD. Les exigences de suivi de projet, d'action programmatique et de suivi des objectifs posés par la FICD sont rigoureusement remplis par le Groupe Nicaragua.

Au cours de l'année 2021, il n'y a eu aucun problème pour transférer l'argent des projets au Nicaragua. La très controversée loi sur les agents étrangers n'a pas eu de conséquence néfaste pour l'action sur place. Cela est dû à l'excellence de la tenue des budgets et comptes sur place au Nicaragua et à la totale transparence des activités. Par contre, les travaux administratifs nécessaires au Nicaragua pour remplir les exigences de la loi ont fortement augmenté et complexifié le travail du MCN.

Avec le Groupe Nicaragua, le comité du MCN-La Trinidad remercie vivement la Municipalité de Delémont et, à travers elle, l'ensemble des habitantes et habitants de la ville, du soutien indéfectible apporté aux actions de développement et de soutien menées auprès des plus humbles à La Trinidad.

Parrainage de Riù de Mori, Roumanie

Dans le cadre de ce parrainage, si les liens sont maintenus avec l'OVR-International (anciennement Opération Villages Roumains), ils ne le sont plus avec les Autorités locales roumaines qui ont renoncé à tout contact.

Par ailleurs, en raison de la pandémie, les actions ont été gelées mais, de manière à garder un contact avec l'ensemble de ses membres, l'OVR-CH présente ses différentes activités, tant celles de ses associations locales que celles de la coordination suisse d'ensemble, notamment sur son site internet. L'association OVR-CH publie également un bulletin périodique, *Le Réseau*, qui traite différents sujets d'intérêt général sur la Roumanie et y fait figurer différents liens.

1.12. Commission de la mairie

La Commission de la mairie, présidée par M. Pierre Brulhart, s'est réunie à quatre reprises en 2021. Elle a notamment rendu un préavis favorable sur la demande de crédit de Fr. 1'395'000.- pour le renouvellement des centres de données, la mise en place d'un « portail client », de la GED et l'adaptation de GEONIS au sein de l'administration communale, ainsi que sur la modification du Règlement communal concernant le montant des indemnités versées aux autorités, jetons de présence et vacations et, concernant le budget 2022, a préavisé favorablement l'achat d'un véhicule de transport de matériel polyvalent au CRISD (limite de Fr. 20'001.- à Fr. 200'000.-) qui concernait le Département de la mairie et de la promotion économique.

Foires mensuelles

En 2021 cinq foires ont eu lieu, avec 4 forains inscrits le 3 avril, 2 le 15 mai, 4 le 17 juillet, 2 le 18 septembre et 2 le 30 octobre. Aucun encaissement n'a été effectué.

Cimetière et funérarium

Il y a eu 134 (146) décès à Delémont en 2021 qui ont représenté 107 incinérations, 10 enterrements, 12 inhumations à l'extérieur de la localité et 5 dons du corps à la science.

1.13. Service de police

La Police municipale comprend 16 agentes et agents de police, sous le commandement d'un commissaire. Toutes et tous sont en service actif, armés, et leur formation est reconnue par un certificat ou un brevet fédéral de policier. L'organisation interne se base sur un système hiérarchisé des grades (allant d'agente ou agent à commissaire).

Les agentes et agents assurent un service de permanence 24h/24 et 7j/7, par le biais d'un tournus « Police-Secours » ou par périodes de piquet. Pour le personnel hors tournus, des horaires administratifs, voire relatifs à l'événementiel, sont planifiés.

Le chef de service (commissaire) applique principalement un horaire administratif, variable au gré des besoins. Toutefois, et selon son statut d'officier de service, il peut être appelé, voire mobilisé, en tout temps. En période d'absence, c'est son adjoint qui le remplace.

Le secrétariat est composé d'une secrétaire et d'une apprentie employée de commerce.

Activités

Depuis la mise en place de Police Synergie (au 1^{er} mars 2017), les missions des agentes et agents se sont étoffées, notamment en ce qui concerne l'activité dite de « Police-Secours ». A travers celle-ci, et du fait de procédures qui n'ont cessé de se multiplier et de se compliquer, un volume conséquent de travaux administratifs est à absorber (rapports, procès-verbaux d'auditions, procédures multiples et formulaires divers). Malgré ce fait, des efforts sont consentis à tous niveaux afin de pallier le manque d'activités dans le domaine de la « Police de proximité ». Pour y parvenir, des mesures de planification d'objectifs, dont le contrôle de stationnement, ont été instaurées.

La réception commune du poste de police de la Gare (Police cantonale/municipale) occupe régulièrement un membre de la Police delémontaine durant la semaine.

La gestion et l'exploitation des diverses caméras de sécurité (fixes et mobile) mobilisent régulièrement les ressources du service. Par ailleurs, la gestion des infractions constatées par ce système aux différents écopoints nécessite une énergie considérable quant à la procédure (constat d'infraction, identification de l'auteur, notification de l'infraction et dénonciation de celle-ci).

La situation Covid a également eu un impact sur le fonctionnement du service et de ses missions. Ainsi, une importante collaboration a été instaurée avec les différents services cantonaux liés à la gestion de cette pandémie. Ce faisant, la Police municipale a été très active afin d'accompagner les acteurs économiques de la ville dans la mise en place des nombreuses mesures fédérales et cantonales édictées, ainsi que dans les contrôles qui ont suivi quant au respect de ces dernières. Il faut toutefois relever que ces nombreuses missions ont dû être fréquemment exécutées au détriment d'autres tâches.

Instruction

Chaque agente ou agent participe tout au long de l'année aux entraînements de tir et à la formation continue en matière de tactiques et techniques d'intervention (TTI), de même que dans le domaine de la REA (réanimation et défibrillation). Le personnel se perfectionne également de manière régulière dans les différents domaines de leurs compétences, que ce soit au travers de cours de mise à niveau organisés par la Police cantonale ou, plus récemment, par le biais de supports de formation en ligne.

Projets/investissement

Le projet de gestion informatisée des différentes autorisations de stationnement sur le territoire communal (en lien avec la mise en place des nouveaux horodateurs) se poursuit. Si la situation Covid a mis à mal toute planification, l'intégration de la gestion du nouveau parking de la place de l'Etang a également révélé son lot de complications. L'étroite collaboration qui prévaut entre les différents partenaires externes et internes associés à ce projet devrait permettre à celui-ci de prochainement aboutir.

Dans le domaine de l'équipement, un nouveau gilet porte-matériel est venu compléter la tenue des agentes et des agents, ceci afin de permettre un certain soulagement quant au poids supporté par les divers accessoires d'intervention concentrés au niveau de la ceinture (+ 5 kg, auxquels viennent s'ajouter les quelque 3 kg du gilet pare-balles).

Quelques chiffres

Dossiers : le nombre de dossiers « Police-Secours » est stable et comparable à l'année précédente, soit 490 (505 en 2020), ceci dans un contexte identique quant à la situation sanitaire Covid. Il s'agit d'infractions constatées ensuite d'interventions, de rapports de constats divers et de plaintes. S'agissant des dossiers administratifs (demandes de naturalisation, notifications de poursuites, patentes de restaurants, dénonciations pour les ordures, enquêtes diverses, etc.), ceux-ci ont légèrement diminué par rapport à l'année précédente, soit 821 (1'061). Cette baisse est notamment à mettre en lien avec la pandémie.

Education routière : deux membres de la Police ont visité toutes les classes primaires et enfantines de la ville et ont formé, comme chaque année, les patrouilleuses et les patrouilleurs scolaires. Des adaptations ont toutefois été nécessaires en raison de la situation sanitaire.

Parcomètres : la somme récoltée s'est montée à Fr. 227'880.- (Fr. 190'811.-) et EUR 818.- (EUR 597.-), soit Fr. 624.-, avant déduction des rétrocessions pour les parcs chemin des Bats, Gare Collectif, Otto's, Etang, secteur commercial gare, Vieille Ville, place Monsieur, Comptoir, Bellevoie, rue de la Jeunesse, et de la TVA.

L'entretien et les réparations des horodateurs collectifs et individuels ont été accomplis tout au long de l'année.

Le montant encaissé pour les diverses autorisations de parage est intégré au montant ci-dessus.

Amendes d'ordre : 3'114 (3'231) bulletins d'amendes d'ordre ont été délivrés pour un montant de Fr. 154'160.- (Fr. 157'040.-).

Radars : 26 contrôles radars (20) ont été effectués en 14 lieux du territoire communal et 2'532 (2'082) véhicules ont été contrôlés, parmi lesquels 52, soit 4,62%, étaient en infraction.

Permis de nuit : 61 (66) permis ont été délivrés pour un montant de Fr. 5'700.- (Fr. 6'900.-).

Chiens : la ville compte quelque 525 chiens.

Ci-après 3 tableaux comparatifs des activités de la Police municipale 2016-2021.

Statistique Police-Secours

Réquisitions générées	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Avant Synergie	Transition Synergie	Synergie			
Total	140	285	385	454	505	490

Les chiffres précités comprennent l'ensemble des dossiers traités au travers des interventions des agentes et des agents de la Police municipale, ainsi que les plaintes et requêtes enregistrées via le guichet commun du poste de la Gare. Ne sont pas incluses les différentes réquisitions administrées par le service au niveau communal (ce point est repris plus après).

Statistique Journal de Poste

Journal de poste (JP)	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Avant Synergie	Transition Synergie	Synergie			
Total des inscriptions	11	27	666	824	1170	917

Chaque intervention, tout comme chaque mission effectuée, font l'objet d'une inscription via le système informatique police (Infopol). Deux niveaux sont utilisés pour lesdites inscriptions, à savoir :

- les « communications, ou CO », lesquelles contiennent des éléments importants en termes d'informations à transmettre à l'ensemble des corps de police jurassiens, voire extra-cantonaux, ainsi qu'à la magistrature. La majeure partie de ces communications débouche sur la rédaction de rapports, lesquels seront transmis aux différentes autorités. C'est à travers ce système que sont extraites les données dites de « Police-Secours »
- les « journaux de poste, ou JP », qui relatent des constatations et des informations liées à des événements et/ou des interventions. Celles-ci sont inscrites à titre informatif et aux fins de recherches, mais elles ne débouchent pas sur des rapports circonstanciés. Le « journal de poste » est assimilé à la « main courante », anciennement utilisée par plusieurs corps de police. L'activité qui y figure reflète les différentes sollicitations et interventions policières qui ne figurent toutefois pas dans la statistique « Police-Secours »

Statistique des réquisitions et dossiers administratifs communaux

Réquisitions et dossiers administratifs communaux	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Pas d'impact de Synergie					
Total	1005	940	1046	1173	1061	827

Ces chiffres correspondent aux réquisitions et dossiers administratifs qui sont traités spécifiquement au niveau communal. Synergie n'a donc pas d'impact sur ceux-ci. Ces chiffres sont toutefois en augmentation jusqu'à fin 2019, ceci provient notamment du fait de la mise en place de la caméra de sécurité mobile sur les différents écopoints et des infractions qui sont constatées au travers de ce système. La mise en place de caméras additionnelles entraînera inexorablement une charge de travail supplémentaire, laquelle se répercutera statistiquement. Tout comme pour 2020, la baisse constatée pour 2021 est la conséquence directe de la situation Covid.

Objectifs 2022

- Développement des missions dites « de proximité »
- Mise en œuvre de la gestion du nouveau parking de l'Etang
- Digitalisation des différentes autorisations communales en matière de stationnement
- Mise à jour du Règlement général de police et des différentes ordonnances liées (éléments ayant été retardés, voire stoppés, en raison du Covid)

1.14. Centre de Renfort d'Incendie et de Secours (CRISD)

Formation et investissement public

2021 – Encore une année particulière ! La pandémie a encore perturbé les activités du CRISD au même titre que les mauvaises conditions météorologiques de l'été ! Les cours de formation ont néanmoins pu être organisés en les reportant pour certains après les périodes d'inactivité décidées par les Autorités.

Deux jeunes officiers ont rejoint le pool des officiers de service et le CRISD peut compter sur eux pour fonctionner comme chef d'intervention. En fin d'année 5 pompiers ont rejoint le CRISD de manière provisoire après leur période de formation de 2 ans et viennent ainsi renforcer l'effectif. Un bol d'air bienvenu ! Dans le même registre 4 nouveaux pompiers ont validé leur fonction de chauffeur C 1 poids lourd.

Deux instructeurs ont suivi le cours latin d'instructeur en radioprotection et pourront fonctionner comme chefs de classe dans les cours fédéraux. Le CRISD bénéficie par ce fait d'excellentes compétences dans le domaine atomique.

En 2021, 43% de l'effectif du SIS ont suivi un cours cantonal de formation, chiffre stable par rapport aux années précédentes, et 109% de l'effectif du CRISD ont suivi un cours fédéral de formation, pourcentage en augmentation afin de compenser les annulations de l'année précédente à cause des conditions sanitaires.

En 2021, deux officiers ont suivi et réussi les phases de sélection cantonale et latine afin de suivre l'Ecole suisse d'instructeur et instructrice sapeur-pompier et ainsi obtenir leur brevet fédéral en 2022. Depuis cette année, le CRISD pourra compter sur 6 instructeurs fédéraux, avec le brevet fédéral, et ainsi garantir une instruction à la pointe du progrès et des connaissances.

La situation sanitaire a passablement perturbé les activités normales des sapeurs-pompiers de la Ville de Delémont. Un grand nombre d'activités ont été annulées ou suspendues. Durant une grande période seules les interventions étaient garanties et maintenues. Le recrutement, habituellement organisé en janvier, s'est déroulé en septembre, par exemple. Les 9 recrues ont perdu une année de formation, ne pouvant être incorporées qu'en fin d'année uniquement.

L'érosion des effectifs continue sa lente progression et les arrivées, ou plutôt les personnes qui pérennisent leur incorporation aux pompiers de la Ville de Delémont, couvrent cette année tout juste les départs. A noter qu'à fin 2021 ne restaient que 2 employés communaux incorporés aux pompiers de la Ville de Delémont.

Une politique de communication sera développée avec un bureau spécialisé afin de trouver des pistes et étudier toutes les possibilités afin de recruter du personnel et également pérenniser leur incorporation. Il faut à court terme trouver des solutions pour augmenter l'effectif du CRISD, sans quoi la surcharge actuelle du personnel pourrait encore faire régresser les effectifs actifs.

Objectifs du service et besoins

L'objectif principal reste le recrutement et l'engagement des forces jeunes et nouvelles afin d'étoffer l'effectif du personnel actif. Afin de garantir des effectifs au moins minimaux lors des interventions en journée, l'Etat-major a pris la décision de pouvoir incorporer des personnes formées, habitant à l'extérieur, mais travaillant à Delémont ou dans sa couronne.

Le Conseil de Ville a accepté un crédit pour l'acquisition de 4 nouveaux véhicules d'intervention, soit deux nouveaux tonne-pompes, un véhicule pour lutter contre les pollutions hydrocarbures et un véhicule pionnier pour les accidents de la circulation. A noter que les collègues de Porrentruy feront l'acquisition des 4 mêmes véhicules. Les contrats ont été signés par l'ECA Jura et la livraison des véhicules s'échelonnait de 2023 à 2025.

Un projet de collaboration dans le domaine de la protection respiratoire est actuellement en développement avec les commandements des SIS du district. La convention de collaboration devrait être signée en 2022.

Réalisations et dossiers importants

Le projet de réorganisation POMPIERS JU.2020 occupe les milieux des pompiers et politiques jurassiens depuis maintenant plus de 3 années. Les débats, si tant est qu'il a été possible de se réunir en raison des conditions sanitaires, sont toujours autant nourris et la réorganisation pas aussi simple que ne l'espéraient les instigateurs du projet. Cette démarche va prendre encore quelque temps avant d'être finalisée. Les représentants des pompiers au sein du groupe de travail, nommés par le Gouvernement, sont attentifs à ce que la future réorganisation apporte des bonnes solutions aux futurs commandements et non pas une réorganisation qui mettra dans l'embarras leurs successeurs.

Dossiers importants à traiter en 2023 :

- collaboration avec les SIS du district de Delémont sur des thèmes communs
- développement du projet de communication
- augmentation des effectifs

- achats de 4 nouveaux véhicules d'intervention
- projet d'un véhicule multifonction (véhicule logistique)

Interventions

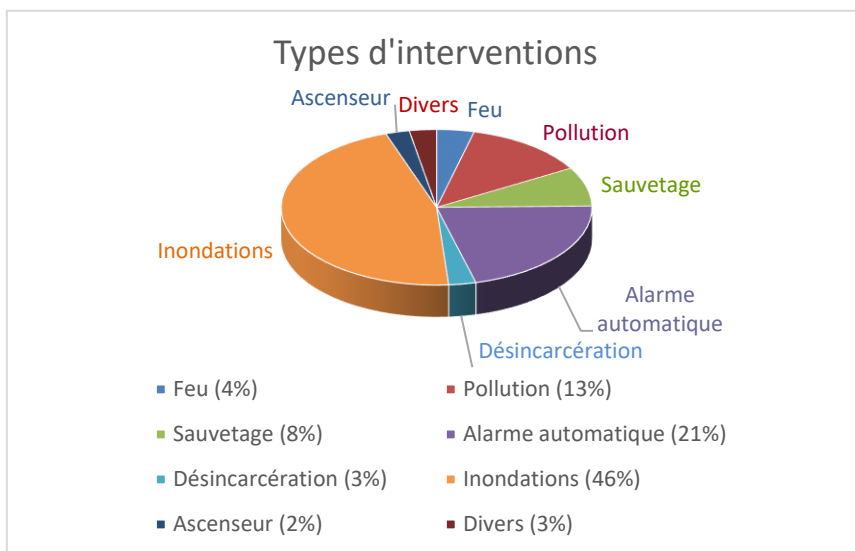
Le nombre total d'interventions en 2021 se monte à 283, soit une augmentation par rapport aux années « normales » de 120 à 130 interventions. Cette augmentation est principalement due aux conditions météorologiques désastreuses des mois de juin et juillet. Durant ces 2 mois, il a été recensé 130 interventions pour lutter contre les inondations et préserver les biens immobiliers de Delémont.

Les heures-sapeurs n'ont augmenté que de 12% par rapport à l'année précédente, passant à 2'200 environ. Cette augmentation, somme toute assez limitée en regard du nombre d'interventions, s'explique par l'augmentation des interventions dues aux inondations, mais également par les autres interventions qui ont moins occupé temporairement les pompiers.

Les interventions pour lutter contre le feu se montent à 11 ; celles contre les pollutions à 36 ; les sauvetages de personnes à 23 ; les alarmes automatiques à 60 ; le secours routier à 8 ; les inondations à 130 ; les pannes d'ascenseur à 7 et les interventions diverses à 8.

Répartition des interventions en 2021 par type d'interventions

Feu (4%)	11
Pollution (13%)	36
Sauvetage (8%)	23
Alarme automatique (21%)	60
Désincarcération (3%)	8
Inondations (46%)	130
Ascenseur (2%)	7
Divers (3%)	8
TOTAL	283



Divers

Malgré les restrictions décidées par les Autorités à cause de la situation sanitaire, le Téléthon, en version modifiée, a permis de récolter environ Fr. 13'000.-, montant similaire aux années dites normales. Ce résultat s'explique par le don très important d'une entreprise de la place de Delémont qui a souhaité s'investir comme les années précédentes, mais qui ne pouvait le faire en raison des restrictions sanitaires. Elle a donc pris contact avec le CRISD afin de verser à l'Action Téléthon ce qu'elle donnait les autres années. Un grand merci à cette entreprise.

1.15. Protection civile

Contribution forfaitaire aux frais d'entretien des abris

La subvention obtenue par la Commune pour l'année 2021 s'est élevée à Fr. 8'800.-, pour moitié en faveur de l'abri de la Blancherie et l'autre en faveur du hangar Saint-Michel.

Contribution communale à l'Office de la protection civile régional

La contribution communale est de Fr. 3.- par habitant, prise sur le fonds des contributions de remplacement.

1.16. Service financier

Le budget annuel ainsi que les comptes 2021 font l'objet d'une publication séparée. Les différentes informations ci-dessous sont en relation, principalement, avec la perception des impôts et basées sur les années 2016-2019.

Dans le courant de l'année 2020, le Service des contributions a édité pour la première fois ses nouveaux outils statistiques. Depuis, les informations obtenues ne sont pas identiques aux années précédentes. C'est pourquoi certaines statistiques publiées ci-dessous ne concernent que les années 2017 à 2019. Elles s'amélioreront d'année en année avec l'apport de nouvelles données annuelles.

Les dernières informations obtenues par le Service des contributions sont les statistiques de l'année 2019. Les données de l'année 2020 parviendront, comme à l'accoutumée, au cours du 2^e semestre 2022.

1.17. Statistiques et comparaisons fiscales

Ensemble des contribuables

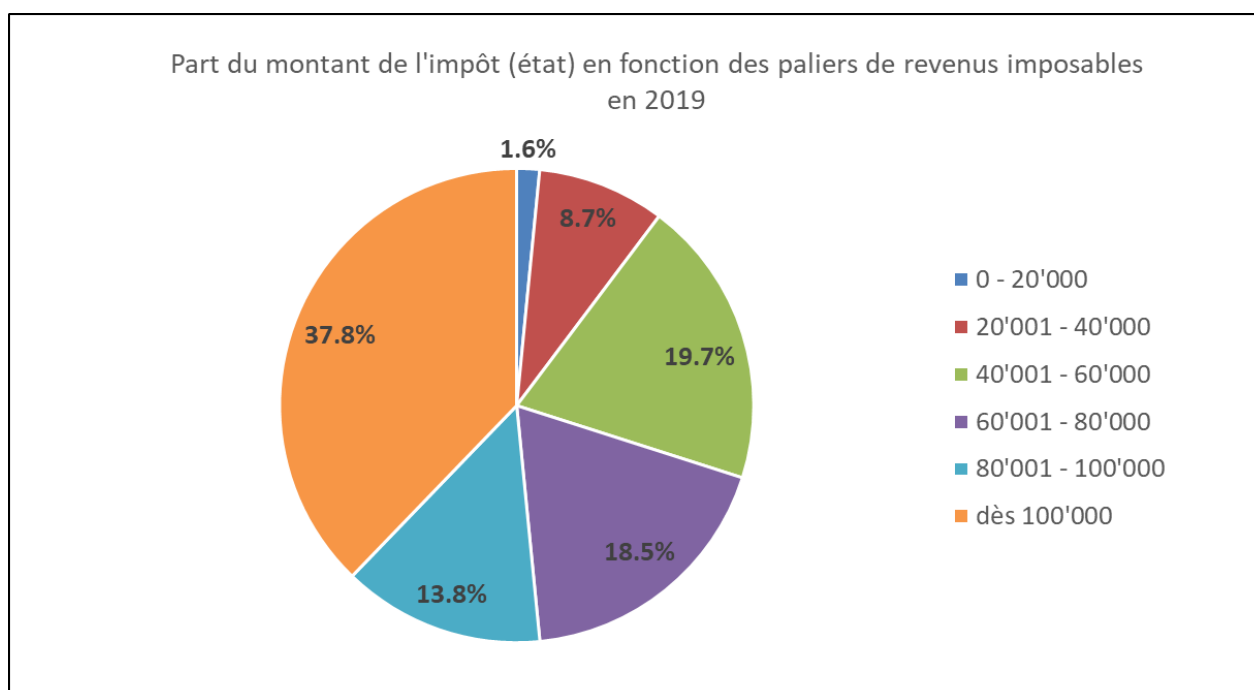
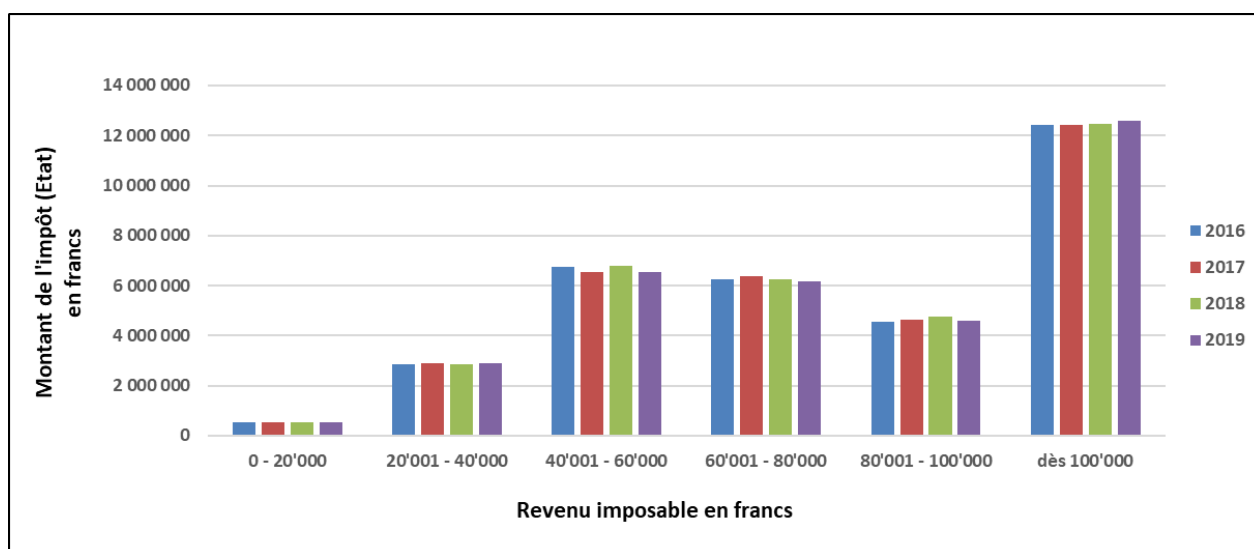
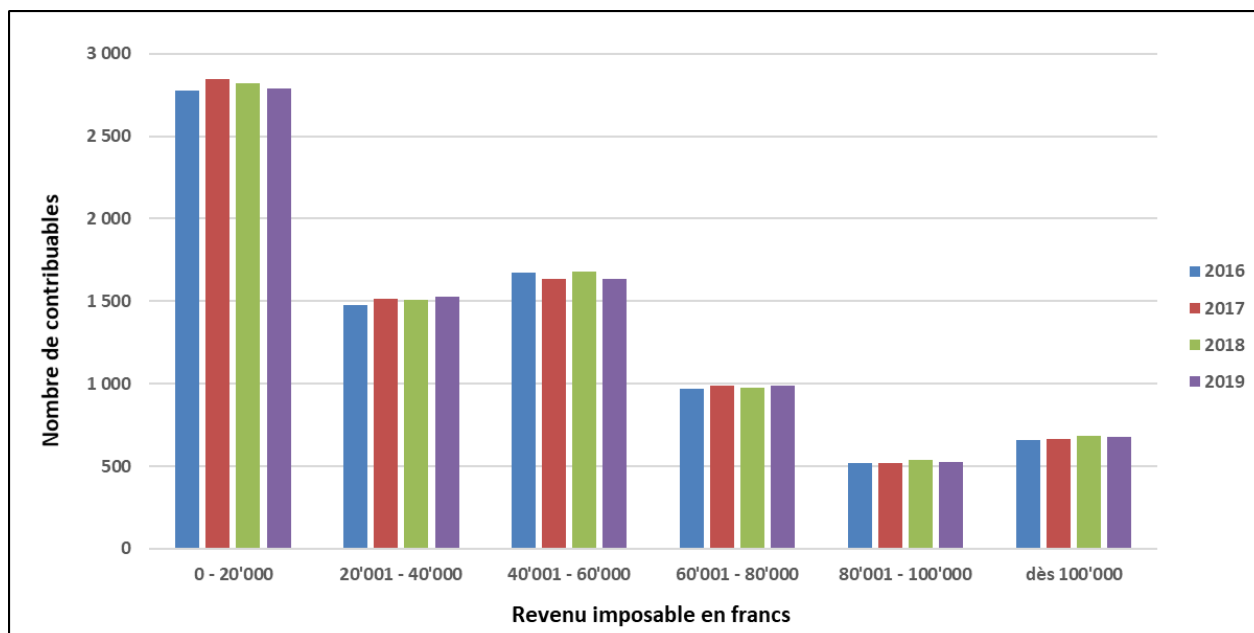
En 2019, les personnes physiques qui ont un revenu imposable inférieur à Fr. 40'000.- représentent 53% de l'ensemble des contribuables et paient 10% du total des impôts ; 32% des personnes ont un revenu imposable qui se situe entre Fr. 40'000.- et 80'000.- et paient 38% des impôts totaux ; 15% des personnes ont un revenu imposable supérieur à Fr. 80'000.- et paient 52% des impôts.

Les chiffres inscrits dans le tableau ci-dessous indiquent le nombre de contribuables et le montant d'impôt d'Etat en francs en fonction des paliers de revenus.

	2016		2017		2018		2019	
Revenus	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
0 - 20'000	2 777	516 431	2 844	550 863	2 818	538 797	2 787	518 557
20'001 - 40'000	1 479	2 836 293	1 516	2 912 015	1 506	2 856 785	1 530	2 904 171
40'001 - 60'000	1 670	6 765 622	1 636	6 540 353	1 680	6 769 785	1 634	6 551 553
60'001 - 80'000	971	6 239 825	987	6 359 772	978	6 247 539	986	6 168 734
80'001 - 100'000	517	4 547 751	521	4 640 754	540	4 750 899	527	4 593 285
dès 100'000	659	12 406 254	667	12 422 960	682	12 456 986	676	12 593 087
Total	8 073	33 312 176	8 171	33 426 716	8 204	33 620 791	8 140	33 329 386

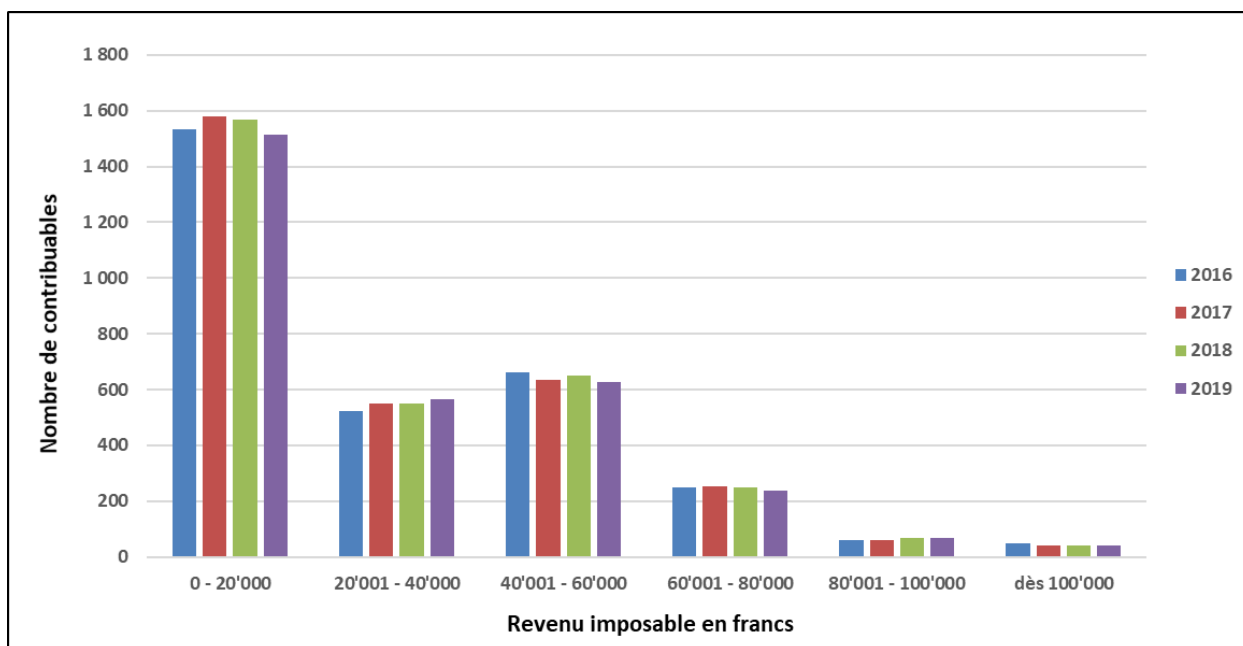
Ci-après, se trouvent les graphiques qui illustrent les données contenues dans le tableau.

Par la suite, des données par catégorie de contribuables seront détaillées. Pour information, il ne s'agira cette fois pas des montants d'impôt d'Etat. En effet, le Service des contributions donne désormais des détails par catégorie de contribuable selon les montants totaux des revenus imposables en fonction de chaque palier de revenu.

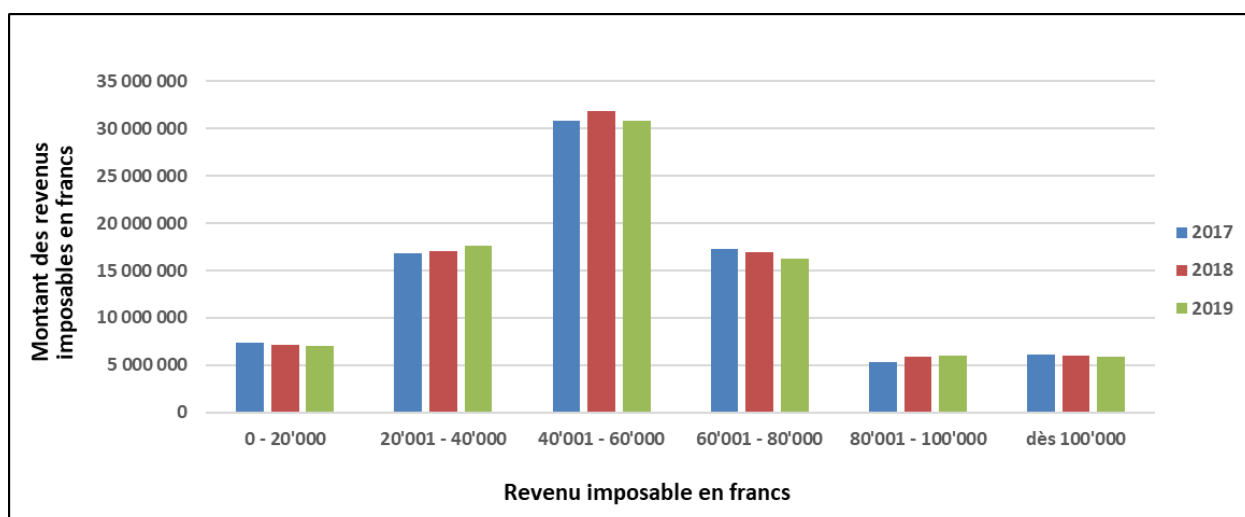


Contribuables célibataires

Nombre de contribuables				
Revenus	2016	2017	2018	2019
0 - 20'000	1 533	1 580	1 569	1 515
20'001 - 40'000	523	550	550	567
40'001 - 60'000	661	635	650	626
60'001 - 80'000	248	255	249	238
80'001 - 100'000	59	61	68	69
dès 100'000	47	42	42	43
Total	3 071	3 123	3 128	3 058

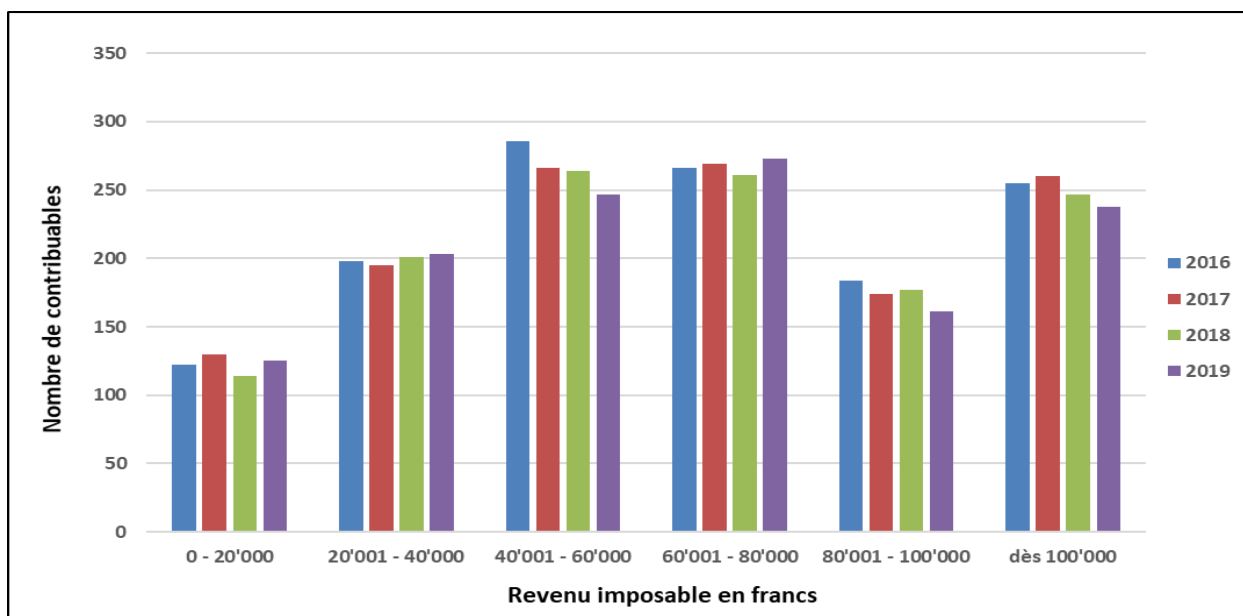


Montants totaux des revenus imposables			
Revenus	2017	2018	2019
0 - 20'000	7 365 252	7 177 924	7 076 763
20'001 - 40'000	16 774 925	17 025 762	17 611 385
40'001 - 60'000	30 834 349	31 802 568	30 862 686
60'001 - 80'000	17 302 417	16 962 156	16 221 857
80'001 - 100'000	5 336 490	5 915 771	6 019 974
dès 100'000	6 095 138	6 050 069	5 917 971
Total	83 708 571	84 934 250	83 710 636

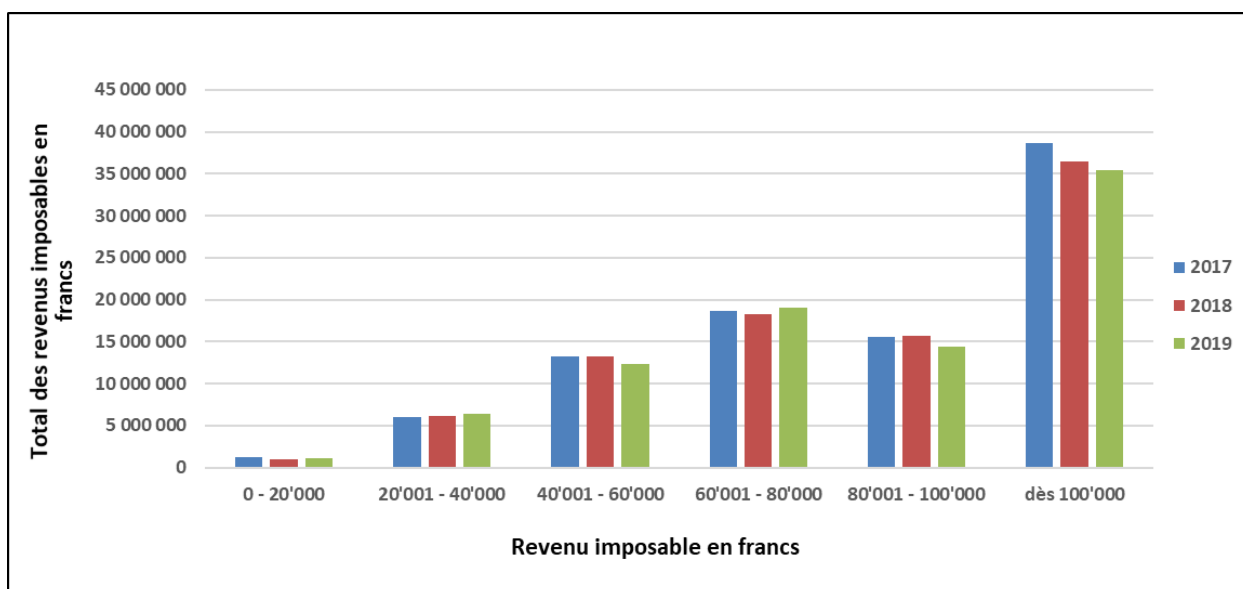


Contribuables mariés

Nombre de contribuables				
Revenus	2016	2017	2018	2019
0 - 20'000	122	130	114	125
20'001 - 40'000	198	195	201	203
40'001 - 60'000	286	266	264	247
60'001 - 80'000	266	269	261	273
80'001 - 100'000	184	174	177	161
dès 100'000	255	260	247	238
Total	1 311	1 294	1 264	1 247

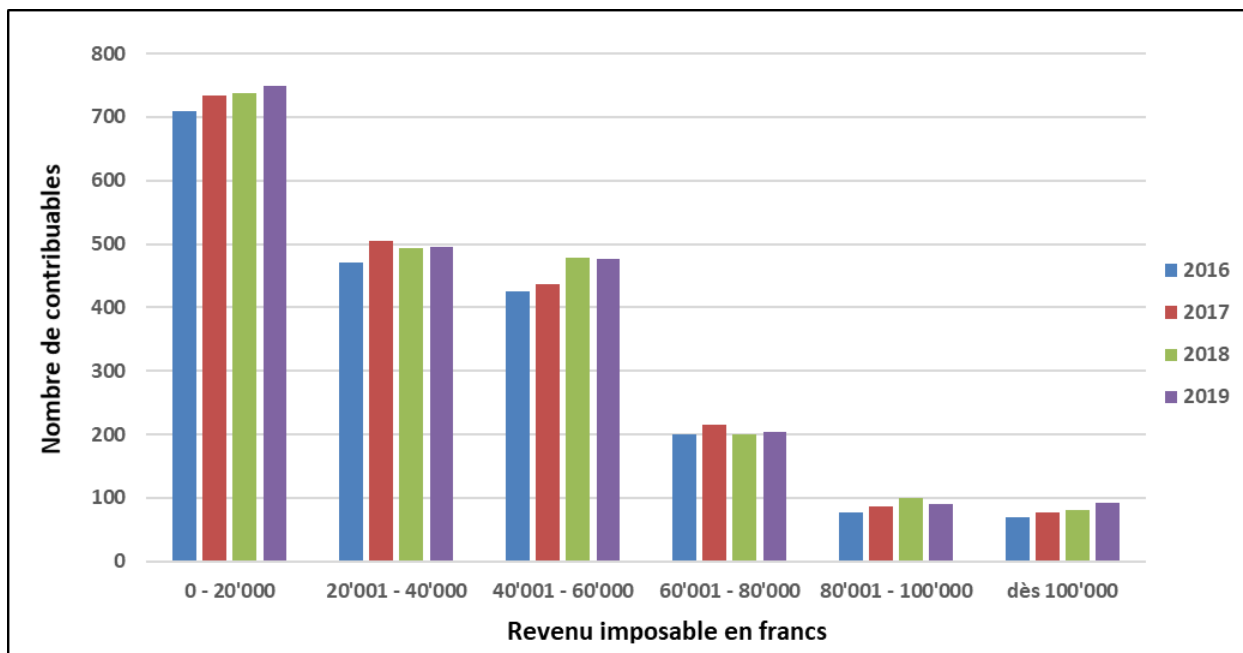


Montants totaux des revenus imposables			
Revenus	2017	2018	2019
0 - 20'000	1 233 839	933 410	1 090 195
20'001 - 40'000	5 986 510	6 157 058	6 441 589
40'001 - 60'000	13 198 229	13 177 049	12 346 770
60'001 - 80'000	18 631 323	18 214 086	18 988 974
80'001 - 100'000	15 544 304	15 751 332	14 458 125
dès 100'000	38 610 534	36 504 086	35 430 031
Total	93 204 739	90 737 021	88 755 684

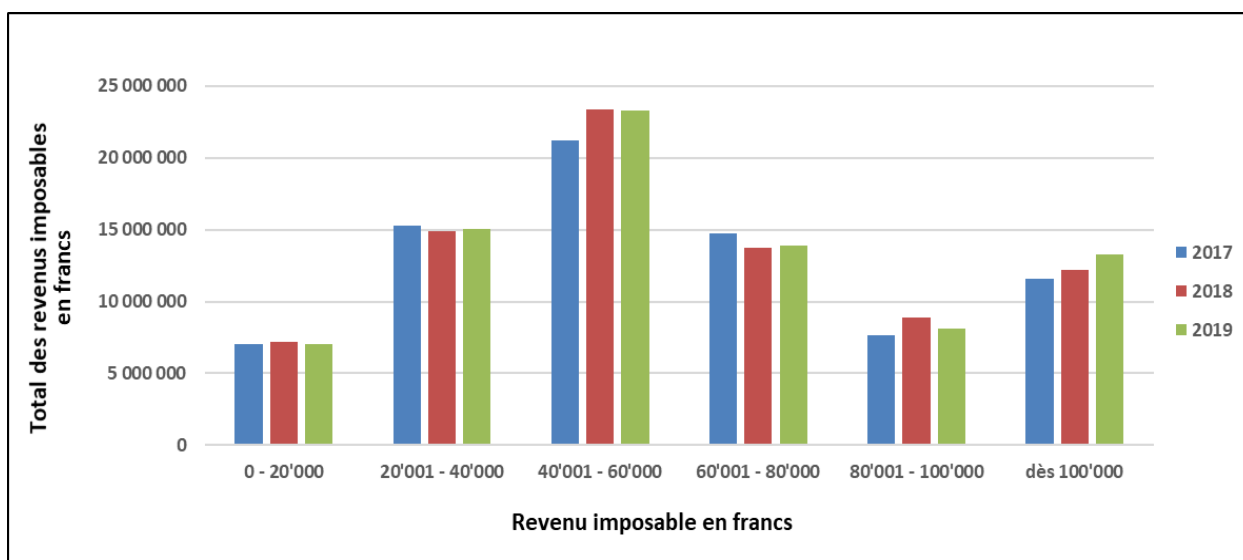


Contribuables veuves ou veufs / divorcé-e-s

Nombre de contribuables				
Revenus	2016	2017	2018	2019
0 - 20'000	710	733	737	749
20'001 - 40'000	470	505	493	495
40'001 - 60'000	425	437	479	477
60'001 - 80'000	200	216	201	204
80'001 - 100'000	78	86	100	91
dès 100'000	70	78	81	92
Total	1 953	2 055	2 091	2 108

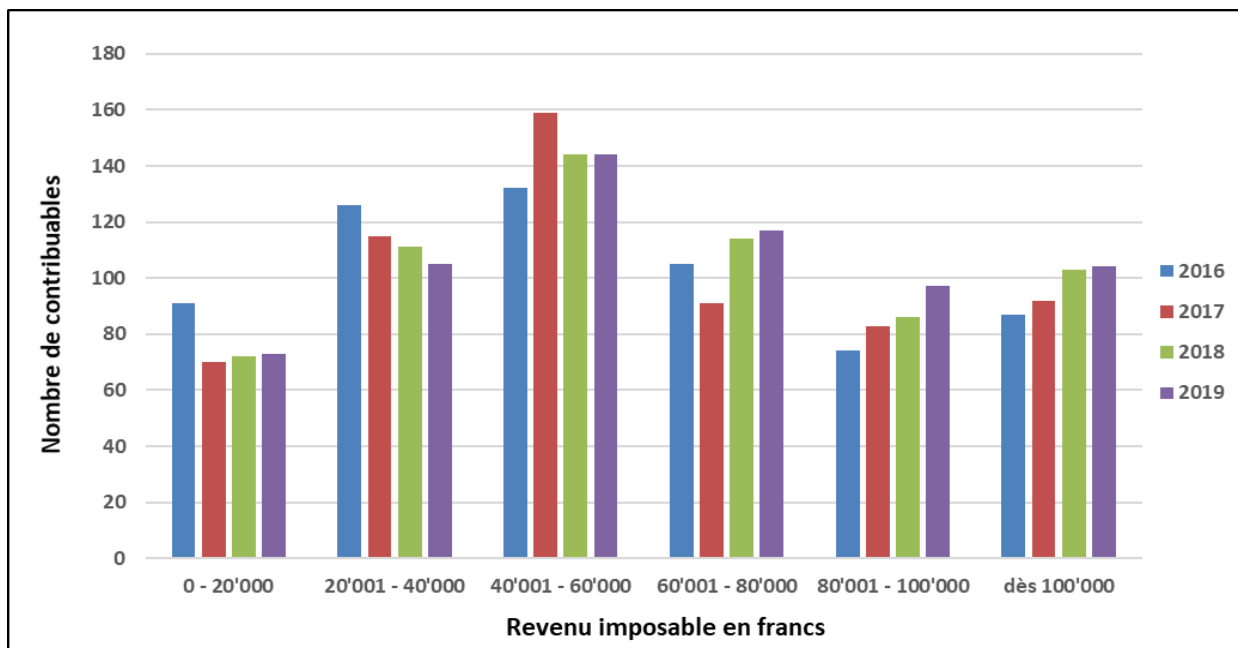


Montants totaux des revenus imposables			
Revenus	2017	2018	2019
0 - 20'000	7 030 800	7 163 466	7 006 481
20'001 - 40'000	15 275 500	14 931 605	15 071 815
40'001 - 60'000	21 195 831	23 386 390	23 327 820
60'001 - 80'000	14 704 691	13 773 186	13 892 800
80'001 - 100'000	7 694 489	8 918 447	8 084 098
dès 100'000	11 557 719	12 194 199	13 307 951
Total	77 459 030	80 367 293	80 690 965

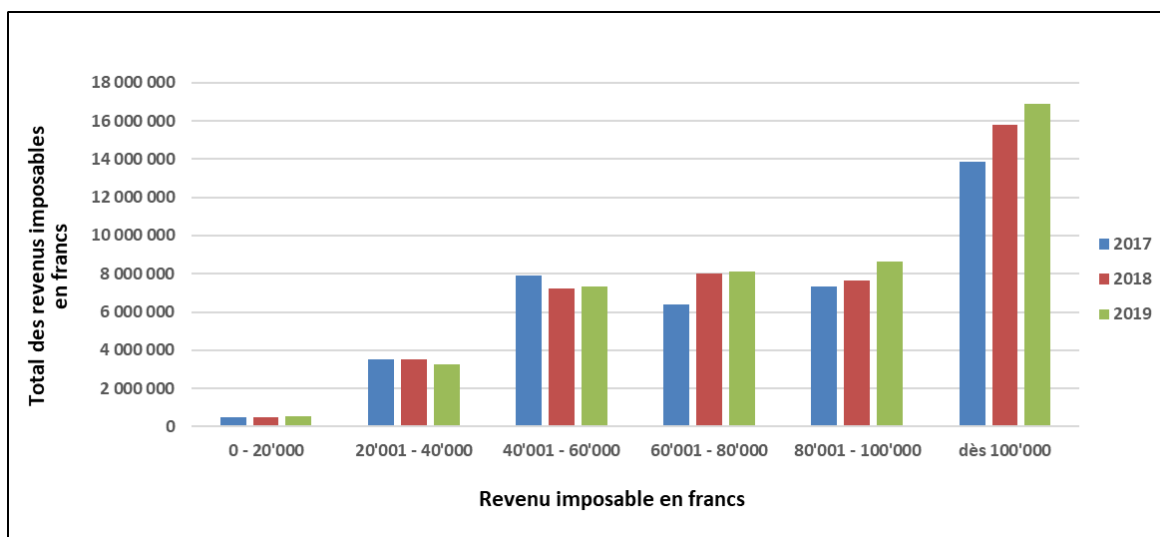


Contribuables avec un ou une enfant

Nombre de contribuables				
Revenus	2016	2017	2018	2019
0 - 20'000	91	70	72	73
20'001 - 40'000	126	115	111	105
40'001 - 60'000	132	159	144	144
60'001 - 80'000	105	91	114	117
80'001 - 100'000	74	83	86	97
dès 100'000	87	92	103	104
Total	615	610	630	640

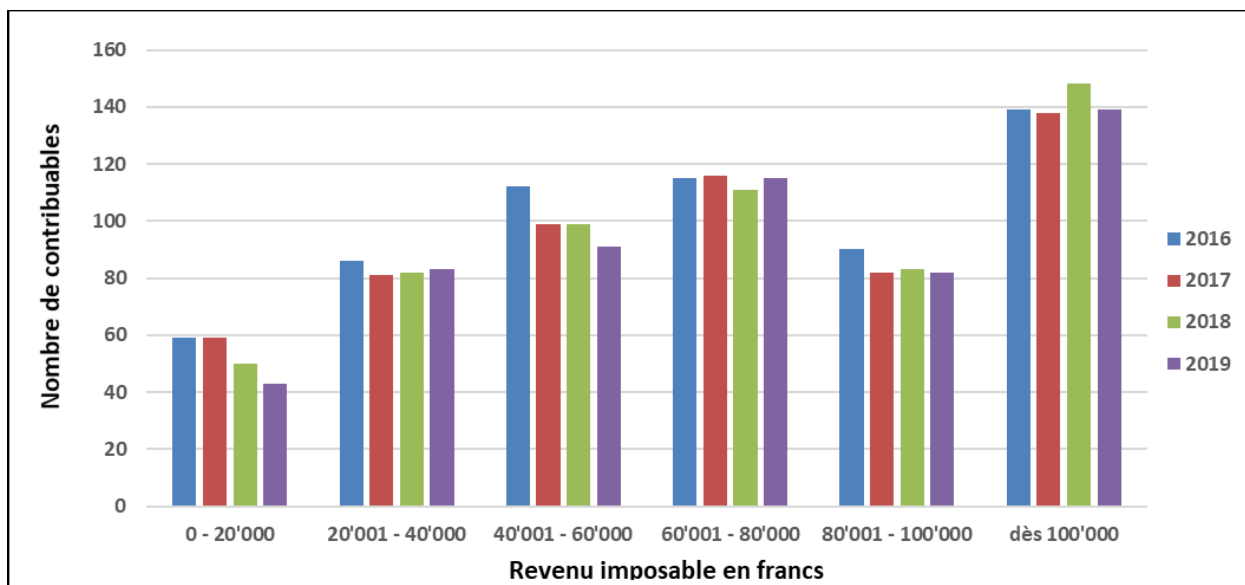


Montants totaux des revenus imposables			
Revenus	2017	2018	2019
0 - 20'000	478 242	491 955	528 369
20'001 - 40'000	3 515 689	3 510 339	3 278 077
40'001 - 60'000	7 906 376	7 227 955	7 353 209
60'001 - 80'000	6 384 480	7 985 438	8 139 015
80'001 - 100'000	7 357 080	7 661 983	8 640 007
dès 100'000	13 863 484	15 804 102	16 868 333
Total	39 505 351	42 681 772	44 807 010

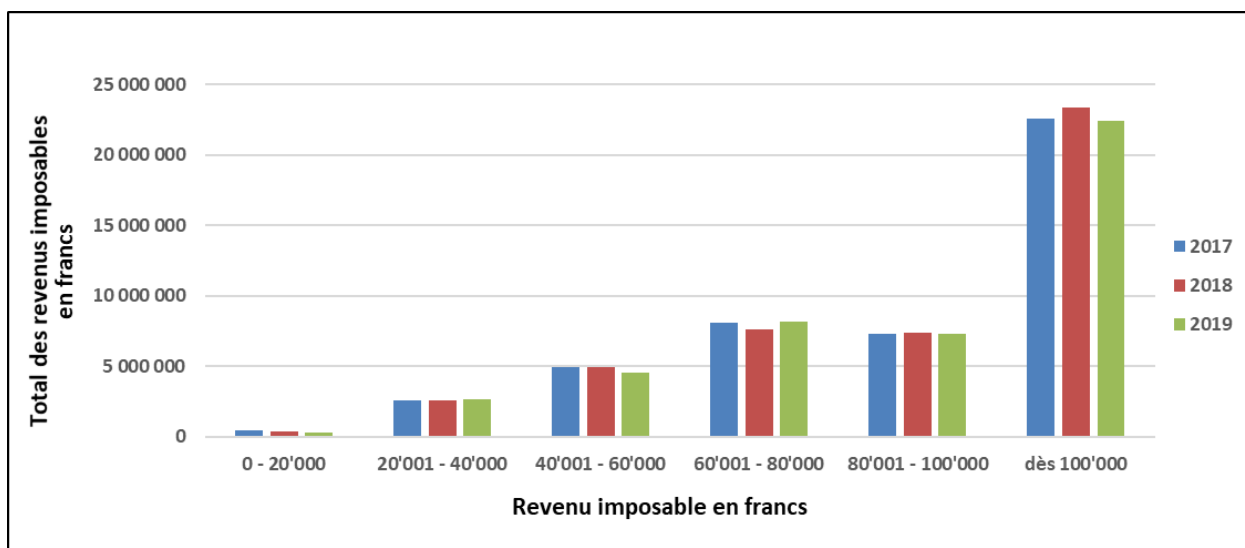


Contribuables avec deux enfants

Nombre de contribuables				
Revenus	2016	2017	2018	2019
0 - 20'000	59	59	50	43
20'001 - 40'000	86	81	82	83
40'001 - 60'000	112	99	99	91
60'001 - 80'000	115	116	111	115
80'001 - 100'000	90	82	83	82
dès 100'000	139	138	148	139
Total	601	575	573	553

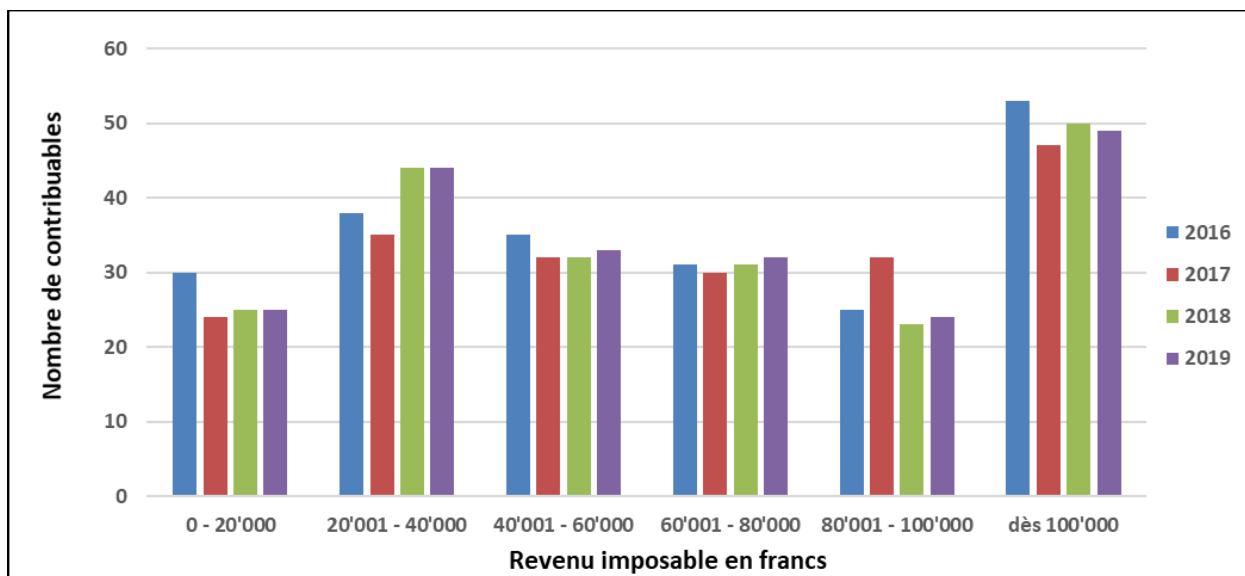


Montants totaux des revenus imposables			
Revenus	2017	2018	2019
0 - 20'000	454 587	346 250	274 052
20'001 - 40'000	2 546 253	2 530 663	2 634 669
40'001 - 60'000	4 906 789	4 940 823	4 517 081
60'001 - 80'000	8 056 414	7 631 930	8 127 413
80'001 - 100'000	7 299 195	7 379 583	7 325 821
dès 100'000	22 531 147	23 345 060	22 434 433
Total	45 794 385	46 174 309	45 313 469

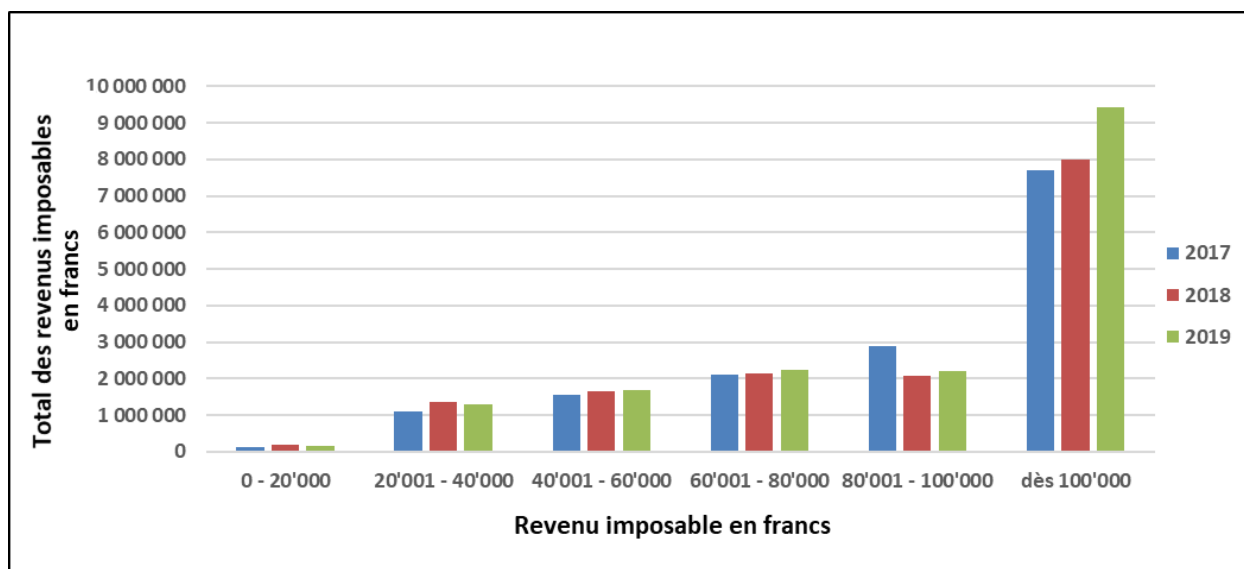


Contribuables avec trois enfants et plus

Nombre de contribuables				
Revenus	2016	2017	2018	2019
0 - 20'000	30	24	25	25
20'001 - 40'000	38	35	44	44
40'001 - 60'000	35	32	32	33
60'001 - 80'000	31	30	31	32
80'001 - 100'000	25	32	23	24
dès 100'000	53	47	50	49
Total	212	200	205	207



Montants totaux des revenus imposables			
Revenus	2017	2018	2019
0 - 20'000	138 111	176 286	147 388
20'001 - 40'000	1 095 312	1 353 518	1 307 514
40'001 - 60'000	1 564 672	1 640 329	1 701 813
60'001 - 80'000	2 114 884	2 141 493	2 255 382
80'001 - 100'000	2 898 763	2 083 946	2 196 490
dès 100'000	7 714 324	8 009 358	9 422 881
Total	15 526 066	15 404 930	17 031 468



1.18. Déclarations d'impôts 2021

- 8'175 (8'162) déclarations d'impôts (DI)
- 137 (143) formules pour nouveaux contribuables envoyées dans le courant de l'année
- 1'412 (1'352) personnes taxées à la source

Le Bureau des impôts et du cadastre a transmis 21 demandes de remise d'impôts (14) au Service des contributions.

Année	DI envoyées	DI complémentaires Formules 120	Taxé-e-s à la source	Totaux
2011	7'463	129	997*	8'589
2012	7'499	113	1'082*	8'694
2013	7'627	126	1'192*	8'945
2014	7'825	120	1'240*	9'185
2015	7'928	112	1'259*	9'299
2016	8'028	128	1'176*	9'332
2017	8'033	111	1'254*	9'398
2018	8'133	135	1'457*	9'725
2019	8'142	108	1'455*	9'705
2020	8'162	143	1'352*	9'657
2021	8'175	137	1'412*	9'724

*y compris frontalières et frontaliers payant de l'impôt à la source

1.19. Commission des finances

La Commission des finances, présidée par Mme Guite Theurillat, a tenu 8 séances au cours desquelles elle a préavisé les crédits d'investissements et le budget soumis au Conseil de Ville.

1.20. Commission d'évaluation des valeurs officielles et locatives des immeubles

Durant l'année 2021, les estimateurs de la Commune, avec les estimatrices et estimateurs du Canton, ont procédé à 97 estimations (67) à la suite de nouvelles constructions, de transformations, de travaux d'amélioration, de constitutions de PPE ou d'autres changements d'affectation.

1.21. Encaissement des impôts

Statistiques

Afin de répondre à plusieurs interrogations sur l'encaissement des impôts et des éliminations, le Service financier publie ci-dessous les résultats de l'année 2016, laquelle sert de base et permet d'enregistrer les variations sur plusieurs années.

Récapitulation Personnes Physiques - PP 2016 au 31.12.2021						
Taxation provisoire	Variations	Taxation définitive revenu	Taxation définitive fortune	Taxation définitive total	Eliminations	Arrérages au 31.12.2021
23'379'400	899'495 + 3,84%	22'337'998	1'940'897	24'278'895	-423'670 -1,74%	86'490 0,36%

Lexique :

Taxations provisoires : estimations, envoyées annuellement en décembre, et basées sur la taxation de l'année précédente.

Variations : à la suite de la taxation définitive, il y a soit des augmentations, soit des baisses par rapport à la taxation provisoire (cf. détails dans les comptes, chapitres 0911 et 0915).

Eliminations : ce montant englobe les remises d'impôts, décisions prises par la Recette de district (RD) à la suite de difficultés financières justifiées du contribuable et les non-encaissements, malgré les poursuites effectuées également par la RD.

Arrérages : solde des impôts à encaisser par la RD. Généralement, il s'agit de taxations qui font l'objet de recours auprès du Service des contributions ou du Tribunal cantonal, voire du Tribunal fédéral.

Les statistiques pour les années 2013 à 2020 sont à disposition au Service financier.

1.22. Informatique

De nombreux projets ont été menés à bien durant l'année, tant au niveau infrastructure qu'en matière de logiciels, comme :

- mise en place d'une nouvelle infrastructure serveur dans les deux Datacenters de l'administration
- redondance complète des deux Datacenters, y compris pour la partie réseau
- installation d'un nouvel équipement multimédia dans la salle du Conseil de Ville
- établissement de nouvelles liaisons avec la Villa Vermeille, ainsi que le complexe du Ticle
- réalisation du parking de la place de l'Etang, pour la partie liaison internet et serveurs
- mise en place d'un nouveau système de filtrage WEB
- début d'une campagne de prévention sur la sécurité informatique, destinée aux utilisateurs et portant sur deux ans de formation

La pandémie a quant à elle de nouveau imposé le télétravail, de nouvelles machines pour configurations ont été déployées pour les utilisatrices et les utilisateurs en télétravail. Ceci a permis de traverser cette nouvelle période sans encombre.

Le parc informatique actuel se compose de :

- 5 serveurs physiques (gestion de l'environnement virtuel et DRP)
- 4 serveurs NAS physiques de sauvegarde
- 58 serveurs virtuels
- 250 postes de travail (PC's, portables et tablettes)
- 50 imprimantes connectées au réseau
- 4 imprimantes indépendantes

Le Service informatique a employé en 2021 un stagiaire de l'ESIG pour réaliser un travail de diplôme dans le service, portant sur la réalisation du logiciel d'inventaire des biens communaux. Il a ensuite été engagé comme stagiaire HEG sur une durée de 3 ans.

Téléphonie

Quelques abonnements de téléphonie mobile ont été activés pour permettre à de nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs d'être joignables sur un numéro professionnel. De nouveaux abonnements ont aussi été conclus pour les liaisons internet de nouveaux sites (place de l'Etang, écopoint, ...).

Ecoles primaire et enfantine

Le parc des écoles n'a pas évolué, suite au crédit voté en 2019, le matériel suivant compose le parc :

- 80 iMacs pour les classes
- 275 iPads ont remplacé les anciens portables et complété la dotation pour les élèves
- 45 dalles interactives incorporées dans les tableaux de classes

Quelques modifications ou ajouts de câblage réseaux dans plusieurs bâtiments scolaires ont été faits, suite à des transformations de locaux (Gros-Seuc, Château, etc.).

* * * * *

2. DEPARTEMENT DE LA COHESION SOCIALE, DE LA JEUNESSE ET DU LOGEMENT

(Responsables : Mme Esther Gelso puis,
dès le 1^{er} juillet 2021, Mme Jeanne Beuret, conseillères communales)

Préambule

Bien que moins impactantes qu'en 2020, les mesures de lutte contre le Coronavirus ont tout de même jalonné l'année 2021 et entraîné des perturbations dans le fonctionnement et les activités des unités du département. Malgré cela et après une année 2020 triste et pauvre en événements sociaux, le personnel du département s'est efforcé, tout en respectant les mesures de sécurité, de trouver les moyens d'accomplir ses missions et, en particulier, de favoriser les échanges, le lien et le bien-être de la population.

Les habitantes et habitants de la Ville de Delémont ont eu l'occasion de profiter de plusieurs projets sociaux initiés par le service : les Eléphantaisies, la Fête de la citrouille, l'accueil des personnes arrivant à la retraite, le troc de la Ludo, la Semaine sans télévision ou les promotions citoyennes. Ces événements ont permis de réunir les différentes générations, de favoriser les rencontres entre personnes de tous horizons et de développer des liens.

Du côté du personnel, l'année 2021 a été le signe du changement et de l'adaptation : un nouveau chef de service, un remaniement complet de la direction de la Maison de l'Enfance et le remplacement de Mme Esther Gelso par Mme Jeanne Beuret au Conseil communal et à la tête du département ont rythmé la cadence du service. A fin mars 2021, les locaux administratifs du Service CSJL, ainsi que l'agence AVS-AI, ont été déménagés à la Villa Vermeille, dans des locaux offrant de l'espace et une convivialité améliorée. La cohabitation avec le Service de la culture, des sports et des écoles (CSE) constitue également un avantage certain, favorisant la cohésion des équipes et les synergies.

2.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

Etat d'avancement des motions et postulats

Voici un bref récapitulatif des actions menées pour répondre aux motions et postulats encore en cours de traitement :

Intervention	N°	Titre	Suivi
Motion	4.01/18	Ouverture de la Maison de l'Enfance pendant les vacances	Rappelé par une interpellation au début 2021, le test d'ouverture d'une semaine supplémentaire sera reconduit durant les vacances d'été 2022, afin d'évaluer la demande et les coûts.
Motion	5.08/19	Un label « Commune en santé pour Delémont »	Le dossier sera repris et actualisé au début 2022 avec l'appui de la Fondation O ₂ pour parvenir à la certification.
Motion	5.17/19	Harcèlement de rue – mieux le comprendre pour mieux le combattre	Freiné par la situation sanitaire et les mouvements au sein du service, CSJL entreprendra des actions dès le début 2022.
Postulat	4.14/19	S'améliorer pour participer à la mise en place d'un monde plus équitable	La labélisation de la Ville est intervenue en mai 2021. Avec le groupe de travail, CSJL continue d'œuvrer pour la cause, notamment en organisant des manifestations Fair Trade.

Intervention	N°	Titre	Suivi
Motion	5.11/20	Pour des produits d'hygiène menstruels gratuits	120 distributeurs ont été installés dans les bâtiments communaux et mettent à disposition des employées et visiteuses des serviettes écologiques et fiables pour la santé.
Motion	5.12/20	Clair-Logis en mains publiques	Les bases requises ont été fixées au niveau du droit de superficie et du permis de construire. L'étude en vue de l'acquisition sera reprise 6 mois avant la remise du bâtiment, soit dans le courant du 2 ^e semestre 2022.
Postulat	4.01/20	Pour la mise en place d'une politique des aînés. (Delémont, une ville où il fait bon prendre sa retraite.)	Plusieurs actions ont été menées, comme l'accueil des personnes arrivant à la retraite et les allocations de fin d'année. CSJL a pour objectif en 2022 de dresser une feuille de route pour d'autres projets.
Motion	5.01/21	Un geste pour la planète : emprunter plutôt qu'acheter	La bibliothèque d'objets en cours de réalisation par l'association Le Vilebrequin et soutenue par la Municipalité répond à la motion.

2.2. Commission des affaires sociales et du logement

La Commission des affaires sociales et du logement a siégé deux fois en 2021. Un survol des dossiers au sein du Département CSJL a été effectué, avec une attention particulière sur les sujets suivants :

- Clair-Logis : déroulement des travaux de construction de la nouvelle résidence, réorganisation de la structure de gestion et demande de crédit pour l'équipement et le mobilier
- Fair Trade Town : obtention de la distinction
- Maison de l'Enfance : nouvelle direction et mesures d'assainissement
- Politique du logement : avancement des réflexions
- Budget 2022 : présentation des rubriques CSJL
- Mieux-Vivre Ensemble : avancement des réflexions

2.3. Commission de la jeunesse

La Commission de la jeunesse a siégé le 16 septembre 2021, mais seuls deux membres étaient présents ; les dossiers en cours au sein du Département CSJL ont été survolés, mais aucune décision n'a pu être prise. Il est envisagé d'organiser au début 2022 une séance de remue-méninges afin de préciser l'utilité et le fonctionnement de cette commission.

2.4. Aide sociale

Préavis d'aide sociale

Le Service CSJL a traité 147 demandes de préavis à l'attention de l'Autorité cantonale d'aide sociale et 13 préavis négatifs ont été émis.

Frais de garde

Lorsque les enfants delémontains sont placés en dehors de leur domicile familial (institutions sociales ou familles d'accueil), la Commune, selon l'art. 7 al 2 de l'Ordonnance sur le placement d'enfant, doit avancer les frais de placement. Ce montant est porté à la répartition des charges sociales entre le Canton et l'ensemble des communes. En 2021, la Commune a pris en charge les frais de placement de 12 enfants pour un montant de Fr. 88'822.30.-. Les modalités afin d'exiger le remboursement auprès des parents sont en cours de discussion avec le Service cantonal de l'action sociale.

Successions répudiées / funérailles décentes

Il revient aux communes de couvrir une partie des frais pour garantir des funérailles décentes aux personnes décédées dont les familles ont répudié la succession. Trois types de frais sont assumés et portés à la répartition des charges sociales entre le Canton et l'ensemble des communes :

- frais administratifs liés au décès
- acquisition d'un cercueil
- frais d'ensevelissement ou d'incinération

En 2021, le Service CSJL a traité 43 dossiers de successions répudiées pour un montant total de Fr. 91'442.30.

2.5. Allocations de fin d'année

Pour bénéficier d'une allocation de fin d'année, les personnes en âge AVS doivent répondre aux critères suivants, selon leur décision de taxation la plus récente :

- revenu imposable maximal de Fr. 17'246.- pour une personne seule et Fr. 23'093.- pour un couple
- fortune nette maximale de Fr. 20'000.- pour une personne seule et de Fr. 30'000.- pour un couple
- pas de taxe immobilière

Ainsi, un montant de Fr. 113'000.- a été versé en 2021, pour 231 allocations octroyées. Il y a eu 32 refus de versement de l'allocation.

2.6. Bourses et prêts

Des bourses d'études ont été versées en 2021 pour l'année scolaire

2018/2019	pour un montant de	Fr.	1'716.-
2019/2020	pour un montant de	Fr.	7'182.-
2020/2021	pour un montant de	Fr.	98'774.-
2021/2022	pour un montant de	Fr.	10'218.-
Total		Fr.	117'890.-

Pour rappel, en 2020, un montant de Fr. 93'235.- a été versé pour des bourses communales.

A noter que l'octroi de la bourse communale est subordonné à l'octroi préalable d'une bourse cantonale. Par ailleurs, la demande de bourse communale doit être déposée dans les trois mois qui suivent la notification de la décision de bourse cantonale.

2.7. Allocation d'incitation à la formation – AIF

Avec l'entrée en vigueur, au niveau fédéral, de la 4^e révision de la Loi sur l'assurance-chômage le 1^{er} avril 2011, le droit aux indemnités des personnes sans emploi s'est considérablement réduit. Devant la menace de voir arriver massivement des chômeuses et des chômeurs en fin de droit à l'Aide sociale, le Conseil communal a innové avec l'instauration d'une allocation d'incitation à la formation (AIF), ce qui est une première romande. En vigueur depuis la fin du mois de juin 2011, elle propose un soutien financier aux personnes sans droit au chômage, à l'Aide sociale ou non et n'ayant pas obtenu d'aides financières par le biais d'autres institutions, afin de leur permettre de mener un projet de formation (de base ou continue) et ainsi de les aider à (re)trouver une activité rémunérée.

En 2021, deux dossiers ont été présentés aux membres de la commission. Ils ont été acceptés pour un montant total de Fr. 11'889.-.

2.8. Agence communale AVS-AI

Les nouveaux locaux de l'agence communale AVS-AI à la Villa Vermeille font la grande satisfaction du personnel et des usagères et usagers. L'accès au bureau est adapté aux personnes à mobilité réduite et une salle d'attente est à disposition.

La population delémontaine a été accueillie et informée quant aux prestations du 1^{er} pilier. Au niveau des cotisations AVS, l'agence a contrôlé l'affiliation des sociétés locales, ainsi que celle des habitantes et habitants. De plus, elle a traité les déclarations de salaires 2020 des affilié-e-s.

Elle a renseigné la population quant au droit aux allocations familiales, au droit à la rente de vieillesse et aux conditions d'octroi pour une retraite anticipée ; les demandes de rentes AVS pour les femmes nées en 1957 et pour les hommes nés en 1956 ont été déposées. De plus, l'agence a rempli les demandes et les révisions des prestations complémentaires avec les personnes requérantes.

A la fin 2021, la commune de Delémont comptait 2'104 (2'098 à fin 2020) personnes bénéficiant d'une rente AVS-AI de la part de la Caisse de compensation du Jura : 1'699 AVS (1'692) et 405 AI (406). Il y avait 211 (203) bénéficiaires d'une allocation pour impotent « API » et 947 (942) bénéficiaires d'une prestation complémentaire « PC », soit 598 PC AVS et 349 PC AI. A noter que 63 bénéficiaires PC sont décédés en 2021 ; 68 nouvelles demandes ont donc été accordées, 44 ont été refusées jusqu'à fin septembre.

Depuis quelques années, le nombre d'affilié-e-s auprès de la Caisse de compensation du Jura a fortement augmenté, passant de 3'290 en 2020 à 3'653 en 2021.

2.9. Office communal de l'emploi

Inscriptions

Suite à la révision de la législation fédérale sur l'assurance-chômage, les personnes sans emploi dans le canton du Jura doivent s'inscrire au chômage non plus dans les communes, mais directement auprès de l'ORP régional depuis le 1^{er} juillet 2021. Selon l'ORP, la transition s'est très bien déroulée grâce en grande partie à la collaboration des offices communaux ; les personnes concernées ont été bien dirigées et leurs démarches facilitées.

Bilan

Depuis janvier 2020, le taux de demandeurs et demandeuses d'emploi n'a cessé de progresser pour finalement dépasser les 10% depuis octobre 2020 jusqu'en avril 2021. Même si leur nombre a légèrement diminué depuis mai 2021, les demandeurs et demandeuses d'emploi sont toutefois plus nombreux à fin 2021 (583) qu'à fin 2020 en pleine pandémie (527).

Mois	Chômeuses et chômeurs	Taux de chômage	Demandeuses et demandeurs d'emploi	Taux de demandeuses et demandeurs d'emploi
Janvier 2021	468	7,8%	641	10,7%
Février 2021	470	7,9%	650	10,9%
Mars 2021	442	7,4%	629	10,5%
Avril 2021	434	7,3%	622	10,4%
Mai 2021	414	6,9%	582	9,8%
Juin 2021	396	6,6%	559	9,4%
Juillet 2021	413	6,9%	567	9,5%
Août 2021	388	6,5%	550	9,2%
Septembre 2021	378	6,3%	550	9,2%
Octobre 2021	383	6,4%	538	9,0%
Novembre 2021	387	6,5%	555	9,3%
Décembre 2021	386	6,5%	554	9,3%
Moyenne	413	6,9%	583	9,8%

Collaboration avec les associations, institutions, administrations

L'Office communal de l'emploi et l'Agence communale AVS-AI collaborent avec les caisses de chômage UNIA, SYNA, CCI (Caisse Interprofessionnelle), la Caisse publique, les ORP, le Prud'hommes, le SSRD, le Service de l'action sociale, Sibir'elles, le COSP, le Service de la statistique cantonale, la Commission de coordination politique de jeunesse, les Offices communaux de l'emploi, etc.

2.10. Clair-Logis

La Fondation Clair-Logis est présidée par la Cheffe du Département CSJL. Plusieurs postes vacants ont été repourvus en 2021 au sein du Conseil de Fondation et sa consolidation se poursuivra en 2022, avec une probable révision des statuts afin qu'ils correspondent mieux aux nouveaux objectifs de l'institution.

Déménagés en octobre 2020 dans la nouvelle résidence Tertianum Sorne, les résidentes et résidents et le personnel de Clair-Logis ont dû adapter leur comportement aux restrictions sanitaires imposées par la Covid-19. Pour le reste, tout est mis en œuvre pour que cette période transitoire se déroule dans les meilleures conditions, dans l'attente de la possibilité qui sera offerte à chacune et chacun de retourner dans la nouvelle résidence Clair-Logis. Pour celle-ci, en coordination avec le Service cantonal de la santé publique, le programme des lits et des locaux a été quelque peu adapté afin de mieux coller à la demande, qui a évolué suite à la crise sanitaire ; il se présente désormais comme suit : 16 lits en unité de vie psychogériatrique (UVP), 39 lits en établissement médico-social (EMS), 9 appartements protégés (3 x 1,5 pièce et 6 x 2,5 pièces) et une surface modulable de 100 m² environ au rez-de-chaussée, dont l'affectation sera précisée prochainement. Les travaux du nouveau bâtiment, débutés en janvier 2021, vont bon train ; il sera remis au tout début 2023 à la Fondation Clair-Logis et à son équipe de direction, qui procéderont à l'équipement technique et à l'emménagement du mobilier. Un crédit de Fr. 1'970'000.- a été accepté à fin novembre 2021 par le Conseil de Ville pour l'acquisition de ces éléments, les charges y relatives étant ensuite reportées sur le fonctionnement de Clair-Logis ; les premières commandes ont été effectuées fin 2021.

En parallèle, le Conseil de Fondation de Clair-Logis et les différents porteurs du projet travaillent à l'organisation de la nouvelle institution : concept d'exploitation, organigramme, budget de fonctionnement, mise au concours des postes, etc. Comme demandé par la motion 5.12/20, la question de l'acquisition éventuelle du nouveau bâtiment afin qu'il revienne en mains publiques sera reprise dans le courant de l'année 2022.

2.11. Divers projets sociaux

Fair Trade Town

Le début d'année 2021 a été consacré aux dernières démarches afin de répondre aux critères exigés par le label. Il s'agissait en particulier de trouver un certain nombre de partenaires (administrations, commerces, restaurants, entreprises, institutions) mettant à disposition ou utilisant des produits du commerce équitable. Cette étape franchie, la distinction a pu être remise par Swiss Fair Trade le 8 mai 2021, à l'occasion de la Journée mondiale du commerce équitable, en présence des Autorités cantonales. Les restrictions sanitaires ayant malheureusement empêché de convier la population à cette cérémonie, le groupe de travail chargé du suivi du label réfléchit à un événement de plus grande envergure en 2022, pour faire connaître le commerce équitable et tenter de sensibiliser la population. En parallèle, le groupe de travail recherche de nouveaux partenaires.

Harcèlement de rue

La motion 5.17/19 déposée le 30 septembre 2019 demandait d'identifier et d'analyser l'ampleur, les formes, les moments et les endroits où s'exerce le harcèlement de rue à Delémont. Un questionnaire a alors été mis en ligne et une première analyse a pu être effectuée. Les résultats de cette enquête exploratoire ont démontré que le harcèlement de rue est bien réel et problématique à Delémont. Le Service CSJL doit désormais mettre en place des actions, créer un groupe de travail avec diverses institutions et divers services communaux, dont la Police municipale. Les premiers contacts dans ce sens seront pris au tout début 2022.

Mieux vivre ensemble

L'année 2021 a été consacrée à un inventaire des démarches réalisées, à une évaluation actualisée des besoins et à des esquisses d'actions envisageables. De manière générale, il s'agit de pouvoir aller dans le terrain à la rencontre de la population, jeune et moins jeune, afin d'instaurer un échange, de recueillir les souhaits et de créer du lien. Le Service CSJL espère pouvoir trouver en 2022 les ressources humaines et financières pour lancer les premières actions dans ce sens.

Semaine sans télévision

La 10^e édition de la Semaine sans télévision, quelque peu décalée en raison des contraintes sanitaires, a eu lieu du 21 au 27 juin 2021. Le Service CSJL a offert à la population delémontaine une semaine d'activités gratuites pour lui permettre de se détacher du petit écran. Initiative née en 2012 de l'esprit de la Ludothèque, des Services CSJL et CSE et de l'Espace-Jeunes, la Semaine sans télévision a pour ambition, à travers un panel d'animations en dehors du foyer, de développer le tissu social et d'encourager les échanges intergénérationnels.

Pour cette édition, en ces temps sombres de crise sanitaire, la lumière en tant qu'image d'espoir s'est imposée comme thème. Le Service CSJL, en collaboration avec de nombreuses institutions de la Ville, a invité chacune et chacun à vivre durant une semaine lumineuse des instants d'évasion sportifs, artistiques, ludiques ou astronomiques. Etaient notamment au programme : balades contées et aux flambeaux, soirée de jeux de société, laser game, initiation au Skate-park, jeu de piste, atelier de confection de lampes solaires, atelier de théâtre d'ombres, urban training, explorations au Musée, projection et dédicace de « La route de la joie », observation du soleil et activités chez les sapeurs-pompiers. En plus de ces nombreuses activités, les habitantes et habitants pouvaient prendre l'air et partir à la chasse aux trésors virtuels avec l'application Treasure Hunters, durant toute la semaine.

Il y a lieu de remercier et de féliciter Mme Noura El Khouda, stagiaire Eurodyssée venue de Belgique, qui s'est dépensée sans compter pour mettre en place ce projet. Si certaines activités ont rencontré un beau succès, le bilan global est malheureusement mitigé au niveau de l'impact auprès de la population. Le Canton ayant décidé de renoncer au programme Eurodyssée, le Service CSJL n'accueillera pas de stagiaire en 2022 et en profitera pour réfléchir à un nouveau concept pour ce projet.

Jardins familiaux

La supervision des trois sites de jardins familiaux (Blanche-Pierre, Cras-Franchier et Cras-des-Fourches) a été confiée au Service CSJL depuis 2021, le Service UETP restant toujours en appui pour les aspects techniques. Suite à des irrégularités constatées sur certains sites en 2018 (rassemblements bruyants, allumage de feux, entreposage de matériaux illicites, construction de cabanes démesurées, etc.), le Conseil communal a décidé d'assainir cette situation, tout en maintenant la gestion par les associations, afin de garantir la pérennité de ces jardins familiaux. En concertation avec les comités des associations, de nouveaux contrats de bail ont été établis, contenant des règles d'utilisation plus strictes au sujet des dimensions et de l'équipement des cabanes, de la configuration des cheminées, des autorisations de construire ou de transformer, du mode d'utilisation et du comportement au sein des jardins. Ces contrats ont été signés à fin 2021. Des relevés par drone ont également été effectués afin de permettre un suivi plus précis de l'évolution des parcelles et des cabanes. Le Service CSJL souhaite également renforcer l'accompagnement des associations.

Vélostation

L'installation, à fin 2020, du nouveau système de contrôle des accès Velocity, qui donne entière satisfaction, n'a généré aucune panne en 2021 et permet d'extraire des statistiques plus précises.

En 2021, 41 abonnements annuels (74 en 2019, 62 en 2020), 90 abonnements mensuels (183 en 2019, 99 en 2020), 213 entrées individuelles (438 en 2019, 731 en 2020) et 8 abonnements de 7 jours (nouveau produit) ont été vendus. Globalement, les objectifs de vente sont partiellement atteints sachant que 2021 est une année Covid, impactée par le télétravail. Les statistiques démontrent une hausse de fréquentation sur les derniers mois de 2021 qui, espérons-le, sera confirmée en 2022.

22 personnes profitant de différents types de mesures de réinsertion ont travaillé au sein de la Vélostation (action sociale, POC, migrants, rentiers AI, civilistes, stagiaires, etc.) et ont pu y développer leurs capacités, telles que : autonomie, accueil et communication, initiative, communication hiérarchique, adaptation à l'environnement, adaptabilité, socialisation, organisation, responsabilité. La transition vers le système d'accès Velocity a permis de clarifier le mandat de Caritas : les permanences sur place ont été abandonnées au profit de tâches essentiellement orientées vers l'entretien et le contrôle. Il en résulte une meilleure

affectation des mesures de réinsertion et un rééquilibrage des personnes concernées (27 en 2019, 4 en 2020).

Plus de 15 personnes en mesure de réinsertion ont assuré pour leur part la tournée de voirie confiée à Caritas par le Service UETP ; cette part du mandat est donc restée intéressante en termes d'activités formatrices et porteuses de sens en matière d'insertion.

Il y a lieu de remercier le personnel de Caritas qui s'engage sans compter pour le bon fonctionnement et le développement de la Vélostation.

2.12. Maison de l'Enfance

L'année 2021 a été marquée essentiellement par la mise en place des mesures d'assainissement financier réfléchies en 2020, la constitution de l'équipe de direction et le projet pédagogique.

Généralités

L'application des mesures d'assainissement financier réfléchies en 2020 a été poursuivie en 2021 : application dès août de la taxe de réservation, groupes remplis de manière plus équilibrée, engagement d'assistantes socio-éducatives (ASE) en remplacement d'éducatrices HES, suppression du pool de remplaçantes et remplaçants au profit d'une liste de personnes intervenant sur appel, etc.

L'année 2021 a été à nouveau marquée par les absences dues à la Covid-19. L'équipe de direction a été considérablement occupée à la gestion des remplacements.

Le projet pédagogique a pour objectif de réfléchir aux pratiques professionnelles afin d'assurer une cohérence au sein de l'institution. Ce travail conséquent a débuté avec les équipes et a permis de poser les trois valeurs de l'institution : respect, bienveillance et équité. Les équipes ont également choisi quatre termes pour définir la vision de l'enfant à la Maison de l'Enfance : un enfant unique, explorateur, curieux et qui expérimente. Le thème du repas a été également abordé et sera poursuivi en début 2022, ainsi que tous les autres moments de la journée qui nécessitent une réflexion au niveau des pratiques.

L'équipe de direction a demandé à débiter une supervision institutionnelle. En effet, les divers changements de direction et de management ont mis en lumière la nécessité de traiter le passé pour s'inscrire dans un futur positif.

Personnel

La nouvelle équipe de direction a été engagée en mars 2021. Mme Sylvie Oriet a assumé officiellement ses nouvelles fonctions de co-directrice au 1^{er} mai 2021 et a été rejointe par Mme Julie Broglin au 1^{er} octobre 2021. Suite au changement de fonction de Mme Oriet et à la démission à fin août de Mme Stéphanie Carallo, les nouveaux responsables des secteurs scolaire, M. Claude Œuvray, et préscolaire, Mme Aude Brandt, ont été nommés à fin 2021 et prendront leurs fonctions au début 2022. Trois personnes ont également donné leur démission pour se diriger vers de nouveaux défis.

Objectifs 2022

Le projet pédagogique sera terminé à la fin de l'année 2022 et permettra de retrouver une cohérence institutionnelle et une pratique éducative commune et partagée par l'ensemble des professionnel-le-s. Le fonctionnement de l'équipe de direction sera encore précisé, notamment avec la répartition des tâches entre les co-directrices et la redéfinition des rôles des deux responsables de secteur. Après l'aboutissement de la supervision institutionnelle, les cahiers des charges de chaque poste seront revus pour clarifier le rôle de chacune et chacun. Toutes ces démarches permettront à n'en pas douter de stabiliser et d'augmenter l'attractivité de l'institution, toujours avec l'objectif ultime du bien-être de l'enfant accueilli.

2.13. Ludothèque

Introduction

2021, une année où le travail d'équipe, plus que jamais, s'est avéré vital pour la qualité des prestations de la ludothèque. Les taux d'activité de chacune, variant de 35 à 50%, suffisent juste à répondre aux exigences quotidiennes actuelles. La mise en quarantaine hebdomadaire des jeux et jouets et leur remise en service

entre le lundi et le mardi matin ont complètement changé non seulement les tâches, mais aussi les priorités de celles-ci. Le contrôle des jeux a pris une nouvelle dimension dans ce contexte. La gestion des locaux, dont les surfaces ont été réduites par ces différentes étapes, a exigé, elle aussi, un temps de travail considérable pour garder le lieu accessible et convivial.

Toutes les ludothécaires ont dû participer à cet effort pour garantir un accueil soigné au service de prêt ; elles se réjouissent de pouvoir compter les unes sur les autres pour y parvenir, mais aussi de sortir de l'urgence, de retrouver leurs responsabilités respectives et la ludothèque telle qu'elle a toujours été : ouverte à toutes et tous et promotrice du jeu auprès de la population et des institutions.

Activités 2021

Ci-après un parcours succinct, outre le prêt des jeux, des principales activités qui ont jalonné l'année 2021.

- Mai-juin : un jeu de piste visant à faire découvrir les personnalités qui ont donné leur nom à différentes rues situées à l'Est de la Ville de Delémont a été organisé dans le cadre de la Semaine sans télévision
- Août : le traditionnel « Troc de la ludo » a été organisé dans les jardins du Château à la fin des vacances scolaires d'été avec un concours de déguisement. Cet événement a suscité l'intérêt de beaucoup de monde
- Septembre : jouer un rôle sans en avoir l'air, c'est ce que les ludothécaires ont proposé aux visiteuses et visiteurs du Théâtre du Jura lors de son inauguration. Tirée d'une idée originale d'un jeu de société, adaptée pour l'occasion par l'une des animatrices de la ludothèque, cette idée a vu la population joliment jouer le jeu
- Octobre : en collaboration avec Espace-Jeunes, la ludothèque a mis en place une animation en Vieille Ville dans le cadre de la Fête de la citrouille. La rue des Granges fut, le temps d'une soirée, l'hôte des professeur·e·s de l'école des sorciers de Poudlard qui ont fait passer les examens d'admission aux candidats
- Novembre : les achats et le conditionnement des jeux, avant leur passage au service de prêt, rythment l'avant dernier mois de l'année
- Décembre : dès le début du mois, la ludothèque met en circulation les nouvelles acquisitions de jeux et jouets. Un gros effort est fait sur la décoration des locaux
- Vitrine : à travers sa vitrine, la ludothèque tisse des liens avec des personnes ou des lieux de la région en présentant des collections extraordinaires. Cette année, le Musée jurassien d'art et d'histoire a mis ses trésors à la disposition du service. Le temps des fêtes, les plus beaux souvenirs d'une enfance lointaine ont hanté la rue des Granges
- Formation : chaque ludothécaire est tenue de faire une formation après son engagement à la ludothèque. Dernière arrivée, Mme Mylène Châtelain a commencé en 2021 une nouvelle formation intitulée « Le jeu comme outil de communication et de promotion » à la HEG de Neuchâtel. Elle la terminera en février 2022
- Catalogue en ligne : la ludothèque a actuellement la chance de pouvoir compter sur les compétences en informatique d'une collaboratrice, ce qui a permis à l'équipe d'avancer sur un projet de longue date, la mise en ligne d'un catalogue. Bien que déjà disponible, il continuera de s'améliorer en tenant compte des expériences au fil des prochains mois

Les chiffres

Avec 13'664 prêts en 2021, soit 78,5 jeux par jour d'ouverture en moyenne, la ludothèque tire son épingle du jeu malgré la pandémie (9'766 en 2020, 12'326 en 2019). La mise en ligne d'un catalogue et le prêt de jeu « à l'emporter » ont permis cette continuité. Il y a 3'860 jeux disponibles, 974 membres inscrits, dont 518 de Delémont, et 146 nouvelles et nouveaux abonné·e·s en 2021.

2.14. Espace-Jeunes

L'année 2021 était la dix-septième année d'existence d'Espace-Jeunes. La situation sanitaire, pour la deuxième année consécutive, a joué un grand rôle dans l'organisation des accueils. En effet, les restrictions ne permettaient pas, parfois, d'accueillir plus de cinq personnes à la fois et le personnel d'Espace-Jeunes a dû s'adapter, innover et mettre en place des systèmes d'accueil et d'activités qui respectent les consignes. Un grand travail de fond de la part de la Déléguée interjurassienne à la jeunesse du Canton du Jura a permis à l'Espace-Jeunes de rester ouvert. Elle a réussi à faire changer les mentalités sur le regard que porte la population sur ces institutions en expliquant l'impact social important qu'apporte la méthode de fonctionnement, tout en expliquant que le côté loisir n'est pas l'unique moyen de travail.

Activité 2021

Outre les accueils libres, qui restent la base de la pratique de l'animation socioculturelle au sein d'un Espace-Jeunes, avec comme point fort la libre participation des personnes, une trentaine d'activités a été proposée durant l'année : activités sportives et/ou de loisirs, comme des sorties au karting à Courgenay, au laser game à Bienne, à l'Escape Room à Rebeuvelier ou encore à Europapark. Les activités de partage comme les repas « La Grande Bouffe » de certains vendredis soir, où les jeunes aident à l'achat des courses et à la préparation des repas, ont eu lieu plusieurs fois dans l'année. Ces moments permettent de créer et de solidifier les liens entre pairs et entre les jeunes et les animatrices et animateurs. Les activités plus ludiques comme le Jeu du Loup-Garou, des tournois de billards ou de ping-pong accompagnent les jeunes tout au long de l'accueil.

Le personnel d'Espace-Jeunes a organisé des présentations scolaires pour les 9H du Collège de Delémont et a reçu la classe de 8H de Courtételle. L'AJAM vient régulièrement faire découvrir le lieu à des jeunes tout juste arrivés en Suisse.

Evénements et projets majeurs

Tout en effectuant les tâches du quotidien (gestion administrative, programme d'activité, entretien des locaux, mise en place de nouveaux projets, représentation au sein de divers groupes de travail, promotion de la jeunesse) et malgré le frein des mesures sanitaires, de nombreux projets ont pu être maintenus : les Promotions citoyennes, la Fête de la citrouille sur le thème d'Harry Potter (qui a réuni plus de 900 participantes et participants !) ou les graffitis embellissant les armoires électriques. Les Eléphantaisies ont pris un peu plus d'ampleur en passant d'une à deux semaines d'activités, soit la première et la dernière semaine des vacances scolaires, ainsi qu'avec l'ajout d'activités culturelles en fin d'après-midi destinées aux familles, dont par exemple : concert, théâtre, spectacle de cirque.

Un groupe de dix jeunes, suivis par l'artiste Mise2, a mis en valeur le passage sous la route de Bâle à coup de graffitis. Le Mois du zéro déchet s'est déroulé en décembre au travers de différentes activités : cosmétique, bricolage et cuisine. Les animatrices et animateurs ont travaillé, avec les Espaces-Jeunes du Jura, sur la création d'une vidéo présentant leur métier et destinée aux personnes qui côtoient des adolescentes et adolescents dans leur pratique, par exemple : groupes de théâtre, fanfares, clubs de sport, etc.

Collaboration avec les associations, institutions, administrations

Les animations et projets mis en place permettent de collaborer avec une large palette d'associations, institutions et administrations : Association PROP AJ, Promotion de l'animation jeunesse régionale (Jura-Jura bernois), Commission de la jeunesse de Delémont, Services industriels de Delémont, Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics, ludothèque, Bibliothèque municipale, Semaine sans télévision, COSP, Addiction Jura, Ecole de culture générale, EBL Telecom, Centre de jeunesse et de culture (SAS), Centre culturel régional de Delémont, Groupe « Centre Ville-Plus », etc.

Les chiffres

2 EPT partagés entre trois animatrices et animateurs à 90%, 60% et 50%, 2'293 passages d'adolescentes et d'adolescents (2'187 en 2020), 169 jours d'accueil (160), 666 heures d'ouverture (514). 73% de la fréquentation habite Delémont, 83% de la fréquentation a entre 11 et 15 ans, 42% de fréquentation sont des filles.

2.15. Colonie du Creux-des-Biches

Colonies d'été et d'automne

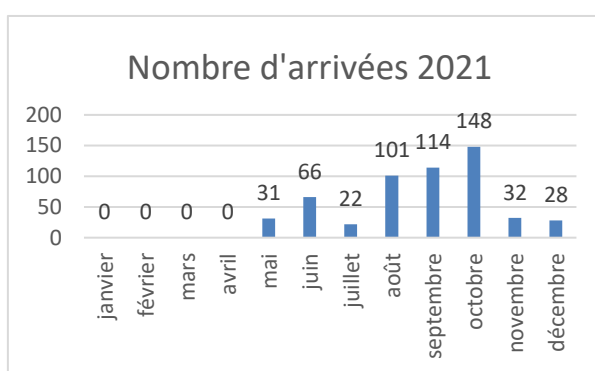
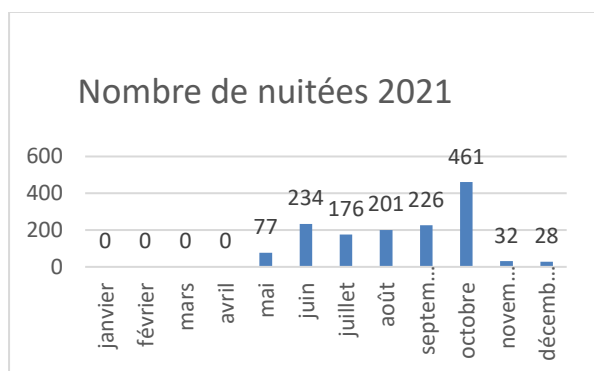
Le comité de l'Association des colonies du Creux-des-Biches s'est réuni une fois en 2021 sous la présidence de M. Paul Fasel. Les présentations ont été faites entre les membres de l'association, en présence de M. Pascal Mazzarini, chef de service CSJL. Habituellement, deux colonies de l'association sont prévues chaque année ; en raison de la crise sanitaire, seule celle d'automne a eu lieu. Une trentaine de colons se sont ébattus du 17 au 23 octobre sous l'égide de M. Michel Joly, responsable, de 6 moniteurs et de 2 cuisiniers. Le chef de service CSJL et le président de l'association ont rendu visite aux colons et à l'équipe d'encadrement et ont pu constater leur bonne humeur et leur satisfaction.

Location du bâtiment

Les statistiques ci-dessous permettent d'évaluer la fréquentation de la colonie durant l'année 2021. Ainsi pour 22 contrats de locations (13 en 2020), 1'435 nuitées (2'027) et 542 (317) arrivées ont été enregistrées.

Nombre d'arrivées (= nombre de personnes)												
Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	TOTAL
0	0	0	0	31	66	22	101	114	148	32	28	542

Nombre de nuitées (= nombre de personnes x nuitées)												
Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	TOTAL
0	0	0	0	77	234	176	201	226	461	32	28	1435



2.16. Conseil delémontain des jeunes

La législature 2020-2021 du Conseil delémontain des jeunes (CdJ) présentait un effectif de 19 élu·e·s (7 filles et 12 garçons). Lors de la séance constitutive du 13 janvier 2021, deux commissions ont été créées :

- La commission « sociale », avec 3 filles et 6 garçons, souhaitait récolter des fonds par la vente de produits locaux afin d'aider des associations
- La commission « fringue », avec 4 filles et 6 garçons, avait décidé de développer une marque d'habits éco-responsable

Jusqu'aux vacances de Pâques, un travail de réflexion a été réalisé. Les membres du CdJ ont présenté un dossier regroupant les points essentiels de leur projet. Ce document avait comme premier objectif d'expliquer le projet au chef de service CSJL, le second permettait aux jeunes des commissions d'avoir une référence sur les démarches à réaliser.

Les élu·e·s et élus ont fait preuve de créativité, d'autodétermination, mais aussi de flexibilité afin de réaliser leurs projets, avec essentiellement la contrainte liée au temps. En effet, les jeunes ont eu environ cinq mois pour atteindre leurs objectifs. Leurs projets se sont conclus avec une vente de leurs produits lors du marché de Delémont le samedi 26 juin 2021. Cela a permis de récolter des fonds pour diverses associations (WFF, AJPA et le Chariot magique). Au total, pas loin de Fr. 1'500.- ont été récoltés entre les deux commissions après le remboursement d'une partie des coûts (flocage des logos, produits alimentaires, factures diverses). La commission « sociale » a fait un bénéfice de Fr. 310.- et la commission « fringue » a quant à elle fait un bénéfice de Fr. 413.-. Les membres des commissions ont décidé d'utiliser une partie de leur budget pour faire un don plus conséquent aux associations. De plus, ils ont pris la décision de participer au financement d'un éclairage complémentaire pour le skate-park de Delémont, projet initialement mis en place par le CdJ. La dernière séance s'est déroulée le 31 juin 2021. Afin de clôturer la législature 2020-2021, une marche de Delémont à Courroux, puis une session au Jumping Jack ont été proposées à l'ensemble des jeunes élu·e·s et élus pour les remercier de leur implication.

Législature 2021/2022

Les élections pour la législature 2021/2022 ont été organisées à la rentrée scolaire 2021. Lors de la séance constitutive du 17 novembre 2021, 30 jeunes candidates et candidats ont été conviés. Finalement seulement 17 personnes se sont présentées et ont montré un intérêt pour le CdJ, dont 12 jeunes de 8H et uniquement 5 jeunes du Collège. Deux commissions ont été constituées et étaient, en fin d'année 2021, en cours de réflexion sur leurs projets respectifs.

2.17. Skate-park

S'agissant d'un espace extérieur, la situation sanitaire en 2021 n'a que très peu affecté l'activité du skate-park, qui a bénéficié d'une belle affluence. Les améliorations et travaux suivants ont été réalisés au cours de l'année : l'accès aux toilettes publiques du stade de la Blancherie pour les utilisatrices et utilisateurs, l'ouverture d'une porte sous la rampe afin d'y aménager un local de rangement, l'installation d'une prise d'eau depuis la cabane du club de pétanque et l'amélioration de l'éclairage au-dessus de la rampe principale. Ces derniers travaux ont été rendus possibles grâce à l'apport financier consenti par le CdJ.

2.18. Centre de la jeunesse et de la culture (CJC-SAS)

En 2021 encore, le fonctionnement du SAS a été considérablement perturbé par la crise sanitaire, entraînant de longues périodes de fermeture. Le CJC s'est néanmoins démené pour exploiter au mieux les temps d'ouverture, malgré les restrictions d'accès, et offrir à sa clientèle des concerts et autres événements de qualité.

La Commission quadripartite s'est réunie à deux reprises pour faire le point sur les (maigres) activités du SAS ; aucun problème particulier n'a été soulevé par les riveraines et les riverains et l'Association Vieille Ville, qui n'ont cependant pas souhaité entrer en matière sur une demande du CJC visant à augmenter d'une heure les horaires de fermeture lors des week-ends et d'installer une terrasse éphémère dans la cour du Château.

Le contrat de prestations liant la Municipalité et le CJC et le règlement d'utilisation du SAS sont en cours de révision, qui restera cependant très formelle.

En accord avec le Service UETP et les écoles, un local de stockage a été mis à disposition du CJC dans le local de rangement situé entre le SAS et le Sous-Marin.

2.19. Logement

Une étude sur les logements à loyer modéré (LLM) a été confiée en 2020 à l'Institut du management des villes et du territoire à Neuchâtel (IMVT). Il s'agissait d'évaluer la situation du logement en général à Delémont, du LLM en particulier, de préciser la notion de LLM, de corréler les besoins de la population avec l'offre et de proposer des outils d'action et des recommandations d'utilisation de ces outils.

Selon ce rapport, qui a été présenté au Conseil communal en août 2021, la demande en LLM s'élèverait à 25% des logements. Quant à l'offre actuellement sur le marché, elle est difficile à cerner de manière méthodologique ; un nombre significatif de locations correspondent aux loyers admis pour l'aide sociale, qui constituent la référence pour les seuils du LLM, mais leur état n'a pas pu être évalué et leur concentration dans certaines zones pose un certain nombre de nouvelles questions.

Pour renforcer la politique du logement, IMVT propose plusieurs pistes, qui rejoignent les objectifs du Plan d'aménagement local et de sa conception directrice. Ces pistes sont actuellement explorées par le Service CSJL afin de préciser la politique du logement souhaitée et proposer une feuille de route dans le courant de l'année 2022.

* * * * *

3. DEPARTEMENT DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES ECOLES

(Responsable : M. Claude Schluchter, conseiller communal)

Préambule

En 2021, nouvelle année marquée par la pandémie, le Département de la culture, des sports et des écoles (Département CSE) a connu un changement majeur. Fin mars, le service administratif quittait ses locaux de la rue Pierre-Péquignat 7 pour emménager dans la Villa Vermeille, à l'avenue de la Gare 6. Ce bâtiment entièrement rénové il y a une dizaine d'années abrite également le Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement. Le Département CSE est ravi de ce changement et peut désormais compter sur des bureaux spacieux et accueillants. C'est aussi dans les caves de la Villa Vermeille que se cache le nouveau poste du Circuit Secret.

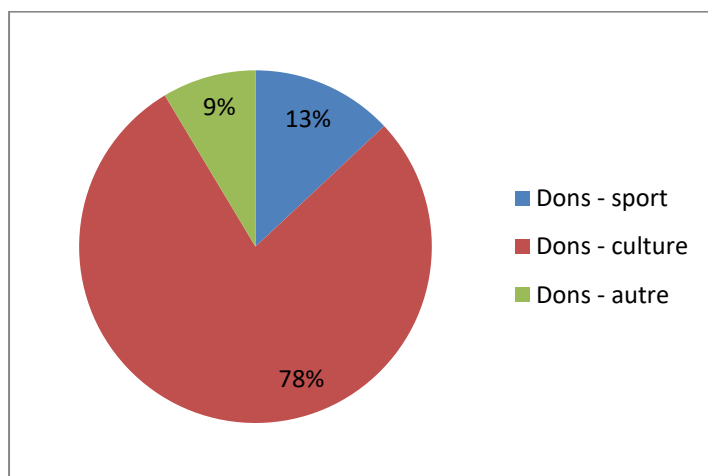
Tout au long de l'année, le Service de la culture, des sports et des écoles a dû apprendre à jongler avec les différentes mesures sanitaires, tout comme en 2020. L'accessibilité aux bibliothèques, aux musées, aux espaces d'exposition, mais aussi aux piscines et aux infrastructures sportives de façon générale était sans cesse rediscutée. Le service, en tant qu'exploitant ou référant suivant la situation, se devait de se tenir à jour sur l'ensemble des normes sanitaires afin de pouvoir les appliquer ou les faire appliquer par les différents acteurs culturels et sportifs de la ville. Grâce à l'expérience acquise lors de l'année précédente, les adaptations ont été appliquées de façon moins précipitée et plus efficace.

Au niveau sportif, les nouveaux terrains synthétiques ont ouvert leurs portes durant le mois de février 2021. Les utilisatrices et utilisateurs ont donc bénéficié avec joie de ces nouvelles infrastructures durant une bonne partie de l'année. La gestion des installations et leur occupation est le fruit d'une collaboration entre les Départements UETP et CSE ainsi que les Sports-Réunis de Delémont (principaux utilisateurs). Les terrains sont également mis en location pour les clubs externes à la ville.

Côté culture, le moment fort de l'année est sans doute l'ouverture du Théâtre du Jura qui a démarré ses activités au mois d'octobre 2021. C'est un événement majeur pour l'univers culturel local qui aura sans aucun doute un impact considérable sur le développement de la ville et de la région. Le Service de la culture, des sports et des écoles a fait partie intégrante du comité d'organisation pour les journées d'inauguration du nouveau théâtre. Cela a permis de collaborer en direct avec le personnel du Théâtre du Jura et ainsi tisser des liens précieux avec un acteur culturel désormais majeur de la ville.

Le service administratif du CCRD ayant intégré le bâtiment du Théâtre du Jura, il n'assume plus la gestion du Forum St-Georges. De ce fait, dès le mois de juin 2021, le Département CSE, par son unité administrative, a repris sa gestion en collaboration avec le Département UETP pour ce qui est de l'entretien du bâtiment.

En 2021, plus de 90 demandes de subventions ponctuelles (rubrique « Diverses manifestations ») ont été traitées par le service. Au final, les sommes attribuées l'ont été pour environ deux tiers à la culture et un tiers au sport. Des montants ont également été octroyés à diverses manifestations en lien avec les traditions régionales. Malgré le fait que bon nombre d'événements ont finalement été annulés, la Municipalité a soutenu les sociétés locales et les organisateurs de manifestations.



Dons - sport	Fr. 7'650.00	12,59%
Dons - culture	Fr. 46'070.00	75,81%
Dons - autre	Fr. 5'050.00	8,31%

Attribution des subventions ponctuelles en 2021, en pourcent.

Personnel

Au 1^{er} janvier, M. Dominique Kaufmann prenait ses fonctions en tant que coordinateur des manifestations et responsable de projets.

M. Gaëtan Günzinger, stagiaire HEG durant quatre ans, terminait au mois d'août ses études avec succès et de ce fait son parcours à la Municipalité. Il a été remplacé dès le mois de septembre par Mme Lorane Lüthi, qui suivra également la HEG en parallèle de son emploi.

3.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

Etat d'avancement des motions et postulats

L'état d'avancement des motions et postulats acceptés par le Conseil de Ville et qui concernent le département est le suivant :

Intervention	N°	Titre	Suivi
Postulat	4.03/21	Pour une école à journée continue	Réponse 29 novembre 2021
Postulat	4.02/21	Créer une Artothèque à Delémont	Réponse 25 octobre 2021
Postulat	4.04/20	Réviser le règlement du marché delémontain	Réponse 31 mai 2021
Postulat	4.03/20	Une entrée à la piscine au juste prix	Réponse au 26 avril 2021
Motion	5.06/20	Un plan de mobilité scolaire pour Delémont	Réponse au 29 mars 2021

3.2. Sports

Sous la présidence de M. Blaise Christe, PDC, et la vice-présidence de Mme Tania Schindelholz-Letté, Alternative de gauche, la Commission des sports s'est réunie à trois reprises durant l'année 2021. Ayant pu bénéficier de la salle du Conseil de Ville, les séances ont pu être maintenues en présentiel tout en appliquant les mesures sanitaires imposées par la Covid-19.

Le sport a fortement été impacté par la pandémie, que cela soit par l'impossibilité de mettre sur pied des manifestations, voire également toute pratique, qu'elle soit de compétition ou d'entraînement.

Les principaux dossiers traités ont été l'ouverture des terrains synthétiques avec une séance de la commission tenue sur place, la tarification préférentielle pour les utilisateurs indigènes de la piscine, ainsi que la fermeture de la piscine couverte durant toute la durée des vacances scolaires estivales et la création d'un parcours kilométré Helsana trail.

Les sportives et les sportifs méritants ont été désignés par la Commission des sports et la réactualisation des subventions annuelles aux sociétés sportives a également été traitée en séance.

Manifestations

Les manifestations delémontaines ont à nouveau fortement été impactées par la Covid-19 en 2021. Les annulations se sont malheureusement accumulées, engendrant du travail pour les organisatrices et les organisateurs sans pouvoir bénéficier de l'aboutissement final.

La grande majorité des événements prévus en intérieur ont dû être annulés, tandis que les manifestations en plein air ont parfois réussi à se frayer un chemin au milieu des nombreux obstacles que représentaient les restrictions sanitaires.

L'année 2021 a surtout été marquée par l'inauguration du Théâtre du Jura. Attendu depuis plus de 40 ans, le Théâtre du Jura a ouvert ses portes à la population le week-end des 8, 9 et 10 octobre 2021. Ce grand jour pour la culture jurassienne a offert plusieurs performances, spectacles en tous genres, théâtre, musique et danse. Avec une programmation diversifiée, riche et de grande qualité, nul doute que ce nouveau lieu culturel delémontain et jurassien offrira à toutes et à tous des moments inoubliables.

Les principales manifestations

La Dictée des Nations s'est bel et bien déroulée au mois de janvier 2021, mais en ligne. L'événement a de ce fait connu une plus faible fréquentation.

Pour la première fois, la Ville de Delémont a participé au « Duel intercommunal de la suisse.bouge » durant tout le mois de mai. L'objectif est de faire en sorte que les habitantes et habitants participent en comptabilisant sur une application dédiée le nombre de minutes durant lesquelles elles et ils sont en activité. Afin d'encourager cette démarche, le Service de la culture, des sports et des écoles avait mis en place deux itinéraires de randonnée ou de course à pied.

Au mois de juin, sur le thème du baiser, le festival Delémont'BD a présenté une édition hors les murs aussi créative que passionnante, en habitant la ville par des expositions en plein air et en salles durant un mois complet avec comme aboutissement la fête du festival durant le week-end des 18 et 19 juin.

Du 5 au 9 juillet, les Eléphantaisies sont venues animer le parc du Righi ainsi que le parc urbain. Cet événement mis en place par la Municipalité (Espace-Jeunes) a connu un franc succès auprès des enfants et des adolescentes et des adolescents.

Malgré les circonstances sanitaires, l'Open Air Cinéma a pu se tenir dans la cour du Château durant une vingtaine de jours, proposant ainsi aux Delémontaines et Delémontains une offre unique dans un cadre magnifique.

Au mois de septembre, la Fête du peuple a elle aussi pu tenir son rang et permettre aux Jurassiennes et Jurassiens de célébrer. Plus sportif, le BCJ Domoniak Triathlon a également pu se dérouler au mois de septembre et permettre aux sportives et aux sportifs de s'exprimer.

Toujours en septembre, et à cheval sur le mois d'octobre, une collaboration entre le Service de la culture, des sports et des écoles et Delémont'BD a donné naissance à la deuxième édition de l'exposition en plein air de dessins BD : « Gare aux commerces ! ». L'artiste Embé a réalisé une vingtaine de planches d'une sélection de commerces et de restaurants du quartier de la gare de Delémont qui ont été placés devant les lieux concernés, pour une mise en abyme des différentes vitrines.

A noter également la très belle Fête de la citrouille qui s'est déroulée à fin octobre dans les rues de la Vieille Ville et qui a rassemblé plus de 1'000 personnes. Cet événement, sous forme de jeu de piste et sur le thème d'Harry Potter, était organisé par Espace-Jeunes.

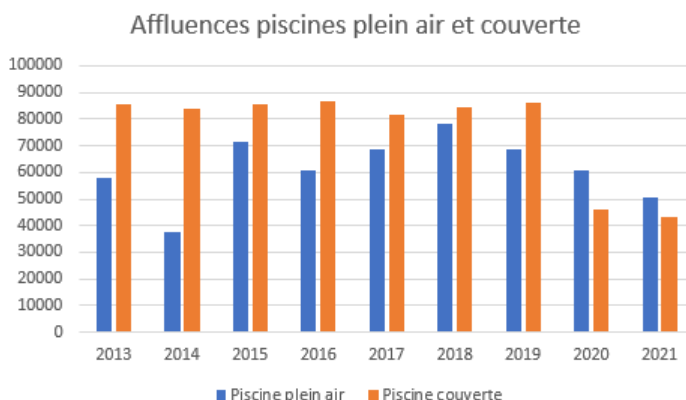
Le Festival Delémont-Hollywood a dû apporter de nombreuses adaptations à son organisation mais le cinéma a tout de même pu être célébré en fin d'année et les classes d'école en ont grandement profité.

Après une année d'absence, saint Nicolas, son acolyte le père Fouettard et leur âne sont revenus à Delémont et ont mené un cortège géant de la place de la Gare à la cour du Château. A cette occasion, l'Association Vieille Ville a cédé le flambeau de l'organisation de cet événement à la Municipalité de Delémont, par son Service CSE.

Les Foires 2021

Les foires delémontaines ont rencontré quelques difficultés à exister. Ainsi, et comme ce fut le cas les années précédentes, 5 foires se sont déroulées en Vieille Ville de Delémont. La foire de Pâques a permis aux petites chasseuses et aux petits chasseurs d'arpenter les rues de la capitale à la recherche d'œufs et les visiteuses et les visiteurs ont pu garnir leurs jardins grâce à la diversité de la Foire aux plantons. En septembre, une foire commerciale a été organisée et a connu un succès certain, grâce aussi à un soleil radieux et une participation active des commerçantes et des commerçants de la Vieille Ville. La Foire à la courge, faute peut-être à une météo particulièrement maussade, n'a pas connu le succès attendu. Quelques décoratrices et décorateurs se sont tout de même lancés dans la décoration de courges dans le but de participer au concours organisé sur place.

Centre sportif la Blancherie et les Prés-Roses



Piscines

Pour la deuxième année consécutive, les affluences des piscines plein air et couverte sont en forte baisse. Les mesures Covid sont passées par là. Durant plusieurs semaines, treize personnes étaient acceptées en même temps dans l'enceinte de la piscine et il n'était plus possible de faire cohabiter les écoles, les clubs et le public. Des horaires ont donc été adaptés pour chacun de ces domaines d'activités. Il a fallu parfois gérer des files d'attente où le public venait tenter sa chance d'être parmi les 13 personnes à pouvoir nager.

Préparée pour être ouverte début avril, la piscine plein air n'a ouvert ses portes que le 1^{er} mai, mais tout de même deux semaines avant la date d'ouverture officielle. La période d'avril a été trop fraîche pour ouvrir le bassin. Le choix d'avancer un peu l'ouverture de la piscine a été pris pour décharger la piscine couverte qui était passablement touchée par les mesures anti-Covid. Malheureusement, la météo n'était pas de la partie et les affluences du mois de mai ont été inférieures aux attentes. Les mois suivants n'ont guère été meilleurs et cela s'est répercuté fortement sur la statistique des affluences, mais également sur le chiffre d'affaires. En fonction des normes mises en place contre le Covid, il a été décidé de prolonger l'ouverture de la piscine plein air d'une semaine, permettant ainsi de mettre en place les règles relatives aux contrôles des certificats Covid.

Le public étant moins nombreux cette année, les incidents ont été rares et très peu d'accidents sont à signaler. Ce qui est réjouissant, aucun accident grave n'est survenu. De ce fait aussi, la présence des agents de sécurité a été plus faible que les dernières années.

La météo capricieuse a permis d'utiliser le personnel auxiliaire pour faire d'autres tâches que de la surveillance. Des travaux d'entretien et de peinture, en attente depuis plusieurs années, ont pu être faits dans l'enceinte de la piscine, mais également sur le stade de la Blancherie.

Plusieurs activités annulées en 2020 en raison du virus ont pu être à nouveau proposées à la clientèle de la piscine : « Livres à l'eau », BCJ Domoniak, les clowns Gribouille et Mirliton, ainsi que le tournoi de tennis de table ont à nouveau ravi les utilisatrices et les utilisateurs du Centre sportif.

Centre sportif (salles de sport et stade)

Le stade de la Blancherie a également retrouvé un peu de ses couleurs grâce à l'organisation de quelques meetings d'athlétisme ainsi que de l'après-midi « Athletissima ». Les matches des SR Delémont, après un long arrêt, ont repris. Et même si souvent les affluences ne pouvaient pas dépasser un certain nombre de spectatrices et de spectateurs (mesures Covid), les différentes manifestations sportives ont permis de redonner l'envie de faire du sport et ont à nouveau attiré des spectatrices et des spectateurs ravis.

Dans les halles, la situation a été un peu plus pénible et plusieurs activités ont à nouveau été annulées. Quelques matches de handball et de tchoukball ont pu toutefois être organisés dans les salles de la Blancherie. Les entraînements ont pu se faire mais dans des conditions parfois compliquées avec même des leçons suivies avec le masque de protection.

Il est désormais espéré que 2022 permette de revenir le plus rapidement possible à une situation normale et que le sport puisse se faire sans masque ni autres contraintes de certificats à présenter. Vive le sport !

3.3. Culture

Commission de la culture

La Commission de la culture s'est réunie à quatre reprises durant l'année 2021. La première séance d'avril a été l'ultime sous la présidence de M. Théo Burri, Alternative de gauche, qui a été remplacé par M. Célien Milani, Alternative de gauche également, la vice-présidence étant assurée par M. Michel Friche, PLR.

Ayant pu bénéficier de la salle du Conseil de Ville, les séances ont pu être maintenues en présentiel tout en appliquant les mesures sanitaires imposées par la Covid-19. La première séance sous la présidence de M. Célien Milani s'est tenue dans le tout nouveau Théâtre du Jura dont une visite avait été spécialement organisée par le président.

Comme l'année passée, le Covid a fortement impacté le milieu culturel ; nombre de spectacles et concerts ont été annulés ou reportés.

Les différents dossiers traités lors des séances de la commission sont le postulat concernant la création d'une Artothèque, l'extension du Circuit secret avec un poste à la Villa Vermeille, La Cantine et son déménagement, la reprise du Forum St-Georges par le Service CSE, le report à 2022 de la journée de soutien à SOS Méditerranée.

Plusieurs membres de la commission ont participé au cortège de saint Nicolas organisé par le Service CSE. La Commission de la culture a désigné M. Léo Macquat comme récipiendaire du Prix de la culture 2021 et elle a traité en séance la réactualisation des subventions annuelles aux sociétés culturelles.

3.4. **Bibliothèque municipale**

« La littérature, en fin de compte, ça doit être quelque chose comme l'ultime possibilité de jeu offerte, la dernière chance de fuite ». Le « Livre des fuites » - J. M. G. Le Clézio

En 2021, la Bibliothèque municipale a continué d'affronter une pandémie insidieuse et bouleversante, à l'instar de tous les acteurs hospitaliers, culturels, sportifs, économiques et sociaux. Le virus a obligé une adaptation incessante, la Bibliothèque devant alterner les plans sanitaires (interdiction des actions de médiation régulièrement, retrait des journaux et tables de travail très souvent, port du masque rendu facultatif puis à nouveau obligatoire...). Parmi toutes ces mesures, la plus impactante pour les usagers et les usagers fut l'obligation de présenter un Certificat Covid pour accéder à la totalité des services de la Bibliothèque dès le 13 septembre. En effet, cette directive a rendu impossible, pour les non-vacciné-e-s, le choix de documents sur place ainsi que la participation aux animations. Cela a inévitablement engendré une importante baisse de fréquentation, en dépit de la solution alternative de click & collect, soit la possibilité pour les lectrices et les lecteurs sans certificat de pouvoir entrer dans la Bibliothèque uniquement pour leurs retours de livres et pour l'emprunt de documents préalablement réservés.

Comme toutes les Suissesses et tous les Suisses, les bibliothécaires ont travaillé au rythme des conférences de presse du Conseil fédéral, des décisions du Gouvernement jurassien et des directives du Service du personnel. Et même si les bibliothécaires ont bénéficié de conditions privilégiées par rapport aux indépendants et acteurs culturels par exemple, cette année a beaucoup sollicité l'équipe en termes d'adaptation, de réactivité, d'énergie et de sérénité. La Bibliothèque a été contrainte de retourner à son fonctionnement d'origine (1956), en se concentrant uniquement sur ses activités de prêt et en renonçant à son modèle de « 3^e lieu » (mise en parenthèse des animations, renoncement à un lieu de vie et d'études, d'échanges et de loisirs).

En parallèle, et grâce à un investissement important de toute l'équipe, les bibliothécaires ont finalisé plusieurs dossiers : migration vers le nouveau logiciel bibliothéconomique (RERO ILS) dès le 12 juillet ; mise en place d'une boîte de retour des prêts à la Bibliothèque des jeunes ; réalisation de drapeaux pour une meilleure visibilité de la Bibliothèque des adultes ; fabrication d'une horloge-livres en bois par EFEJ pour la Bibliothèque des adultes ; dépôt de livres à l'Espace-Jeunes ; nouvelle signalétique de la vitrine à la Bibliothèque des jeunes ; tri et restructuration des dossiers de bureautique et mise en place de l'indexation RAMEAU et IdRef au niveau du traitement des collections.

Surtout, les activités de réservations préalables de livres et l'application des règles sanitaires ont été très chronophages. Et il a aussi été investi beaucoup d'énergie dans les travaux post-migration informatique et dans l'accompagnement des apprenties, pré-apprentie et stagiaire HEG dans un environnement professionnel atypique.

Statistiques

« Là où les bibliothécaires créent du lien, dressent un pont entre les citoyens, ils se retrouvent à tenir une porte, à garder une barrière. La construction d'un lien de confiance est brisée avec une partie des usagers... Le temps passe et cette mesure (certificat Covid) pèse sur les équipes et sur la relation des bibliothèques avec leurs publics. Il devient urgent que publics et professionnels puissent s'en affranchir. » Livres-Hebdo du 5 novembre 2021.

En 2021, le fidèle public a manifesté une lassitude face aux nombreux changements des directives sanitaires imposées dans les bibliothèques par les Autorités. Les statistiques doivent être analysées en tenant compte de l'obligation de présenter un Certificat Covid pour pouvoir effectuer son choix de livres sur place qui a, inévitablement, fait perdre une partie du lectorat habituel.

Les statistiques de fréquentation de la Bibliothèque sont en recul de presque 20% (- 19,6%). L'imposition du Certificat Covid aboutit à une baisse modérée à la Bibliothèque des adultes (- 12,8%) et une diminution inquiétante à la Bibliothèque des jeunes (- 26,2%). La levée de l'obligation du certificat est attendue avec impatience afin de renouer avec une bibliothèque ouverte à toutes et à tous, exempte de toute discrimination et de tout contrôle, garantissant ainsi le droit de chaque citoyenne et citoyen à l'information.

En 2021, la Bibliothèque a acquis 3'623 documents (984 fictions, 738 documentaires, 792 albums, 1'067 bandes dessinées, 22 livres audios, 20 DVD et CD) et s'est abonnée à plus de 70 revues. La Bibliothèque possède désormais 64'952 documents (36'921 pour la Bibliothèque des adultes et 28'031 pour la Bibliothèque des jeunes). En complément à cette collection, les lectrices et les lecteurs peuvent accéder à 5,3 millions de références bibliographiques par le biais du Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes.

Actions de médiation culturelle

La pandémie a évidemment entraîné l'annulation de la plupart des actions de médiation culturelle dès le début de l'année et ce jusqu'à l'été (Heure du conte, Samedi des Bibliothèques, Né pour lire...). La Bibliothèque a quand même proposé quelques expositions à la Bibliothèque des adultes (« Simone Veil » et

« Le commerce équitable ») et à la Bibliothèque des jeunes sur la fabrication du livre. Deux expositions ont également été présentées sur les deux sites de la Bibliothèque durant l'été et dans le cadre du festival Delémont'BD : la présentation des œuvres finalistes retenues pour les Prix Delémont'BD à la Bibliothèque des adultes, ainsi que l'exposition Jeux de Mômes du dessinateur Dawid à la Bibliothèque des jeunes. Grâce à l'allègement des dispositions sanitaires dès le mois de juin, la Bibliothèque municipale a :

- participé activement à l'animation de l'espace jeunesse du festival Delémont'BD (19-20 juin), qui a accueilli 750 enfants durant le week-end
- proposé la lecture aux baigneuses et baigneurs de la piscine municipale, malgré l'été maussade, avec Livres à l'eau (5 juillet-15 août)
- participé aux Eléphantaisies d'Espace-Jeunes en juillet et août
- organisé la traditionnelle fête Né pour lire le samedi 25 septembre
- présenté deux spectacles les 15 et 16 septembre dans le cadre du Festival Conte et cie avec la conteuse Mélanie Plüss (*Lotta la filoute* à la Bibliothèque des jeunes et *Nuit tranquille* à la Bibliothèque des adultes)
- animé les ateliers Né pour lire le 1^{er} octobre et le 5 novembre, avant que celui du 3 décembre soit à nouveau annulé suite au retour de l'obligation du port du masque
- avancé les rendez-vous de l'Heure du conte (initialement prévus dès janvier) avec une première date le 24 novembre avec la conteuse Marion Etienne. Le second rendez-vous prévu le 15 décembre avec Valérie Wüthrich a malheureusement dû être annulé et reporté à une date ultérieure

Bien sûr, la pandémie a impacté la fréquentation de la Bibliothèque par les écoles ; mais, en les organisant principalement le matin, les bibliothécaires ont réussi à animer un éventail de visites adaptées aux élèves et aux enseignantes et enseignants. La Bibliothèque des jeunes a accueilli 160 visites de classes dans le cadre d'une collaboration harmonieuse et efficace avec les écoles. En complément, la Bibliothèque des adultes a présenté ses services à une dizaine de classes secondaires et professionnelles.

Equipe et projets

L'année 2021 a été marquée par le départ à la retraite de Mme Elisabeth Fornerod, adjointe à la Bibliothèque des jeunes. A la suite, une restructuration de la hiérarchie a été initiée afin d'optimiser la gouvernance de la Bibliothèque municipale, avec un responsable à 100%, une adjointe unique à 60%, 5 bibliothécaires entre 70 et 95%, 4 apprenties, 1 pré-apprentie et 1 stagiaire HEG.

Après deux années déstabilisantes et clivantes, il est espéré pouvoir revoir enfin les sourires radieux des lectrices et lecteurs et revenir à des conditions harmonieuses pour le mieux vivre ensemble. Il y a aussi la volonté de développer le projet de bibliothèque ambulante (Bibliambule), afin de promouvoir la lecture hors des murs de la Bibliothèque. Il est souhaité dynamiser la communication avec une réflexion globale quant à la présence sur les réseaux sociaux, notamment l'intégration à Instagram et YouTube. Et bien sûr il est toujours rêvé de nouveaux locaux, en créant une bibliothèque « 3^e lieu » et en offrant aux Delémontaines et Delémontains un espace digne de leurs attentes et leurs besoins.

3.5. Ecole primaire

L'école en chiffres – Effectifs

1-2P	13 classes	219 élèves
3P	6 classes	99 élèves
4P	6 classes	128 élèves
5P	7 classes	137 élèves
6P	6 classes	118 élèves
7P	6 classes	123 élèves
8P	6 classes	132 élèves
Transition	3 classes	*26 élèves
Espace soutien	4 classes	*41 élèves

*(Elèves delémontaines et delémontains + externes)

Les élèves des classes de soutien sont partiellement intégrés dans les classes primaires ordinaires

Total **57 classes** ***1'023 élèves**

Bâtiments scolaires

Deux écoles principales : Château et Gros-Seuc (de janvier à juillet 2020 : StrateJ)
Autres écoles : Traversins, Moissons, Arquebusiers, Morépont, Temple, Carrières, Pervenches

Personnel

Chaque semaine, l'équivalent de 2'095 leçons sont dispensées par le collège des enseignantes et enseignants de Delémont. Cela représente 74,82 EPT répartis entre les enseignantes et les enseignants titulaires de classe, les titulaires de classe de transition ou de soutien, les enseignantes et les enseignants itinérants, les responsables de l'appui et du soutien, les enseignantes et les enseignants responsables des sessions bilingues et les enseignantes des leçons d'ACT. Cela comprend également les tâches administratives de l'école ou liées à certains mandats cantonaux. A cela il faut ajouter les pensums de l'intervenante socio-éducative à 70% (EP et Collège) et de l'infirmière scolaire.

Personnel administratif

Une secrétaire et une apprentie

Personnel technique

Cinq concierges, 1 chauffeur de bus / coursier, 1 patrouilleuse, 1 informaticien à 50%
Au total, 125 personnes travaillent pour l'École primaire de Delémont

Mouvement de personnel

Départ à la retraite de Mmes Jeanne Siegrist et Catherine Hirschi

Bâtiments

- Collaboration avec le Service UETP pour l'entretien des bâtiments
- Entretien régulier des bâtiments selon le budget à disposition
- Début des travaux liés à la construction de l'école des Arquebusiers

Tic

- Sept séances ont été tenues par le groupe « Pilotic »
- Poursuite de la formation liée au nouveau matériel informatique et multimédia dans les classes

Activités extrascolaires

- Vente de thé pour Pro Junior (les autres ventes ont malheureusement été annulées)
- Bataille des livres
- Spectacles scolaires en collaboration avec le CCRD

Education

- Education nutritionnelle, sexuelle, routière et au tri des déchets
- Participation à la Journée « Oser tous les métiers »
- Soutien de l'action « Lire et Faire Lire »
- Participation de classes au Championnat de mathématiques

Commission de l'école primaire

La commission, présidée par M. Pascal Champion, a siégé à 7 reprises et traité les dossiers particuliers ci-après.

- Organisation des classes et répartition des élèves
- Approbation des courses scolaires
- Acceptation des cours facultatifs
- Ratification de l'organisation des devoirs surveillés
- Affaires courantes liées à la vie scolaire
- Nomination du personnel enseignant

* * * * *

4. DEPARTEMENT DE L'ENERGIE ET DES EAUX

(Responsable : Mme Murielle Macchi-Berdat, conseillère communale)

Préambule

Le Département de l'énergie et des eaux est en charge des Services industriels de Delémont (SID), des sociétés partenaires et collaborations dans les domaines énergétiques telles que notamment SACEN SA, Régiogaz SA, EDJ Energie du Jura SA, Parc éolien Delémont SA, la Délégation intercommunale à l'énergie (DIE), ainsi que de la politique énergétique de la Ville. Les nombreuses activités, soumises pour la plupart à des marchés de concurrence ou à des organes de régulation fédéraux, sont condensées ci-après.

La Covid-19 a encore marqué d'une empreinte indélébile cette année 2021. Les activités opérationnelles ont été conditionnées par les mesures sanitaires. L'approvisionnement énergétique a été particulièrement chamboulé dans le domaine gazier, mais également dans le domaine de l'électricité. Cette période a permis de constater une fois de plus que le modèle d'approvisionnement au travers de SACEN SA est particulièrement résilient. Les objectifs ont pour ainsi dire tous été atteints et les résultats d'exploitation n'ont subi que de très légères modifications au final. Ceci est à mettre au crédit d'une gestion rigoureuse en « quasi temps réel ». En matière d'investissements, 2021 aura connu un niveau très important.

Au-delà des bons résultats généraux des SID, 2021 sera à marquer d'une pierre blanche dans le domaine gazier vu les nombreux problèmes rencontrés avec Régiogaz SA. Seules ombres majeures à ce tableau déjà évoqué en 2020, et qui nécessiteront des efforts très conséquents, l'absence de chauffage à distance et la présence encore marquée des énergies fossiles pour le chauffage. Des mesures d'accompagnement encore plus marquées devront être prises ces prochaines années.

4.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

Etat d'avancement des motions et postulats

Intervention	N°	Titre	Suivi
Postulat	4.01/21	Vers plus d'auto-suffisance énergétique : stocker l'électricité sous la forme d'hydrogène vert ?	Réponse effectuée le 31.01.2022
Motion	5.13/20	Appliquons des critères d'adjudication de développement durable	Réponse effectuée le 28.06.2021
Motion	5.08/21	De l'énergie renouvelable par et pour les Jurassiens, également avec nos déchets verts	Réponse prévue pour le 28.11.2022
Motion	5.09/21	Chauffer les terrasses des restaurants de manière exceptionnelle, et avec une approche durable	Réponse prévue pour le 28.11.2022

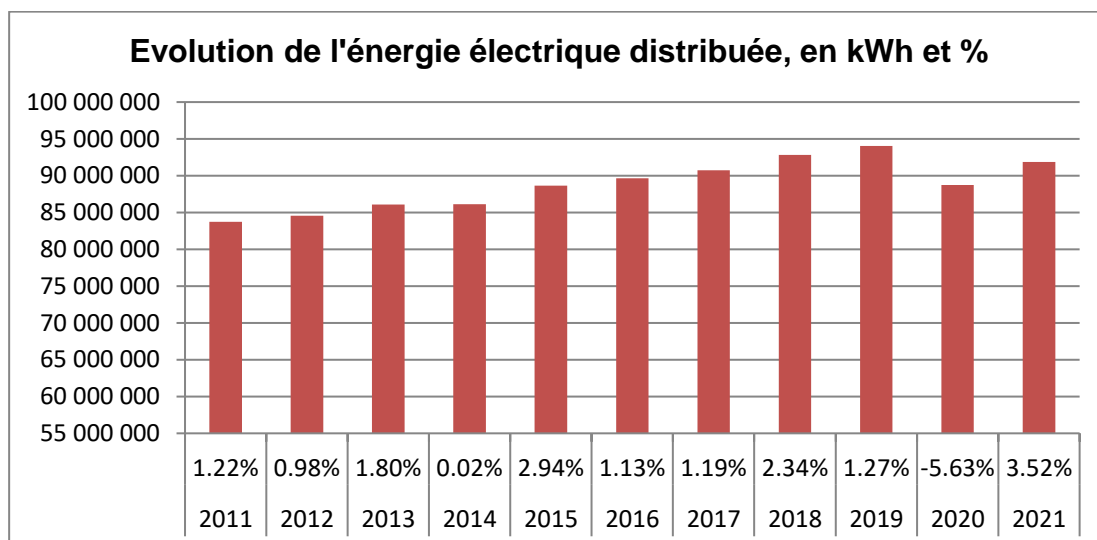
4.2. Commission de l'énergie et des eaux

La Commission de l'énergie et des eaux, présidée par M. Christophe Günter, a tenu 5 séances, émis les préavis de sa compétence et traité les dossiers la concernant.

4.3. Service de l'électricité

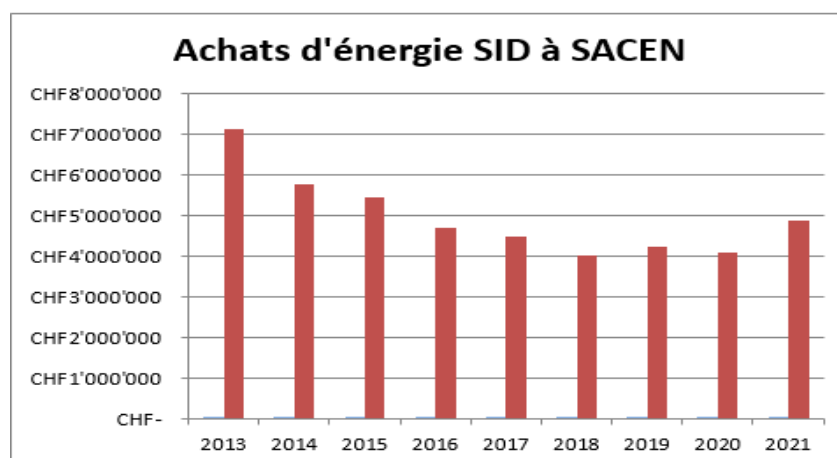
La distribution d'énergie

L'énergie nette distribuée sur le réseau des SID en 2021 est de 91'851'996 kWh (y compris la production renouvelable locale), soit une augmentation de 3,5% par rapport à l'année précédente. Ces données ne contiennent pas la production électrique autoconsommée, estimée à 2'507'057 kWh. La puissance maximum soutirée du réseau amont a été mesurée au mois de décembre à 17'388 kW. En raison de la situation sanitaire, les activités industrielles avaient ralenti en 2020. Elles ont progressivement repris leur cours d'avant la crise sanitaire. La puissance maximale cumulée pour l'année est en diminution de 1,5 à 2% par rapport aux autres années.



Les achats d'énergie par SACEN SA

Les achats d'électricité des SID auprès de SACEN SA ont été de Fr. 4'863'843.- en 2021. Pour sa 9^e année d'existence, SACEN SA a une fois encore dépassé les résultats escomptés à sa création. Les économies réalisées par l'intermédiaire de SACEN SA ont permis de baisser régulièrement les prix aux clientes et clients finaux qui profitent actuellement de tarifs très attractifs. Elles ont été possibles grâce aux achats dynamiques sur le marché de l'électricité avec plus de 35'000 commandes par année. La situation énergétique et climatique mondiale tend toutefois à augmenter les prix des énergies fossiles, dont le prix de l'électricité dépend encore fortement. Cette situation engendrera une tendance des prix à la hausse ces prochaines années. Celle-ci a toutefois déjà pu être contenue pour 2021. Raison de plus s'il en faut de quitter le monde des énergies fossiles. Au sujet de 2021, la consommation a largement dépassé les prévisions. La reprise économique a été beaucoup plus rapide que ce qui était espéré et les volumes vendus ont dû être couverts par des achats de SACEN SA sur le marché à court terme, ce qui a eu pour conséquence une légère augmentation du prix de revient interne (PRI) de SACEN SA pour Delémont. Cette différence n'a toutefois aucune incidence sur les cliente et clients finaux, pour lesquels le prix l'électricité est fixe pour toute l'année.



Pour mémoire, SACEN SA est une société appartenant aux communes de Courchapoix, Haute-Sorne, La Neuveville, Nods, Plateau-de-Diesse, Saint-Imier, Tramelan, Moutier, Develier et Delémont. Sa mission initiale était d'assurer leur approvisionnement électrique et commercialiser cette énergie auprès des clientes et clients finaux, dans un marché partiellement libéralisé pour les clientes et clients consommant plus de 100'000 kWh/an. Malgré une situation extrêmement tendue sur les marchés énergétiques (électricité, gaz, pétrole, charbon), les SID réussissent à fidéliser leurs clientes et leurs clients en proposant des offres concurrentielles et attractives. SACEN SA a voué une attention toute particulière de semaine en semaine quant à l'adéquation entre les contrats de fourniture et les consommations effectives pour limiter les expositions aux marchés « SPOT », particulièrement volatiles et chers depuis le deuxième semestre 2021. Des changements structurels ont été réalisés chez SACEN SA pour garantir de nouvelles prestations, à la demande des actionnaires et en fonction des nouvelles bases légales fédérales. En 2020, SACEN SA a participé aux études nommées « Smart dream » dans le domaine du Smart metering au niveau romand. Elles ont abouti à la création de SD Energie SA en mai 2021, à laquelle Delémont est partie prenante au travers de SACEN SA. Les effets d'échelle et les synergies seront très importants au profit des coûts et des solutions technologiques retenues. Les appels d'offres ont été lancés en fin d'année 2021 et les résultats se déploieront dès le deuxième semestre 2022.

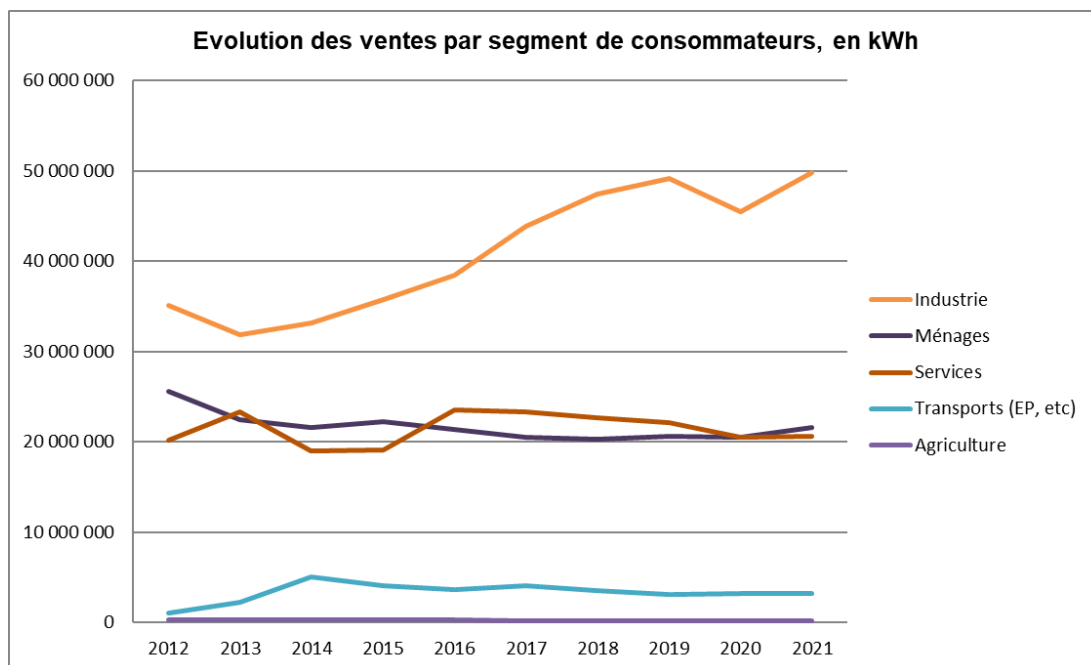
SACEN SA a également étendu ses prestations dans le domaine du conseil énergétique aux communes. Ainsi, les mesures ont été prises pour qu'une équipe efficace et expérimentée complète l'effectif dès le 1^{er} janvier 2021 pour assurer la fonction de « Délégué à l'énergie ». Plusieurs communes importantes et l'Agglomération de Delémont feront appel à SACEN SA dans ce domaine.

2021 est également marquée par le rapprochement stratégique avec la société INERA SA, sœur jumelle valaisanne de SACEN SA. De nombreuses prestations de service seront développées par cette société au profit des actionnaires de SACEN SA et de INERA SA pour répondre aux défis de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération et de la Conception cantonale énergétique.

Le fonctionnement de la société est très bon. Les coûts de la structure opérationnelle – dont la direction est assurée par le chef de service des SID et la comptabilité par le chef des Services partagés des SID – sont très bien maîtrisés avec quelque 4,65 EPT au 31 décembre 2021.

Les ventes d'énergie

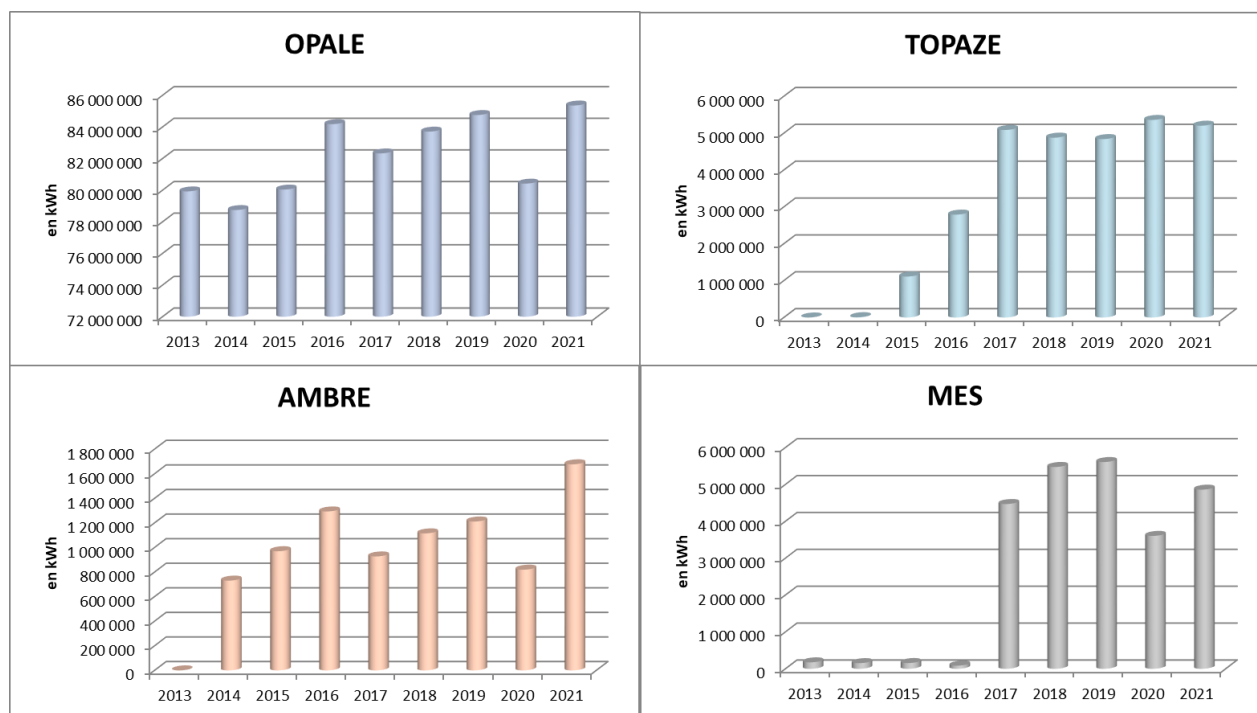
Ci-dessous, la répartition des ventes par segment de consommateurs :



On constate que le tissu industriel, qui consomme en très grande majorité de l'électricité renouvelable, a retrouvé le niveau de sa consommation d'électricité en 2021, après la situation sanitaire spécifique qui avait provoqué une diminution de la consommation en 2020.

Le total des ventes d'énergie électrique est de 95'420'639 kWh (en augmentation de 6,3% par rapport à l'année précédente), dont 9'409'698 kWh hors zone de desserte.

Voici le détail des ventes de l'énergie électrique selon les différents produits :



OPALE (composé d'hydraulique) : 85'359'155 kWh (+ 6,1%)

TOPAZE (composé de solaire local et d'hydraulique suisse) : 5'202'860 kWh (- 2,9%)

MES (composé principalement de nucléaire) : 4'858'624 kWh (+ 34,8%)

AMBRE (composé de solaire local, en complément) : 1'676'990 kWh (+ 104,6%)

Les énergies renouvelables alimentent plus de 99% de la clientèle, ce qui est un réel succès au niveau national.

Les prix

La politique de prix des SID est de vendre l'énergie sans marge bénéficiaire, ce qui représente un double avantage pour les clientes et les clients. Premièrement sur le plan financier bien sûr, mais également sur le plan écologique puisque, étant financièrement désintéressés, les SID peuvent mener une politique active et cohérente dans le domaine du conseil énergétique, afin de diminuer la consommation.

Conformément aux publications des tarifs effectuées en 2020, les prix de l'électricité sont restés stables en 2021, autant pour le prix de l'énergie électrique que pour les prix du réseau, grâce à une bonne maîtrise des coûts. Les taxes communales sont restées stables et la taxe fédérale RPC également, à 2,3 centimes par kWh.

La situation des marchés laisse toutefois craindre des augmentations conséquentes des prix dès 2023 pour l'approvisionnement de base. Pour la clientèle sur le marché libre, des situations particulièrement difficiles ont pu être constatées dans le Jura. Ainsi, plusieurs entreprises – hors de Delémont – sans contrat pour 2022 ont contacté les SID ou SACEN pour obtenir des offres à très court terme, vu les niveaux de prix des offres qu'elles recevaient (entre 20 et parfois jusqu'à 35 cts/kWh alors que leurs contrats actuels étaient d'environ 6 à 7 cts/kWh). Ces prix étaient conditionnés par la situation du marché. Cette situation ne s'est pas améliorée entretemps et elle est particulièrement préoccupante pour les prochaines années.

Les dérangements

En 2021, aucune panne d'électricité majeure n'a eu lieu sur le réseau moyenne tension (MT). A noter quelques déclenchements intempestifs liés aux conditions météorologiques sur le réseau amont de BKW, qui ont affecté le réseau des SID par des événements de microcoupures.

Les importantes précipitations des mois de juin et de juillet ont causé des dégâts très ponctuels, notamment le 22 juin en zone industrielle. La station transformatrice « Varin », qui alimente l'usine Varin-Etampage SA, a dû être déclenchée préventivement pendant deux jours pour permettre les travaux de pompage et de nettoyage. Malgré les inondations très localisées, l'approvisionnement électrique a pu être garanti durant cette période.

On peut noter deux pannes d'électricité mineures qui ont affecté des bâtiments spécifiques et deux pannes sur le réseau d'éclairage public qui ont impacté des rues entières.

Quelques pannes mineures relatives, notamment, à des accidents de chantiers, se sont produites en basse tension (BT). Les projets d'assainissements et des plans de visites systématiques et d'entretien des installations permettent de réaliser des travaux d'entretien plutôt que des réparations d'urgence.

L'éclairage public

L'année a été très active dans ce secteur, tant dans la conception, la planification ou les réalisations :

- Voie Lactée : le projet est arrivé à son terme hormis quelques chemins piétons et améliorations ponctuelles. Environ 1'600 luminaires ont fait l'objet d'un assainissement depuis le lancement du projet en 2017
- Voie Lactée 2 : le Conseil de Ville a accepté une demande de crédit de Fr. 1'150'000.- pour l'assainissement des dernières sources lumineuses d'éclairage public de la ville en technologie LED d'ici 2025, soit un peu plus de 600 points lumineux
- Règlement communal sur l'éclairage public : un processus participatif a été lancé en vue d'une réflexion sur le fonctionnement et la gestion de l'éclairage public, qui doit déboucher sur un nouveau règlement communal qui tient compte des nouvelles technologies et des solutions qu'elles peuvent apporter pour une meilleure protection de l'environnement et une amélioration de la vie nocturne
- « La Nuit est Belle » : la Ville de Delémont a participé à l'événement en retardant l'allumage de l'éclairage public à minuit au soir du 21 mai pour faire vivre l'expérience d'une soirée sans éclairage public
- Plusieurs projets majeurs ont été menés et partiellement réalisés :
 - o Ticle-Théâtre du Jura, réalisation d'un éclairage sur le nouveau complexe avec l'installation de luminaires permettant la programmation de couleur
 - o Route de Bâle / avenue de la Gare / rue de la Brasserie : un nouvel éclairage a été réalisé dans le cadre du réaménagement des rues en lien avec le projet Ticle-TdJ
 - o Eglise Saint-Marcel : collaboration avec la paroisse pour la nouvelle illumination de l'église et l'amélioration du passage entre la Vieille Ville et Sur-le-Grioux
 - o Nouvelle Poste : démarrage des travaux pour un nouvel éclairage intégré dans le nouveau complexe
 - o Prolongation de l'éclairage du parc urbain en direction du Gros-Seuc
 - o Secteur Collège : amélioration de l'éclairage sur le chemin des Deux-Rivières
 - o Passages sous-voies : remplacement des sources lumineuses dans plusieurs passages sous-voies, Blancherie, route de Bâle, Bellerive
 - o Nouvel éclairage de la fontaine Saint-Maurice
 - o Remplacement des lanternes en Vieille Ville

Nombre de luminaires faisant partie l'éclairage public géré par les SID :

Type de luminaire	Nombre	Répartition
Technologie LED (dont 1'593 télégérés)	1'844	74,12%
Autre technologie	644	25,88%
Total	2'488	100,00%

La maintenance, l'optimisation et l'extension de l'éclairage public en ville restent des tâches importantes assumées par les SID. Dû aux nombreux projets en cours, ce secteur représente 20% du temps de travail du Service électrique en 2021. Plus de 150 interventions pour des réparations ont été effectuées en 2021. Ce nombre est en nette baisse depuis le déploiement du projet d'assainissement Voie Lactée.

La consommation d'électricité pour l'éclairage public, qui était de 1'000'000 kWh annuel, pour une puissance installée de 280 kW avant le début du projet Voie Lactée, est désormais passée à 500'000 kWh annuel pour une puissance installée de 150 kW. Cette tendance va se prolonger jusqu'en 2025 avec un potentiel d'économies qui va diminuer, les sources les plus énergivores ayant été assainies.

Depuis 2014, l'énergie consommée par la Ville pour son éclairage public est constituée du produit TOPAZE, composé de solaire local et d'hydraulique suisse, ainsi que du complément AMBRE.

Les principales réalisations dans le réseau électrique et l'éclairage public

Les réalisations dans ces secteurs ont été très importantes en 2021, au vu des projets d'ampleur qui sont menés en ville, notamment Ticle-TdJ, nouvelle Poste, écoquartier. Les extensions et modifications de réseau pour répondre aux demandes de puissances sont particulièrement denses dans le centre-ville.

Dans le réseau 16'000 V

- Assainissement et renforcement de la station transformatrice « Maltière » dans le cadre du chantier de la nouvelle Poste
- Nouvelle station transformatrice « Ticle » pour l'approvisionnement du complexe Ticle-Théâtre du Jura
- Nouvelle station transformatrice « LEMO 2 » pour répondre à l'augmentation de puissance de l'usine Lemo (5) SA
- Remplacement de la ligne moyenne tension Jacquemai-Collège par deux nouvelles lignes qui intègrent la ST Ticle dans la boucle

Dans le réseau 400 V

- Plus de 20 raccordements de nouvelles maisons familiales, immeubles, industries, dont notamment :
 - o Complexe immobilier Ticle-Théâtre du Jura
 - o Projet immobilier nouvelle Poste
 - o Ecoquartier secteur C : Résidence de la Sorne
- Assainissement complet basse tension :
 - o Route de Bâle Ouest
 - o Rue de la Brasserie
 - o Avenue de la Gare Nord
 - o Rue des Primevères Est
 - o Ruelle de l'Eglise
 - o Route de Courroux
- Assainissement de 6 cabines de distributions
- Développement du réseau de fibres optiques pour les SID et divers raccordements privés
- Raccordements provisoires de chantiers : environ 20 raccordements simultanés

Comptage

- Création le 28 mai 2021 de la nouvelle société « Smart Data Energie SA » (SD Energie) qui regroupe 21 distributeurs romands, pour mener le projet de Smart-Metering conformément à la stratégie énergétique 2050 et aux lois sur l'énergie (LEne) et sur l'approvisionnement en électricité (LApEI)
- Poursuite des travaux de planification du projet de Smart Metering, et lancement des appels d'offre
- Intégration des données de mesures dans le système Advance pour les membres de la Charte
- Plus de 600 interventions sur les appareils de tarification
 - o 450 installations/désinstallations de compteurs électriques, notamment pour les installations photovoltaïques
 - o 70 installations/désinstallations de récepteurs TCC
 - o ~100 interventions sans remplacement d'appareil (modules de communication, installation double tarif, programmation commande, etc.)

Ressources humaines

Avec le nombre de nouvelles prestations, et vu la demande croissante dans de nouvelles activités (installations de productions décentralisées, gestion des communautés d'autoconsommation et regroupements dans le cadre de la consommation propre (RCP), nouvelles exigences relatives à la sécurité, etc.), comme pour l'ensemble de l'administration, les ressources humaines sont fortement mises à contribution, particulièrement en période de pandémie. Le poste de Chef d'équipe du Service électrique, a été repourvu avec une entrée en fonction le 1^{er} février 2021. La création d'un poste de Responsable en énergie renouvelable a été acceptée par les Autorités et il sera mis au concours en 2022.

Production d'énergie

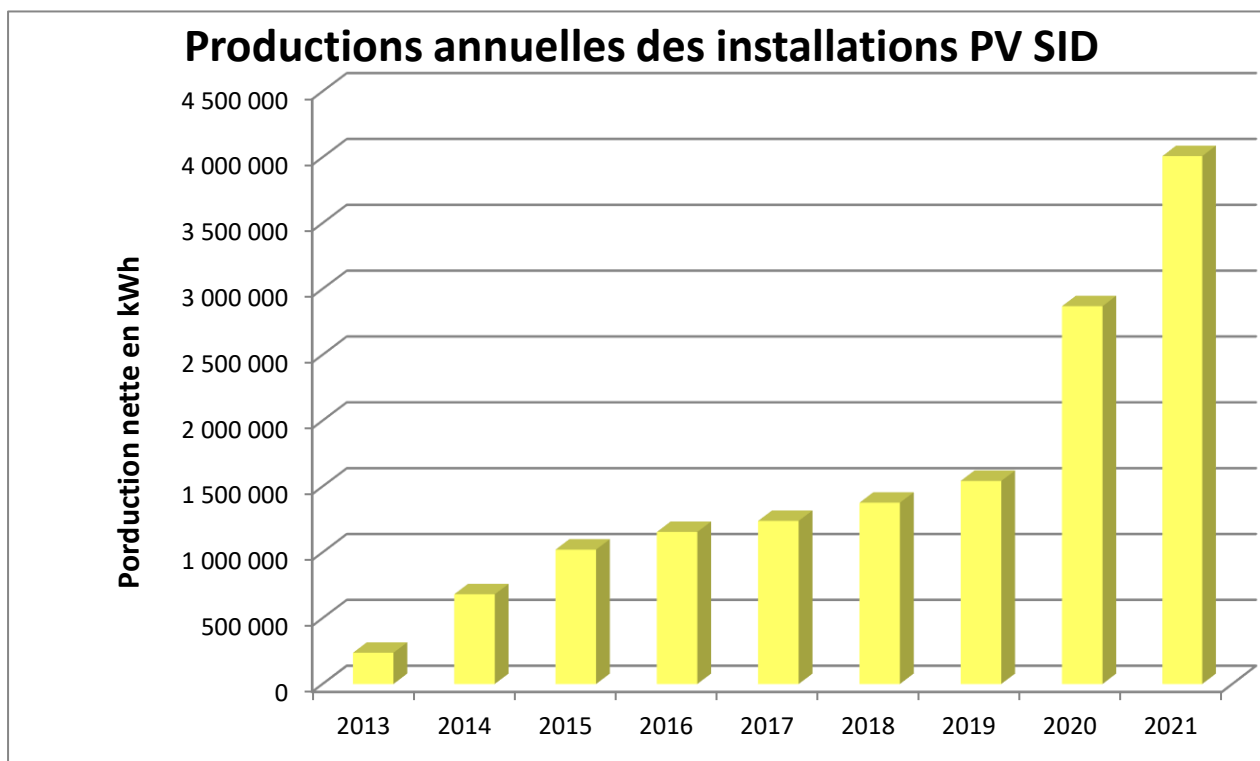
Photovoltaïque

Le développement des installations photovoltaïques (PV) communales se poursuit avec la construction et la mise en service de 5 nouvelles installations et une extension. Ce sont au total 23 installations photovoltaïques en propriété des SID qui sont en service au 31 décembre. Les installations suivantes ont été mises en service en 2021 :

- STEP SEDE, Bois-du-Treuil 4, Courroux (y c. le nouveau bâtiment micropolluants) – 187,94 kWc
- Théâtre du Jura, route de Bâle 10 – 84,36 kWc
- Ticle B1, route de Bâle 12 – 39,22 kWc
- Ticle B2, route de Bâle 14 – 53,28 kWc
- Ticle B3, route de Bâle 16 – 53,54 kWc
- Wenger Nord extension Ouest, route de Bâle 63 – 79,06 kWc (puissance totale 261,71 kWc)

La réalisation de ces projets d'importance renforce considérablement la production photovoltaïque des SID et porte la surface totale installée à plus de 23'000 m² de panneaux pour une puissance crête installée de 4'744 kWp.

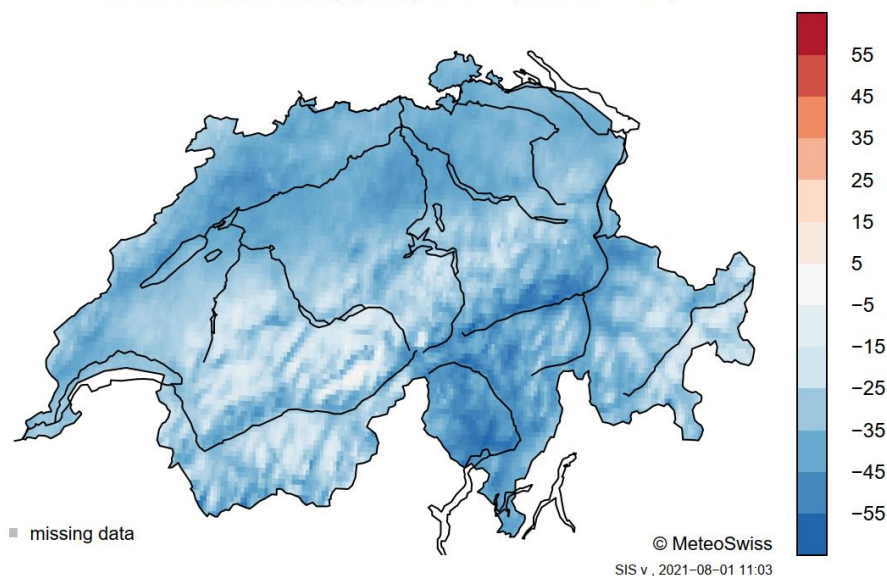
Plusieurs projets, écoquartier Résidence du Parc de la Sorne, halle de gymnastique du Collège, le nouveau bâtiment Clair-Logis, etc., sont en cours de planification et verront le jour en 2022.



La production nette photovoltaïque des installations des SID, qui était passée de 1,5 GWh en 2019 à 2,9 GWh en 2020, a bondi à plus de 4 GWh en 2021. Cette hausse s'explique par la mise en service de grandes installations à la fin 2020. Leur potentiel de production s'est concrétisé en 2021. A cela s'ajoutent les nouvelles installations mises en service en 2021, dont certaines aux mois de mai et juin pour l'extension de Wenger Nord et du SEDE.

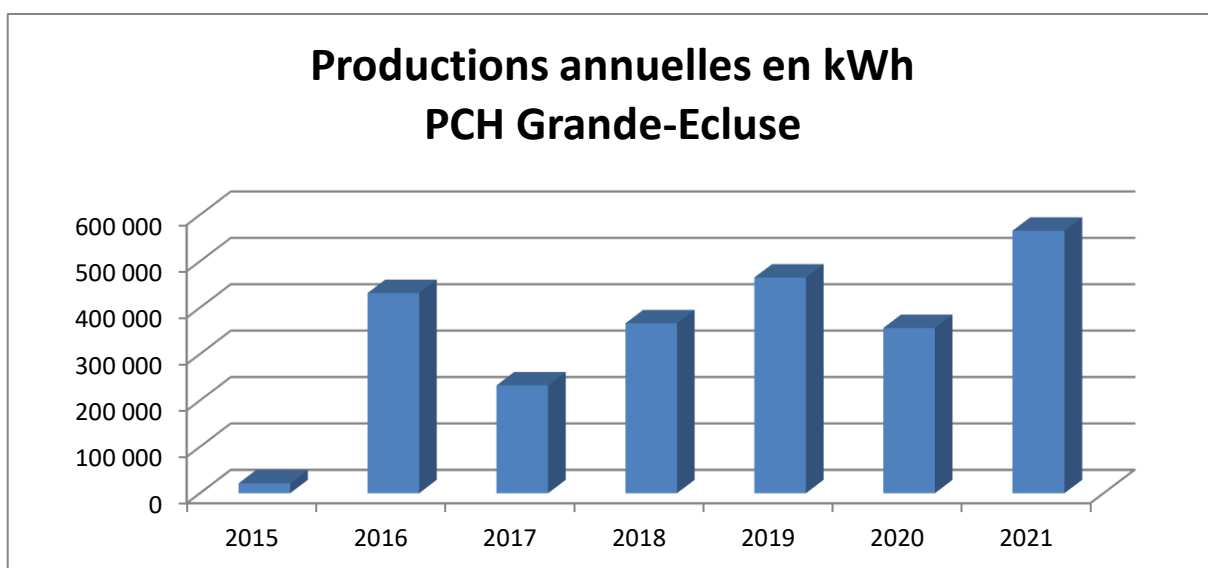
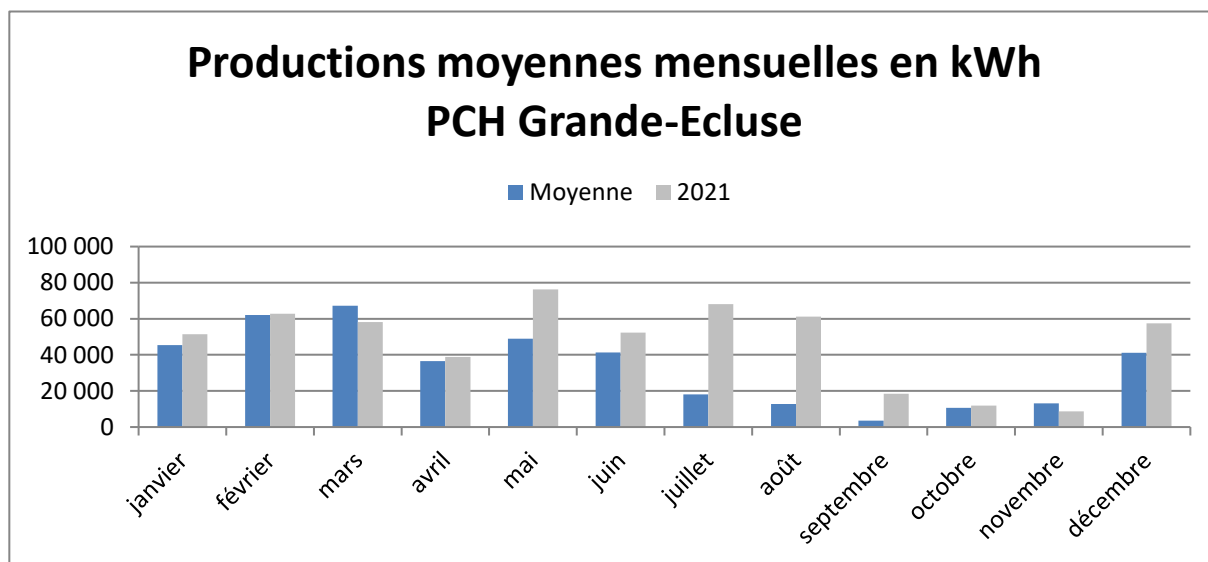
L'ensoleillement dans l'Arc jurassien a été légèrement déficitaire en 2021. Les mois les plus propices pour la production PV, comme ceux de mai, juillet et août, ont été particulièrement déficitaires, environ - 20% (voir la carte de radiation ci-dessous). Globalement, la production annuelle PV a été 10% plus basse par rapport à la moyenne depuis la mise en service de la première installation en 2013.

Global Radiation Anomaly (W/m²) 2021-07 (Ref.2004 – 2020)



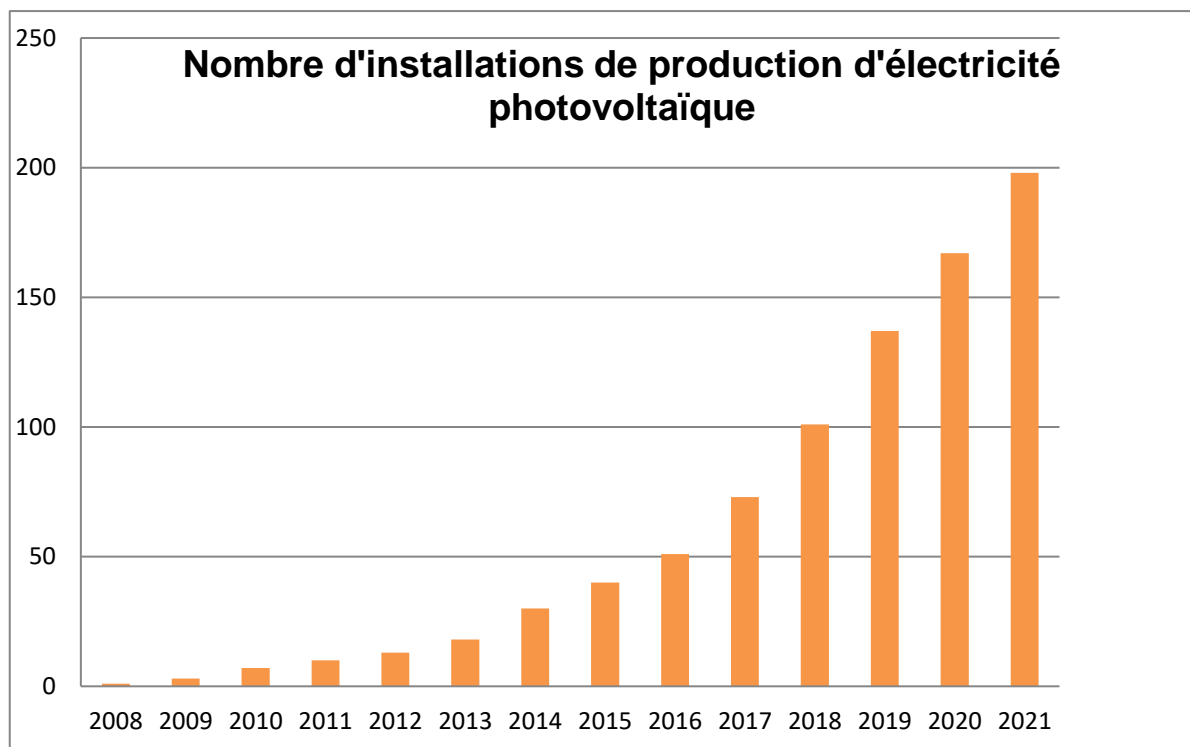
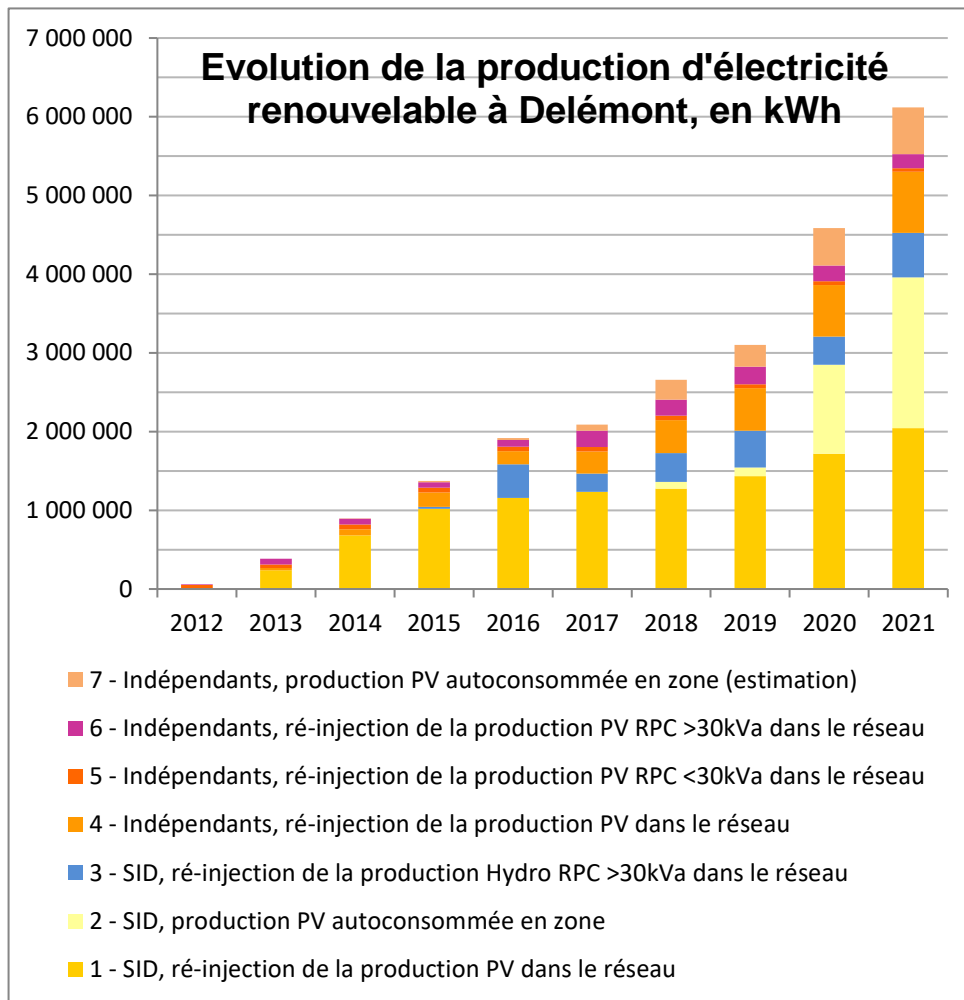
Hydroélectricité

Si l'ensoleillement a fait défaut durant l'été, les précipitations ont été abondantes durant cette période. Le Nord des Alpes a même enregistré les précipitations estivales les plus importantes depuis le début des mesures. La petite centrale hydroélectrique (PCH) de la Grande-Ecluse a largement profité de ces conditions avec une année de production excellente. Elle a fonctionné près de 8'000 heures, soit plus de 90% du temps pour une production nette totale de 565'808 kWh, soit la meilleure production annuelle depuis sa mise en service en 2016. Les résultats de production sont dus à des débits importants durant les mois d'été, qui sont normalement une période d'étiage pendant laquelle la turbine ne fonctionne pas ou peu. Hormis durant les mois d'hiver février-mars et octobre, tous les mois présentent des productions au-dessus de la moyenne.



La production d'énergie nette des installations des SID a été de 4'572'270 kWh, en progression de 1'347'212 kWh par rapport à l'année précédente, soit environ 30% d'augmentation. L'augmentation est à mettre sur le compte des nouvelles installations photovoltaïques et de l'excellente production hydroélectrique.

La totalité de la production photovoltaïque et hydraulique (SID + installations indépendantes, y compris l'estimation de l'autoconsommation) à Delémont a représenté environ 6,7% de la consommation totale de la ville, soit environ 6'120'058 kWh. Le nombre d'installations de production d'électricité renouvelable a augmenté de 19% par rapport à l'année précédente. La construction de grandes centrales par les SID, dont 5 nouvelles et une extension en 2021 (ce qui porte à 23 le nombre d'installations photovoltaïques des SID), avec une participation citoyenne au financement depuis 2013, démontre l'efficacité d'une politique menée de façon cohérente et avec une vision globale dans ce domaine. Ce modèle « SID » est repris par plusieurs distributeurs nationaux, ou en partenariat avec les SID dans le cadre de projets régionaux.

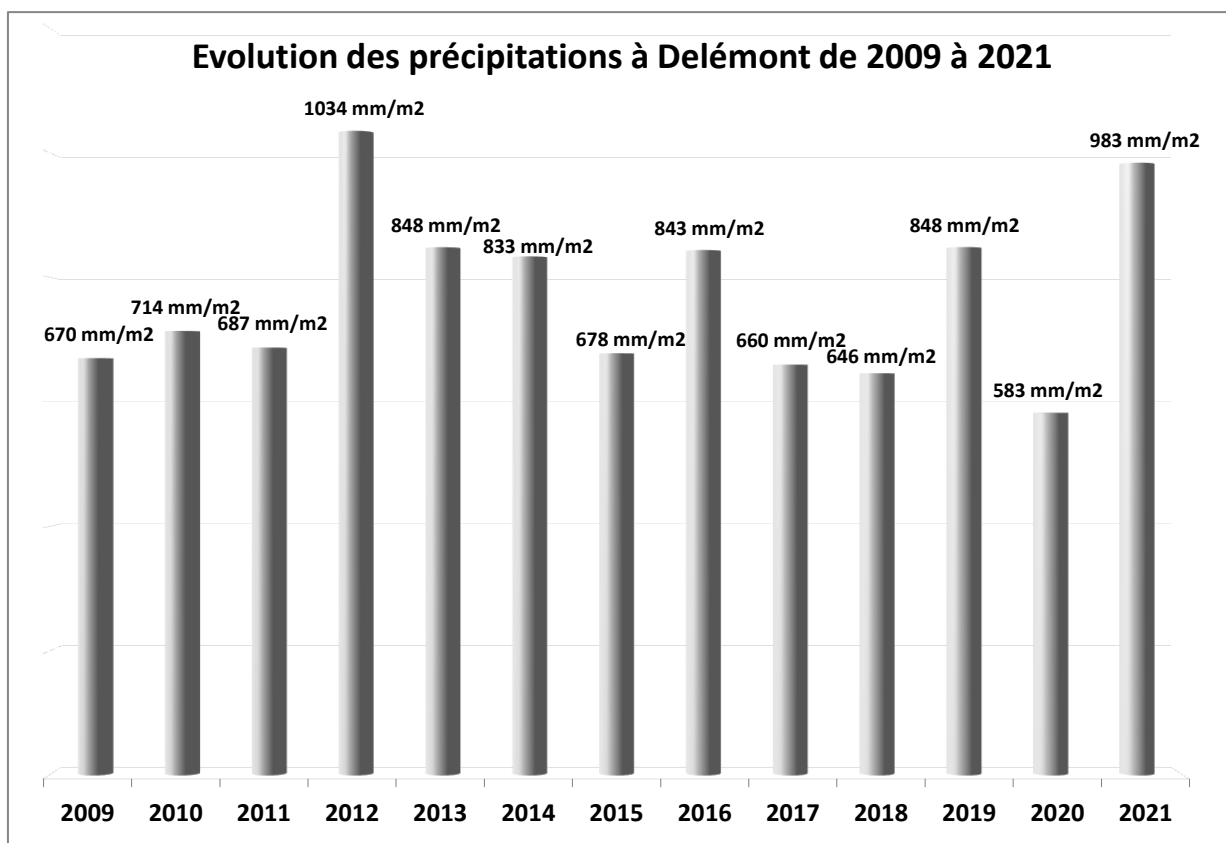
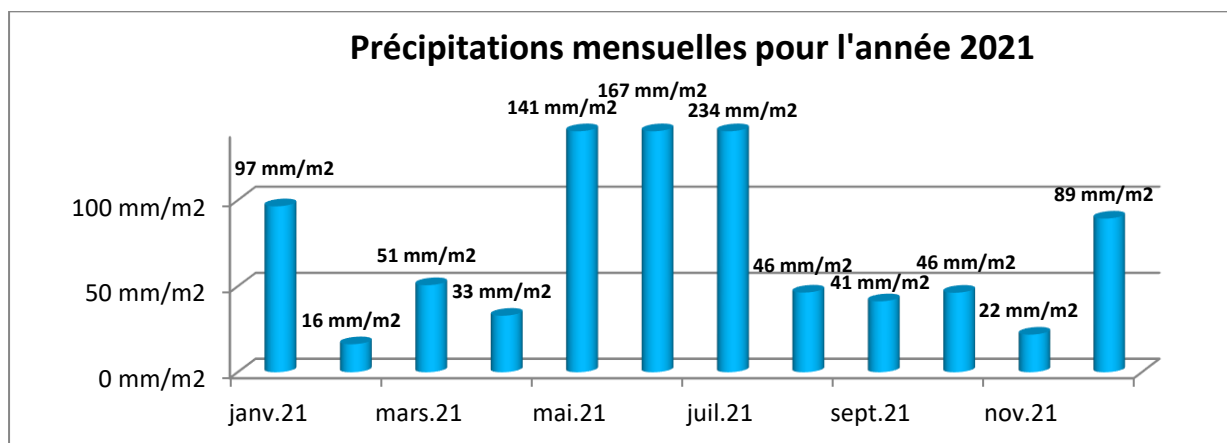


4.4. Service des eaux

Météorologie

En 2021, pour une fois, ce ne sont pas les températures élevées qui ont été l'élément météorologique déterminant en Suisse, mais les nombreuses précipitations. Un hiver doux et riche en précipitations, avec localement d'importantes chutes de neige, a été suivi d'un printemps froid et d'une fin de saison arrosée. Au Nord des Alpes, l'été a été l'un des plus pluvieux depuis le début des mesures. Les grandes quantités de pluie persistante ont fait déborder plusieurs rivières et lacs vers la mi-juillet. Contrairement à l'été arrosé, l'automne s'est souvent montré plutôt sec et ensoleillé.

Les deux graphiques ci-dessous représentent les précipitations mensuelles en 2021 et les précipitations des 13 dernières années pour Delémont.



Statistiques

Adduction d'eau	en 2020 (m³)	en 2021 (m³)	% sur total 2021
La Doux	503'000	573'500	49%
Develier	323'000	504'000	43%
Rondez I	290'000	31'500	2,7%
Rondez II	74'000	4'000	0,3%
Forages	102'000	51'000	4,4%
Moutier	27'000	7'000	0,6%
Total	1'319'000	1'171'000	100%

Total de l'eau vendue dans le réseau :	936'640 m ³
Total des ventes à des tiers (Rossemaison, Soyhières, Courrendlin) :	24'588 m ³
Consommation des fontaines (estimation selon jaugeage) :	60'000 m ³

On constate que le total des ventes d'eau en 2021 a diminué d'environ 5% par rapport aux années antérieures, cette diminution de la consommation s'explique par deux facteurs, le ralentissement de l'activité dû à la pandémie et les fortes précipitations enregistrées l'été dernier.

Interventions

Le réseau de distribution d'eau potable totalise près de 100 km de conduites, 611 hydrants et 2'470 raccordements privés. Afin de maintenir ce patrimoine en bon état de fonctionnement, de nombreux travaux d'assainissement, de viabilisation et de maintenance ont eu lieu en 2021.

Les principales réalisations

- Assainissement de la conduite de transport sur une distance de 300 m à Develier-Dessus
- Construction de la conduite de distribution de la conduite d'eau de secours Delémont-Develier en collaboration avec le Service technique de Develier
- Assainissement d'un tronçon de la conduite de distribution à la rue des Pins
- Assainissement de la conduite de distribution à la Montée-des-Pâturages
- Assainissement de la conduite d'eau à rue de la Fenaison
- Assainissement d'un tronçon de la conduite d'eau à la rue Auguste-Quiquerez
- Raccordements de plusieurs projets immobiliers
- Remplacements de plus de 100 compteurs d'eau

Fuites d'eau

Le nombre de ruptures de conduites enregistré sur le réseau d'eau durant l'année 2021 est de 41. Quatorze sur les branchements privés et 27 sur le réseau public. Si l'on compare la production et la consommation, la perte d'eau est d'environ 13%. En considérant l'eau utilisée pour les services publics (purge réseau, défense incendie, travaux de nettoyage) et l'eau vendue forfaitairement pour les chantiers, cette perte avoisine alors les 11 à 12%, ce qui situe la ville de Delémont en dessous de la moyenne nationale qui est de 13%. Ce taux de fuite relativement bas est le résultat d'une gestion minutieuse du suivi du réseau et prouve l'importance d'assainir régulièrement le réseau de conduites.

Qualité de l'eau

En Suisse, les normes légales sont définies dans le Manuel suisse des denrées alimentaires, qui indique les critères de qualité applicables à l'eau. La législation fédérale sur les denrées alimentaires définit de manière très précise les exigences élevées auxquelles la qualité de l'eau potable doit satisfaire.

Afin de respecter ces exigences, un mandat a été confié à un laboratoire privé pour effectuer les analyses des échantillons d'eau potable prélevés dans le réseau. Pour l'année 2021, ce sont plus de 300 échantillons qui ont été analysés, que ce soit au niveau chimique ou bactériologique.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a interdit l'utilisation du chlorothalonil. Cette interdiction fait suite à une réévaluation des risques relatifs aux métabolites du chlorothalonil, lesquels pourraient représenter un danger pour la santé à la suite d'une exposition de longue durée. Depuis le 1^{er} janvier 2021 la valeur maximale de chlorothalonil dans l'eau potable a été fixée à 0,1 µg/l. Cette nouvelle valeur a mis bon nombre de distributeurs d'eau en Suisse au pied du mur, car effectivement l'eau qui était

distribuée au 31 décembre 2019 ne répondait plus aux nouvelles normes en matière de chlorothalonil en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Suite à cette nouvelle valeur, les SID ont monitoré leurs différentes ressources pour connaître leur état. Avec une valeur de 0,148 µg/l, seule la source de la Doux a présenté un léger dépassement de la valeur maximale. Afin de répondre aux normes en vigueur, conformément à la directive de l'OSAV, l'eau de la source de la Doux a été mélangée avec d'autres ressources pour abaisser la teneur en chlorothalonil, ce qui a permis de maintenir cette ressource en service, qui représente près de 50% de la production pour l'année 2021.

Mis à part ce léger dépassement en chlorothalonil dans l'eau de la source de la Doux, éliminé rapidement par les mesures correctives mises en place, tous les autres échantillons étaient conformes à la législation en vigueur. L'eau du réseau distribuée est donc parfaitement potable et d'excellente qualité.

Collaborations intercommunales

Dans le domaine de l'eau potable, les collaborations intercommunales se sont encore accentuées puisque Delémont va également distribuer de l'eau de secours à la Commune de Develier. Les travaux de cette nouvelle infrastructure sont en cours de construction et devraient se terminer d'ici la fin du printemps 2022. Ci-dessous la liste des prestations, non exhaustive, fournies par les SID aux communes tierces :

Rossemaison

- Gestion et exploitation du réseau d'eau potable
- Service de piquet
- Fourniture d'eau de secours

Courrendlin

- Service de piquet
- Détection et réparation des fuites d'eau
- Fourniture d'eau de secours

Develier

- Collaboration avec le Service technique de Develier pour la construction et l'assainissement de conduites
- Détection de fuites
- Fourniture d'eau via les sources de Develier propriétés de la Ville de Delémont
- Fourniture d'eau de secours

Soyhières

- Détection de fuites
- Fourniture d'eau de secours

Service des eaux Courtételle-Courfaivre

- Fourniture d'eau de secours

Les SID effectuent également les travaux de détection de fuites pour quasiment toutes les communes de la vallée de Delémont, mis à part la Commune de Haute-Sorne qui est équipée et compétente pour effectuer ce travail.

Les prestations délivrées dans le cadre de ces collaborations fluctuent d'année en année en fonction des ruptures de conduites et des travaux de détection. Néanmoins, on constate une augmentation de près de 35% des heures de travail effectuées dans les différentes communes, soit 670 heures.

Groupe Nicaragua, centime de l'eau

Conformément à l'arrêté fixant le tarif de l'eau, et selon l'accord qui lie la Municipalité de Delémont et le Groupe Nicaragua, les SID ont versé à ce dernier la somme de Fr. 9'370.-, qui correspond à une contribution d'un centime par m³ distribué à Delémont.

4.5. Service du gaz

L'année gazière a été particulièrement mouvementée. En effet, après de nombreuses années de discussions au sein du Conseil d'administration de Régiogaz SA, divers événements opérationnels et stratégiques en fin d'année 2020 et début 2021 ont conduit à la démission de la représentante delémontaine et du représentant delémontain et à une décision de retrait de la Ville de cette société par le Conseil communal. Sans entrer dans le détail :

- l'absence de stratégie d'approvisionnement, dont les augmentations de prix du gaz massives et successives – sans pareilles en Suisse – en cours d'année 2021 ont malheureusement donné raison à l'administratrice et à l'administrateur de la Ville

- des risques potentiels liés à la sécurité
- des « lacunes » multiples et répétées dans la gestion de la société

Ces éléments ont conduit à la décision validée par le Conseil de Ville en août 2021. Un référendum ayant abouti, la décision a été soumise aux citoyennes et citoyens de Delémont. Le résultat du vote tombé le 13 février 2022 était à 72,6% favorable à la sortie de Régiogaz SA.

Au sujet des prix du gaz, le manque de stratégie d'approvisionnement de la part de Régiogaz SA n'a pas permis d'atténuer les flambées du marché mondial du gaz et a eu pour conséquence que le prix de la molécule a augmenté de plus de 500%. Malheureusement cette situation devrait encore perdurer par rapport à la situation mondiale. Le référendum concernant la vente des actions de Régiogaz SA a retardé tout le processus d'achat, ce qui n'a pas permis d'anticiper des achats de gaz au mois d'octobre 2021. Effectivement le prix de la molécule a encore été multiplié par 4 entre le mois d'octobre 2021 et le mois de mars 2022.

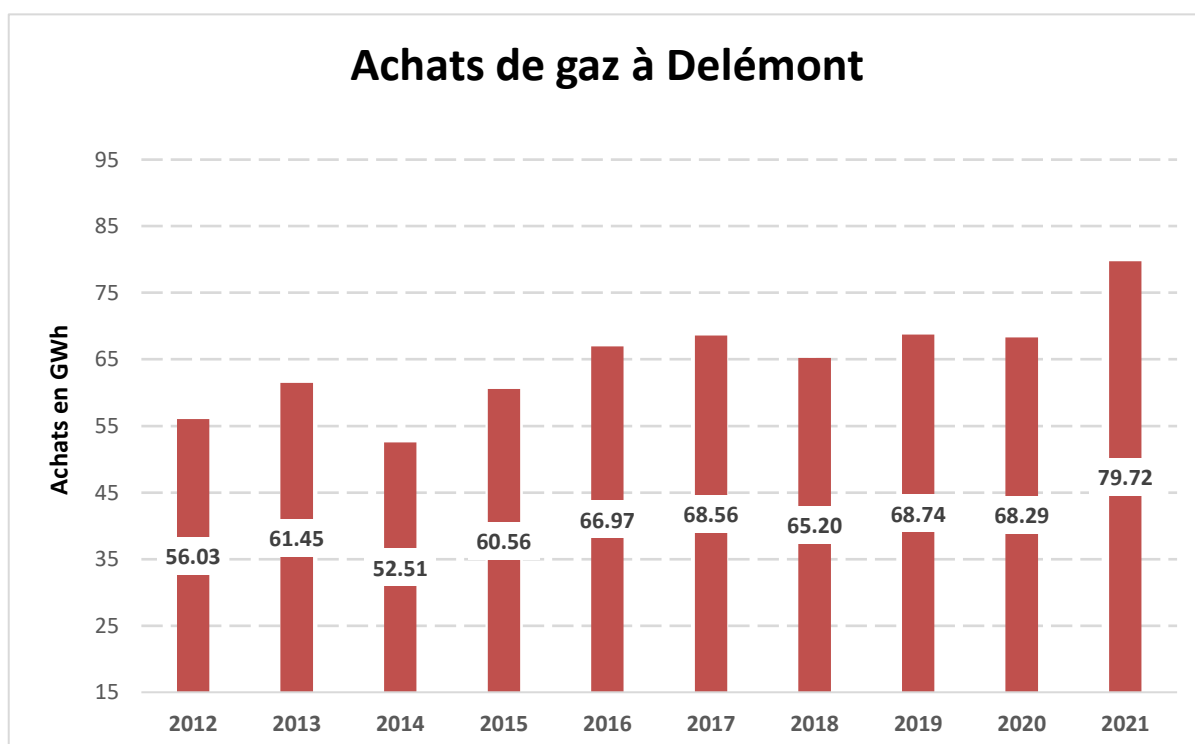
Gestion du réseau

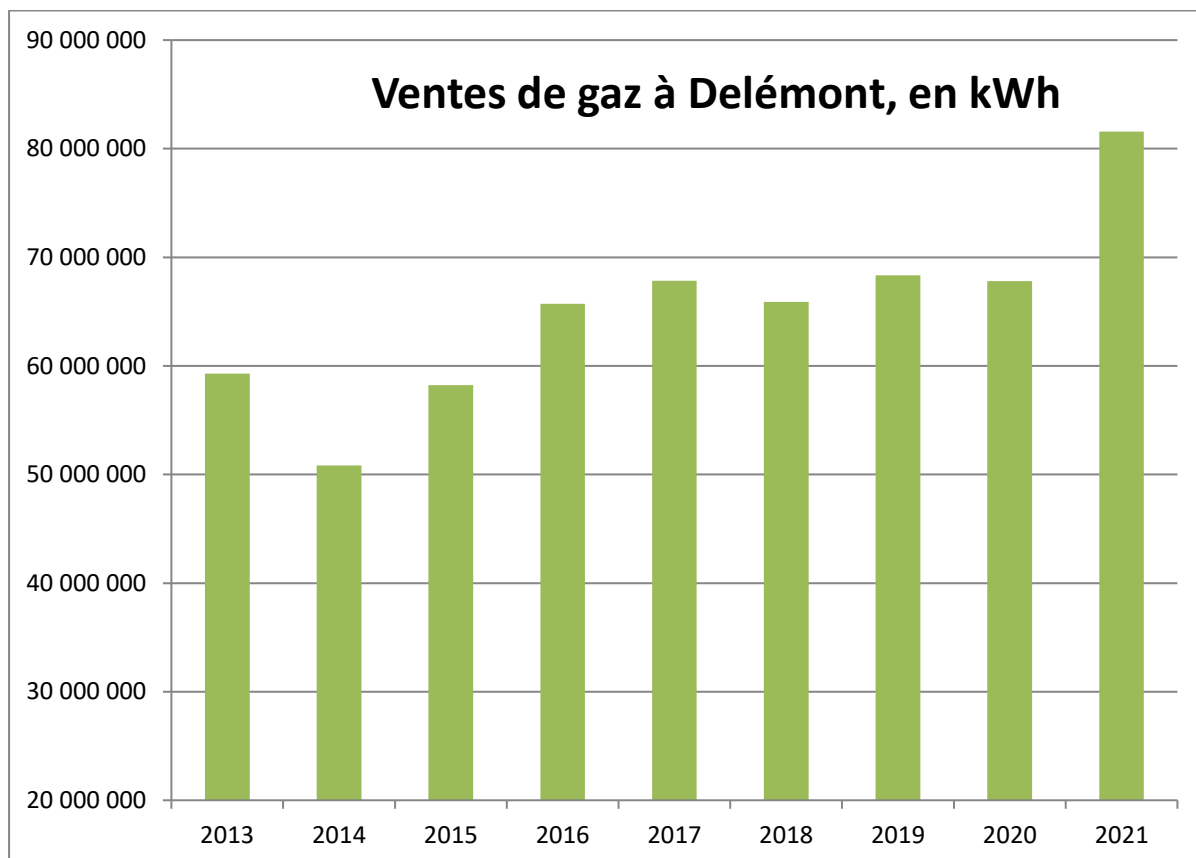
La fourniture du gaz naturel s'est faite sans incident et sans aucune interruption durant l'exercice écoulé. Les contrôles et recherches de fuites dans le réseau, ainsi que les contrôles des installations intérieures sont réalisés tout au long de l'année afin de répondre aux exigences fédérales en la matière et aux directives et recommandations de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE). Dans le cadre des travaux de réaménagement du carrefour du Jumbo à la rue Auguste-Quiquerez, des travaux d'assainissement du réseau de gaz ont été effectués. A noter que, pour la grande majorité, les installations de chauffage à gaz mises en service durant l'année ont substitué des anciens chauffages au mazout. L'installation de l'Hôpital du Jura, sur le site de Delémont, a été mise en service au mois de février 2021.

Plusieurs clientes et clients raccordés au réseau se sont détournés du gaz pour s'orienter vers des installations fonctionnant aux énergies renouvelables. Cette tendance s'accroîtra certainement ces prochaines années, conformément aux objectifs climatiques fédéraux, repris et soutenus dans la Conception directrice de l'énergie de la Ville de Delémont.

Achat et vente de gaz

En 2021, les achats de gaz ont été de 79,72 GWh, le volume des ventes a été de 81,58 GWh. On constate une augmentation des ventes de gaz par rapport à l'année 2020, principalement due à la conversion du système de production de chaleur du mazout au gaz naturel de l'Hôpital du Jura, mais également par l'acquisition de nouvelles clientes et de nouveaux clients privés et industriels. Pour mémoire, les différences entre achats et vente correspondent simplement aux différences de relevés de compteurs en début/fin d'année et s'équilibrent sur le temps.





Les ventes de gaz en 2021 ont augmenté de 20,3% par rapport à l'année 2020.

Les résultats financiers sont bons. La mise en place des crédits-cadre et l'internalisation de la gestion du réseau de gaz ont permis de diminuer les charges du compte de fonctionnement du gaz. Le résultat 2021 permettra ainsi de diminuer la dette du gaz et de rembourser les intérêts de la dette, selon la planification en cours.

Conseil d'administration et assemblée générale de Régioqaz SA

Le Conseil d'administration (CA) est composé de M. Joël Burkhalter pour Courrendlin, M. Jean-Claude Finger pour Courtételle, M. Jean-Claude Fleury pour Courroux, M. Olivier Jost et Mme Murielle Macchi-Berdat pour Delémont jusqu'en juin 2021, et M. Alain Tissot pour Rossemaison,

L'activité 2021 n'est pas commentée plus en détail. Le message au Conseil de Ville du mois d'août 2021 est exhaustif à ce sujet. Toutefois, il est encore à noter qu'un chantier est ouvert au sujet de la nouvelle certification NEMO, qui a été initiée en 2018 avec pour but de déterminer le montant du timbre du réseau 5 bars et de distribution, et de fixer une juste rétribution des différents propriétaires. Les négociations entre les partenaires Régioqaz SA et EDJ Energie du Jura SA pour appliquer un prix du timbre au plus juste de la valeur du réseau sont toujours en cours. La certification attendue en 2021 n'a pas abouti et un litige de fonds quant à la propriété des réseaux 5 bars et à leur droit de rémunération est toujours pendant. Ce litige entre la Ville et EDJ Energie du Jura SA prendra encore beaucoup de temps avant d'être résolu.

4.6. Services partagés

Les Services partagés sont en soutien des missions de base d'alimentation et de sécurité d'approvisionnement en eau, en électricité, en gaz et en production de chaleur. Les principales activités de ce service transversal sont les comptabilités financière et analytique, la facturation, la gestion du contentieux, la gestion du Service de l'information du territoire (SIT), l'aspect juridique et de conformité et le lien avec les services communaux du Personnel, Informatique et de Gestion des bâtiments.

Durant l'exercice 2021, les projets suivants ont été suivis et coordonnés par les Services partagés :

- deuxième exercice comptable productif sous la nouvelle version du Modèle Comptable Harmonisé 2 (MCH2) pour la comptabilité 2021
- gestion comptable et financière du service, gestion de la trésorerie, imputations comptables, y compris ventilations interservices (eau, électricité, gaz, production de chaleur)

- établissement et envoi des factures et décomptes récurrents (40'841 factures) et des factures concernant les prestations diverses (849 factures)
- comptabilité analytique de chacune des installations de production d'énergie électrique (23 installations en service à fin 2021)
- remboursements et paiements des intérêts liés aux prêts citoyens octroyés pour l'investissement dans les centrales de production d'énergie renouvelable (gestion de 7 emprunts citoyens pour plus de 150 prêteurs)
- internalisation du processus de calcul des tarifs 2022 de l'électricité, en collaboration avec SACEN SA et le Service clientèle
- élaboration du document de comptabilité analytique des coûts destiné à l'EiCom et confirmant les calculs de prix de l'électricité pour l'année 2022, répondant ainsi aux exigences légales fixées par le législateur fédéral
- mise en place de la facturation avec code QR pour toute la clientèle des SID
- participation à la juste détermination des prix du réseau 5 bars et du réseau de distribution de gaz naturel en mains de la Municipalité de Delémont (projet mis en veille durant le processus de vente des actions de Régio gaz SA)
- calculs et mise en place comptable des nouveaux projets de *contracting* pour la vente de chaleur au Théâtre du Jura-Le Ticle et au Parc de la Sorne (écoquartier)
- gestion de la clientèle en situation de contentieux et renforcement de la collaboration avec l'Office de recouvrement externe ORC pour le recouvrement des créances en souffrance (y compris recouvrement de certains actes de défauts de biens des 20 dernières années)
- participation des SID au Datenpool de l'AES, qui compare les coûts et prix de plusieurs GRD et distributeurs d'énergie de Suisse en vue du renforcement de la régulation du marché de l'électricité
- suivi administratif et comptable de SACEN SA, avec comptabilisation de tous les mouvements y relatifs jusqu'au bouclage de l'exercice comptable, y compris approvisionnement énergétique pour les dix communes partenaires
- automatisation du processus de facturation de SACEN SA pour les factures d'énergie et diverses
- automatisation du processus de facturation et d'imputation comptable de la production des producteurs indépendants d'énergie photovoltaïque
- suivi de la comptabilité relative au Regroupement dans le cadre de la consommation propre (RCP)
- automatisation du processus d'imputation comptable des salaires dans la comptabilité des SID et de SACEN SA
- listage et réalisation des plans des conduites et des éléments du réseau des SID nécessitant l'inscription d'une servitude au Registre foncier pour transmission au notaire
- tâches de relevés et d'implantations pour les projets réalisés pour les services eau, électricité et gaz du territoire communal ; mise à jour des câbles et des schémas des buffets et des stations transformatrices en vue de la modélisation du réseau électrique
- mise à jour des bases de données (23 villages) du cadastre des canalisations du SEDE afin d'en faciliter le transfert et la publication sur le Géoportail cantonal

Comme pour les autres services de l'administration, les activités croissantes des SID engendrent une masse de travail toujours plus conséquente aux Services partagés.

4.7. Service clientèle

Les missions principales du Service clientèle sont la gestion de la relation clientèle, l'administration générale, l'approvisionnement, la vente d'énergie et des produits et prestations dans le secteur énergétique, le marketing, ainsi que la politique énergétique. Globalement, les activités sont en constante croissance depuis plusieurs années, notamment avec le développement soutenu des installations électriques (panneaux solaires, bornes de recharge, PAC, etc.), la gestion des données liées aux installations gazières (chaudières, accumulateurs, etc.) et le suivi commercial et administratif pour les produits et prestations des SID dans ces domaines. La forte contribution des collaboratrices et collaborateurs, qui plus est durant une situation sanitaire particulière, est à souligner.

Les nouveaux produits liés à l'électromobilité, avec SMOTION, ou dans le domaine de l'autoconsommation collective d'électricité photovoltaïque avec COMMUNITY, font l'objet d'un intérêt croissant de la part des clientes et des clients et des promoteurs. Une collaboration forte est en place entre le Service clientèle, les autres services des SID et SACEN SA, afin de relever les nombreux défis du secteur et répondre à l'évolution des besoins de la clientèle et des Delémontaines et Delémontains. L'implémentation de ces produits et prestations nécessite une mobilisation importante des ressources internes. Cela a également été le cas dans le cadre des nombreux travaux qui ont dû être menés dans le domaine du gaz (situation avec Régio gaz SA, approvisionnement, augmentation des prix, etc.) ou, par exemple, pour la gestion du projet du nouveau règlement pour l'éclairage public (ateliers participatifs, sondage, etc.).

Les travaux entrepris en 2020 pour la rénovation des locaux du Service clientèle, débutés dans le cadre du plan de relance communal en lien avec la situation sanitaire, se sont terminés à la fin du 1^{er} semestre 2021. La rénovation a notamment permis une amélioration des conditions de travail pour les collaboratrices et collaborateurs, une mise aux normes des infrastructures et une amélioration énergétique sur différents éléments.

Le projet de digitalisation, selon le crédit validé en mars par le Conseil de Ville, est en cours. Au sein de la Charte, le groupe de travail avec une représentation pour les SID par le Service clientèle et pour la Ville par le Service informatique a évalué différents prestataires stratégiques. A la fin du 2^e semestre, le prestataire stratégique retenu a été mandaté et les analyses sont en cours. Les résultats sont attendus pour l'été 2022.

Prestations générales

- Accueil et gestion des demandes de la clientèle et des partenaires
- Gestion de la base de données de la clientèle, établissement des mutations, suivi des inscriptions à l'e-facture et à la nouvelle prestation concernant l'envoi des factures par e-mail en PDF
- Suivi des procédures liées à l'Ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT) pour le réseau électrique, mise à jour des données et envoi des documents
- Mise en place, puis suivi des procédures liées aux contrôles et aux avis d'installation du réseau de gaz
- Suivi des décisions SID pour les permis de construire
- Gestion de la communication et du site internet
- Communication et mailing à destination de la clientèle et des propriétaires
- Gestion des données de la clientèle qui fait valoir son accès au marché et des changements de fournisseurs
- Gestion administrative et suivi des données des producteurs d'énergies renouvelables et des dossiers pour les installations photovoltaïques des SID
- Mise à jour, contrôle et amélioration des données, notamment dans NEST/ISE
- Participation au Comité opérationnel de la Charte et suivi de différents projets
- Gestion administrative du suivi des subventions
- Gestion et tenue de la caisse
- Suivi du marketing et des dossiers de sponsoring
- Mise à jour des servitudes pour les installations photovoltaïques des SID, en collaboration avec les Services partagés

Marketing, ventes et projets spécifiques

- Promotion et gestion des nouveaux contrats de prêts citoyen
- Gestion de projet pour le nouveau règlement sur l'éclairage public
- Différentes activités liées à la situation avec Régio gaz SA et à l'augmentation massive des prix du gaz
- Sélection du prestataire stratégique (au sein de la Charte) pour le projet SIDIGITAL avec comme objectif la mise en place à l'horizon 2023-2025 d'un portail clientèle et le développement de la digitalisation des processus
- Ventes des bornes de recharge SMOTION et commercialisation du produit COMMUNITY
- Participation à l'approvisionnement énergétique (électricité et gaz) et des certificats liés
- Participation au processus de calcul des tarifs de l'électricité, avec les Services partagés et SACEN SA
- Coordination et définition du projet, avec l'architecte et en interne, des travaux débutés en 2020 pour l'adaptation et la rénovation énergétique du rez-de-chaussée à Bâle 1
- Soutien à la mise en place et à la communication dans le cadre du lancement du portail énergétique et de la plateforme de compensation des émissions de CO₂

Amélioration des données et développement des procédures internes

- Adaptation du système de décompte pour les installations photovoltaïques SID en 2021
- Diverses adaptations du système pour l'automatisation des processus de facturation liés aux producteurs indépendants et pour la gestion de l'autoconsommation
- Adaptations des procédures pour la gestion des décisions SID dans le cadre des permis de construire, suite à l'introduction de JURAC
- Travaux préparatoires pour le paramétrage des produits COMMUNITY (CA et RCP) dans NEST/ISE
- Préparation des travaux dans NEST/ISE pour la mise en place du produit TOPAZE en produit de base au 1^{er} janvier 2022, ce qui correspond à l'adaptation d'environ 8'000 contrats et à la gestion des changements de produit demandés par la clientèle

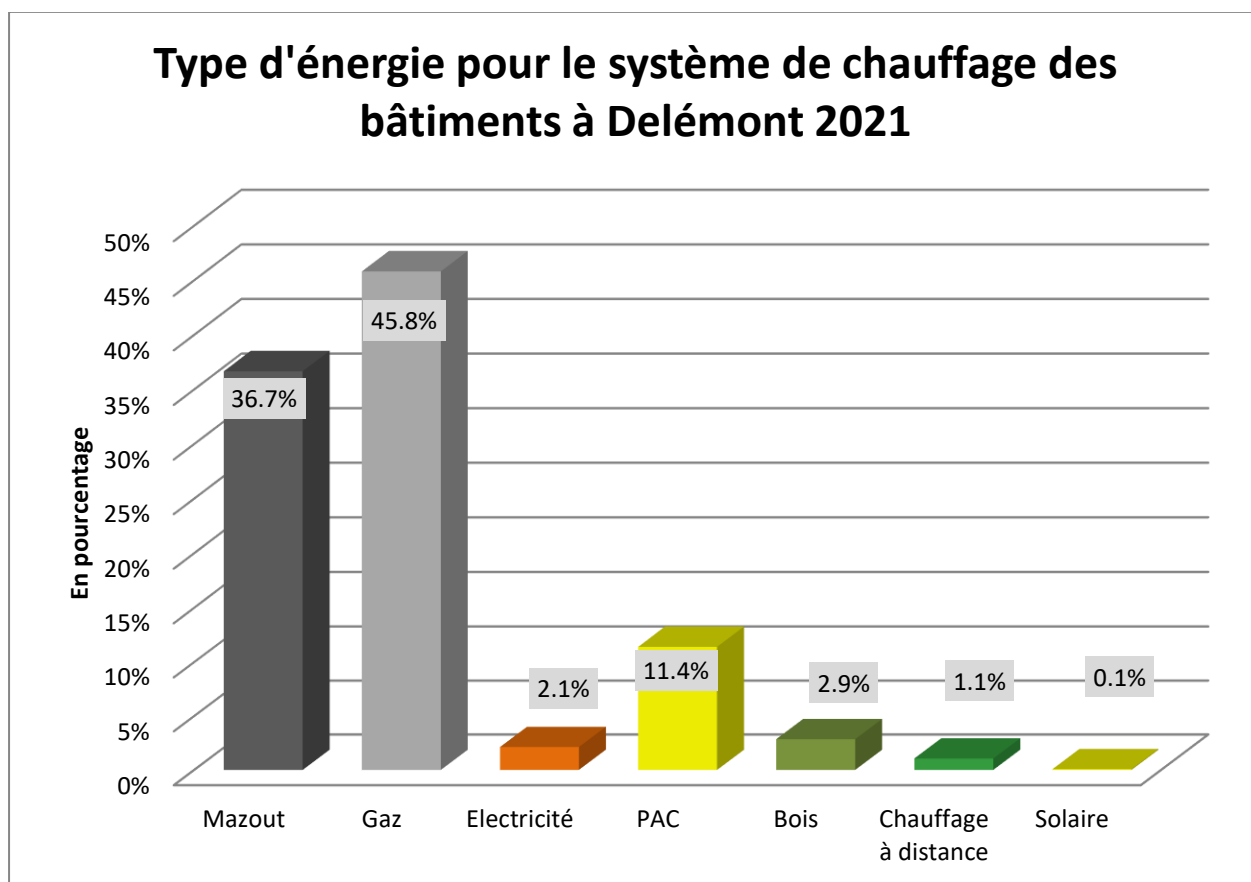
Politique énergétique

La politique énergétique de la Ville a connu un virage important en 2021. En effet, pour augmenter les collaborations intercommunales, il a été décidé d'un commun accord, et dans l'intérêt de tous, de regrouper les forces en la matière au sein de SACEN SA. Ainsi, avec les partenaires de longue date que sont Porrentruy et Fontenais (les autres Cités de l'énergie jurassiennes), l'Agglomération delémontaine a rejoint la liste des collectivités publiques conseillées par l'équipe « délégation à l'énergie » de SACEN. En toute fin d'année, la Ville de Moutier a également confié son destin énergétique commun à SACEN pour le 1^{er} janvier 2022.

L'élaboration d'un concept pour une conférence publique sur le thème de la mobilité durable a été établie, mais les conférences de Delémont et Porrentruy n'ont pas pu avoir lieu en raison des restrictions sanitaires.

Le contrat de suivi des bâtiments par le programme energo® s'est poursuivi.

La suspension des relations intercommunales étroites qui ont été établies dans le cadre du programme Energie du Réseau des villes de l'Arc jurassien (RVAJ), dont la Commission politique du Programme Energie a été présidée par Mme Macchi-Berdat, conseillère communale, a été confirmée. Une manifestation de clôture du programme 2016-2020 a été organisée. Le RVAJ regroupe les communes d'Orbe, de Neuchâtel, du Locle, de Saint-Imier, de Tramelan, de Bienne, de Moutier, de Sainte-Croix, de Porrentruy et de Delémont.



Développement territorial

- Suivi de différents projets de construction sur le territoire quant à leur approvisionnement énergétique (Projet Le Ticle-Théâtre du Jura)
- Projet de monitoring et de communication de la stratégie énergétique communale : création d'une carte interactive en ligne permettant de guider les citoyennes et les citoyens dans leurs choix énergétiques ; élaboration d'un concept pour la collecte de données énergétiques et la mise en place d'un tableau de bord d'indicateurs de suivi de la transition énergétique communale

Bâtiments et installations communaux

- Suivi du contrat avec l'association energo® pour l'optimisation énergétique des bâtiments communaux
- Suivi de la comptabilité énergétique des bâtiments communaux et réalisation de statistiques de consommation annuelle, basées sur les relevés hebdomadaires
- Pour les autres actions, se reporter aux informations figurant dans le chapitre correspondant du Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics
- Finalisation du processus d'assainissement de l'éclairage public

Approvisionnement

- Electricité 100% renouvelable à Delémont et développement des produits d'énergie renouvelable locale TOPAZE et AMBRE
- Développement des énergies renouvelables (installations solaires photovoltaïques)
- Coordination du projet d'extension du chauffage à distance (CAD) de la Bourgeoisie
- Substitution partielle du mazout par le gaz à l'Hôpital du Jura
- Mise en place de la compensation des émissions de gaz à effet de serre des ventes de gaz et d'un calculateur à l'attention des citoyennes et citoyens pour la compensation des activités privées

Mobilité

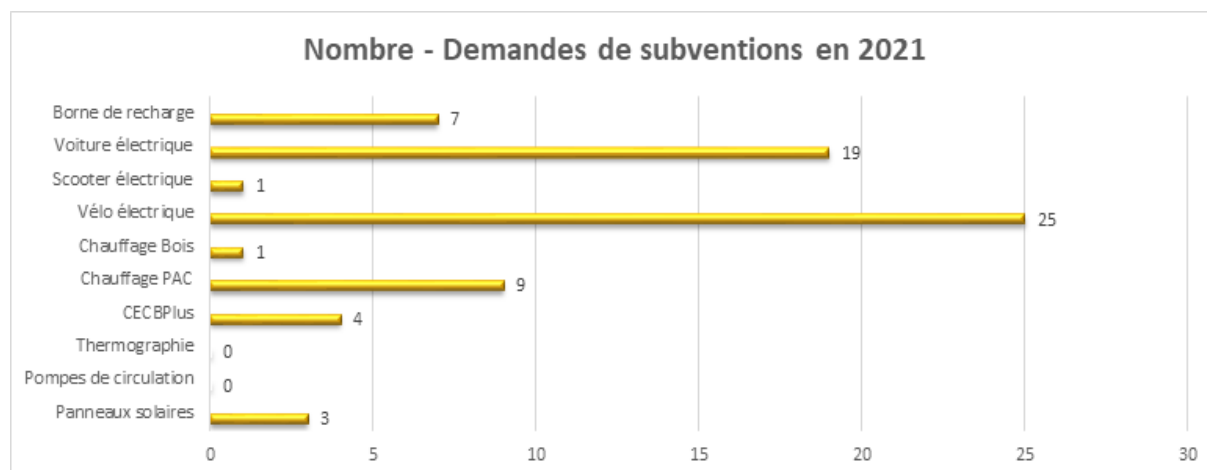
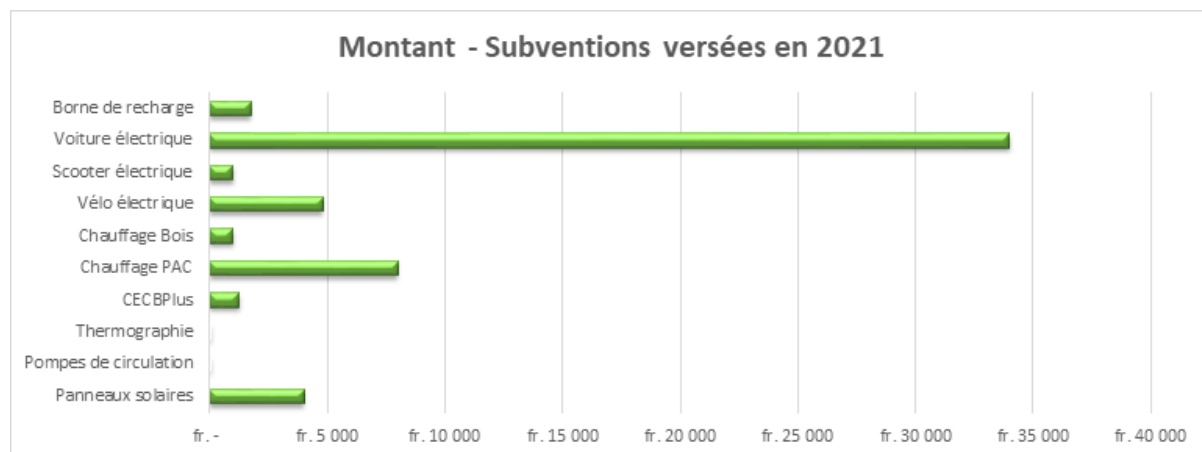
- Suivi du contrat mobility carsharing et accompagnement pour la reprise du contrat par mobility, l'installation d'un nouvel emplacement à la place de l'Etang et la substitution du véhicule thermique par un modèle électrique
- Développement du réseau public de recharge, avec l'installation de bornes de recharge Smotion pour véhicules électriques à la place de l'Etang et 4 bornes au parking du complexe Ticle-TdJ

Organisation interne

- Réaudit Cité de l'énergie gold eea et certification avec 80,1% des points potentiels
- Projet de bilan carbone de l'administration communale
- Participation au Comité de pilotage du projet de plan climat communal et animation d'ateliers participatifs

Communication et coopération

- Poursuite du programme de subventions dans le domaine du bâtiment (installation de panneaux solaires thermiques, changement de pompes de circulation, substitution des chauffages fossiles et électriques, CECB®Plus, thermographie) et pour la mobilité électrique (véhicules électriques et bornes de recharge)
- *Delémont.ch*, articles d'information réguliers dans la rubrique « Coin de la mandataire »
- Soutien et sensibilisation aux propriétaires en phase de changement de chauffage



4.8. Comité opérationnel (ComOp) de La Charte

En 2021, le Comité opérationnel (ComOp) de la Charte s'est réuni à 9 reprises afin de travailler selon les objectifs fixés par le Comité stratégique, de discuter et d'informer sur les tâches qui incombent à chaque service, et de relayer l'information d'approvisionnement et de commercialisation de SACEN SA au sein des 10 communes membres de la Charte.

Vu l'évolution des conditions cadres et légales, les principaux thèmes de l'année ont été les analyses en matière de Smartmetering, le projet de digitalisation des services et l'analyse pour la mise à jour des bases légales communales pour l'électricité.

4.9. Considérations finales

Pour les SID, 2021 aura été marquée par la réalisation d'investissements très importants : près de Fr. 4'000'000.- dans l'entretien des réseaux, le développement des énergies renouvelables et l'assainissement de l'éclairage public.

La situation des marchés énergétiques est particulièrement inquiétante, notamment avec une envolée du prix de l'électricité encore dépendant des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) et des émissions de CO₂. Si 2022 est encore assez stable en matière de prix de l'électricité, il n'en est pas de même pour le gaz. Et les années 2023 et suivantes risquent de subir des augmentations généralisées. La volatilité des prix et leurs niveaux n'ont jamais été aussi importants.

La structure de SACEN SA a débuté ses activités dans le domaine des prestations de conseil aux communes dans le domaine énergétique. Plus que jamais, la volonté des SID et de SACEN SA de développer des collaborations harmonieuses est reconnue et appréciée.

Le projet éolien suit ses procédures au niveau des offices fédéraux. Le plan directeur cantonal (Fiche 5.06) a été validé. Il sera une (pré)occupation importante ces prochaines années pour la Ville de Delémont. La production d'électricité renouvelable hivernale, en l'absence d'énergie solaire en suffisance, constituera le défi de ces prochaines années pour garantir la sécurité d'approvisionnement. Comme mentionné lors du dernier rapport, le maître-mot sera la consultation de la population à chaque étape d'un tel projet.

Les bases légales de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération – acceptée en vote populaire en mai 2017 – continuent à déployer leurs effets. Une adaptation de celle-ci sous la forme de « stratégie énergétique 2050+ » est plus contraignante. La Conception directrice de l'énergie de la Commune, réalisée par les SID dans le cadre de la révision du Plan d'aménagement local, est en adéquation avec cette stratégie mais nécessitera une mise à jour qui se déroulera en 2022, notamment en ce qui concerne les objectifs en matière de CO₂. L'Ordonnance cantonale sur l'énergie est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019. Un règlement communal sur l'énergie, basé sur l'ordonnance cantonale, devra être élaboré et soumis à l'approbation du Conseil de Ville. La situation particulière de 2020 et 2021 n'a pas permis de réaliser ce règlement. Le refus de la loi CO₂ en votation populaire fédérale a été un coup d'arrêt difficile en matière de stratégie climatique dont il faudra tenir compte vu le contexte climatique général. Les SID travaillent avec le Service UETP et les autres services communaux à l'élaboration d'un plan climat.

Parallèlement à cette stratégie énergétique ambitieuse, le DETEC bute définitivement sur l'ouverture totale du marché de l'électricité. L'abandon des accords-cadre avec l'Europe en sont la cause. La révision de la Loi sur l'Approvisionnement en Électricité (LApEI) et de la Loi sur l'énergie (Mantelerlass) seront présentées aux Autorités fédérales en 2022. Certains de leurs objectifs, ou du moins des mécanismes qu'elles prévoient, sont en contradiction avec la stratégie énergétique de la Confédération et renchériront le prix de l'électricité, notamment la construction de centrales à gaz.

Le développement des énergies renouvelables avec le soutien de la population au travers des prêts citoyens continue sa croissance constante. La mise en service de la Patinoire du SIDP à Porrentruy en 2021, selon le modèle delémontain, en prouve l'intérêt.

Toutes ces stratégies visent à réduire les agents fossiles et la consommation d'énergie en général. Les objectifs de la COP21 et de la société à 2000W pourront être atteints si les mesures prévues atteignent leurs objectifs. Chaque année qui passe rend l'atteinte de ces objectifs de plus en plus difficile au niveau planétaire. Les rapports successifs du GIEC le démontrent. Le point de non-retour est proche.

L'avenir énergétique continue d'être suivi avec attention par les SID. L'année 2021 démontre une fois de plus que les orientations stratégiques prises par les Autorités communales pour s'adapter à ce nouvel environnement, et la confiance témoignée aux SID ces dernières années, portent leurs fruits et représentent la volonté des citoyennes et citoyens. Dans le domaine du gaz, les nouveaux problèmes diplomatiquement qualifiés « de jeunesse » en 2020, ont pris une ampleur que personne n'aurait pu craindre. Les conflits d'intérêts insolubles ont eu raison de la patience delémontaine et sonné le glas de cette relation.

Les résultats financiers des SID sont à nouveau très bons en 2021.

Comme pour les autres secteurs de l'Administration communale, la disponibilité, la flexibilité et l'esprit qui animent le personnel du service sont à saluer. Sa flexibilité en période Covid-19 a été remarquable. En s'adaptant rapidement au télétravail, il a permis d'atteindre la quasi-totalité des objectifs fixés avant les

mesures sanitaires. Dans le contexte gazier difficile en 2021, la résilience du personnel a été remarquable, ce d'autant plus que certaines et certains ont été impliqués personnellement. Qu'ils en soient remerciés ! Pour conclure, le département tient à remercier les Autorités, les citoyennes et les citoyens pour la confiance qu'ils lui témoignent constamment et dont les collaboratrices et collaborateurs tiennent à se montrer dignes.

* * * * *

5. DEPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

(Responsable : M. Ernest Borruat, conseiller communal)

Préambule

L'année 2021 a été à nouveau marquée par l'événement de la pandémie liée à la Covid-19 qui a énormément perturbé toutes les activités du service, dans les domaines de la voirie, de la conciergerie, des bâtiments, du génie civil, de l'urbanisme ou encore des permis de construire. Perturbations des chantiers liées à des congés maladie et à la rupture des chaînes d'approvisionnement des matériaux, hausse importante des prix des fournitures, travail en mode protection avec de fortes contraintes, travail en équipes alternées à certains moments, prestations supplémentaires pour les nettoyages et la désinfection, pressions pour rattraper les retards pris : telles ont été les incidences permanentes d'une année durant laquelle les incertitudes ont lourdement pesé sur les dossiers traités, avec des charges de travail supplémentaires importantes. Pour autant, le service a pu continuer à assumer la plupart des prestations, mais des retards importants ont été pris, en particulier dans le domaine des permis de construire et de la police des constructions. Deux personnes ont été en situation d'épuisement professionnel dans ce domaine, en lien avec la surcharge et la mise en route de JURAC.

Dans ce contexte, la poursuite et la concrétisation des nombreux projets lancés les années précédentes ont été plus au moins bien assumées, d'une part avec les trois plus gros chantiers qu'a jamais connus la ville de Delémont et qui auront un impact urbanistique majeur : Le Ticle-Théâtre du Jura, le projet de La Poste et l'écoquartier EUROPAN 9 - Gros-Seuc, d'autre part avec les études des futurs grands projets que sont notamment l'école des Arquebusiers et la planification de son quartier, le concours d'idées en urbanisme Gare Sud ou encore la préparation du concours de la nouvelle passerelle CFF reliant le Nord et le Sud des voies. Les efforts consentis par le Service UETP ont permis à la ville de Delémont de poursuivre un développement réjouissant, en particulier dans les domaines de l'habitat, de l'économie et des loisirs. Le développement s'est ainsi poursuivi avec la terminaison et la mise en fonction de nombreux logements. Le taux de logements vacants a augmenté à 2,34% en 2021 (1,83% en 2020).

Les pages suivantes présentent, de manière très détaillée, l'état d'avancement des dossiers en cours. Parmi les principaux projets réalisés, en plus des grands dossiers énumérés précédemment, figurent notamment dans les chapitres ci-dessous : la poursuite des études du projet « Delémont marée basse », en particulier sur le secteur « Centre amont » ; le Plan climat avec comme perspective la révision du Règlement communal sur les constructions qui est pratiquement finalisé ; la poursuite des mesures liées au projet « Centre-ville Plus » (regroupant les démarches de revitalisation de la Vieille Ville et du quartier de la Gare, dont la zone de rencontre est à l'essai) ; l'adaptation du projet de la place Roland-Béguelin et de la zone de rencontre Vieille Ville avec la prise en compte des résultats de la consultation ; la demande de plusieurs crédits destinés à l'entretien et à l'assainissement du patrimoine, immobilier et routier, à l'entretien et à la réalisation de places de parc notamment ; la poursuite de l'analyse globale de la gestion des déchets, en coordination avec les projets régionaux du SEOD, afin de rechercher des mesures de rationalisation et d'économie, ainsi que la mise en place d'une déchèterie dans le secteur des Prés-Roses ; la gestion et la délivrance de très nombreux permis de construire, dont le nombre a dépassé la moyenne des dernières années malgré la pandémie.

A cela s'ajoutent naturellement toute la gestion de la voirie, des transports publics et des objets liés au patrimoine immobilier (bâtiments et terrains communaux), les routes et trottoirs (rues autour du projet Le Ticle-Théâtre du Jura et de la Poste, fin de la route de Domont, giratoire Robert-Caze, etc.), les canalisations, les cours d'eau, l'environnement, le domaine nature et paysage, l'affichage public et les enseignes, ainsi que le projet d'agglomération, entre autres.

Le Service UETP a par ailleurs participé activement à l'élaboration de nombreux messages, rapports et questions écrites, et aux réponses correspondant à plus de 50% des interventions qui ont été discutées au Conseil de Ville.

Objectifs du service et situation à fin 2021

Le Service UETP a poursuivi sa mission principale, « l'aide au projet au service du développement durable ». Cette mission s'est renforcée en 2021 en lien avec le projet du Plan climat qui doit permettre de prendre en considération, de manière encore plus importante, toutes les questions liées à la réduction de l'empreinte écologique de la commune, dans le but d'améliorer le bilan carbone de la ville. Celle-ci se décline, dans tous les domaines de compétences, au travers de quatre objectifs essentiels : faire mieux connaître les intentions de la Ville, en informant et en intervenant en amont des projets publics et privés ; prendre l'initiative de la négociation et de la recherche de solutions afin d'accompagner au mieux les promoteurs privés qui développent des projets sur Delémont ; montrer l'exemple lorsque la Municipalité est maître d'ouvrage

(bâtiments communaux, routes, cours d'eau, etc.) ; informer et associer les personnes et milieux concernés sur les projets et les prestations réalisées (les processus participatifs en place notamment pour « Delémont marée basse », les planifications de quartier, le projet « Centre-ville Plus », la place Roland-Béguelin, les places de jeux et le Plan climat, entre autres).

Evaluation des besoins du service

Les besoins du Service UETP avaient été évalués de manière très détaillée, dans le cadre du projet reflecta, afin de donner les moyens nécessaires à la réalisation des prestations de service public. Les nouvelles collaboratrices et les nouveaux collaborateurs engagés, dont les prestations étaient précédemment effectuées par des chargé-e-s de mission, des auxiliaires ou des bureaux, ont pris leurs fonctions : le service reste toutefois surchargé puisqu'en réalité seul 0,42 poste a été ajouté, alors que de nouvelles prestations et de nombreux projets supplémentaires ont dû être pris en charge. L'organigramme du Service UETP a été optimisé avec des réorganisations des tâches à l'interne : il permet de faire face aux besoins les plus pressants. Grâce aux crédits-cadre (notamment routes, canalisations, bâtiments, énergie, véhicules de la Voirie) et aux crédits spéciaux votés, les niveaux minimums nécessaires pour l'entretien du patrimoine communal ont été atteints, afin d'éviter une détérioration trop forte et de garantir une perte de sa valeur. Ces moyens devraient toutefois être renforcés.

Dans le domaine des permis de construire, les nombreux dossiers et le nombre croissant de cas avec oppositions, recours et dénonciations, ainsi que la mise en place de JURAC, ont conduit à deux cas d'épuisement professionnel. Même en optimisant les ressources et en s'appuyant sur les personnes du service, il est devenu indispensable d'augmenter le personnel dans ce domaine. D'autres communes l'ont déjà fait et une demande de création de poste sera présentée dans ce sens en 2022.

Dans le domaine de la mobilité douce, il y a un manque de ressources pour faire avancer cette problématique : l'engagement d'une personne déléguée à la mobilité douce à 50%, comme cela existe dans de nombreuses villes, sera nécessaire pour franchir un pas significatif.

Le manque de ressources est aussi présent dans le domaine du génie civil, avec les très nombreux projets et chantiers qui devront être lancés d'ici 2025, dans le cadre des mesures de Delémont du projet d'agglomération. Comme pour les SID, la création d'un poste de chef-fe de projet est indispensable à court terme, faute de quoi les projets ne pourront pas se faire avec des pertes de plusieurs millions de francs de subventions qui ne permettront plus de réaliser les travaux projetés et ne donneront plus l'occasion d'avoir de nouveaux soutiens financiers pour les futurs projets d'agglomération (PA5 en particulier).

Les très nombreux projets en cours, les nouveaux dossiers et les nouvelles tâches attribuées au Service UETP ont imposé le maintien des moyens financiers accordés pour des études de spécialistes dans les domaines les plus sollicités (cours d'eau, canalisations - PGEE, gestion des déchets, bâtiments communaux, projet d'agglomération, aménagement du territoire et urbanisme, mobilité). Le maintien de mandats reste indispensable afin, d'une part, de disposer de compétences techniques et d'expertises qui ne peuvent pas être réalisées à l'interne et, d'autre part, de garder toute marge de manœuvre pour l'avenir, en fonction du volume des tâches du service.

5.1. Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département

Etat d'avancement des motions et postulats

Seuls les motions et postulats qui ont connu un développement (études ou mise en œuvre) ou qui ont été acceptés en 2021 sont ici présentés. Leur état d'avancement est le suivant :

Intervention	N°	Titre	Suivi
Postulat	4.04/10	Circulation à vélo en ville	Le Plan directeur communal de la mobilité douce a été finalisé. Le crédit-cadre accepté par le Conseil de Ville en 2018 est mis en œuvre progressivement. Il y a un manque de ressources pour faire avancer cette problématique : l'engagement d'une personne déléguée à la mobilité douce à 50% sera nécessaire pour franchir un pas significatif.

Postulat	4.06/10	Place de jeux : combler les lacunes	Conformément au Plan directeur des places de jeux, et selon le crédit-cadre voté, quelques jeux ont été changés ; la nouvelle place de jeux du Righi a été réalisée et le réaménagement complet de la place de jeu et du parc du Pré-Guillaume a été étudié en vue d'une demande de crédit en 2022.
Postulat	4.10/11	Collecte des déchets	L'analyse du fonctionnement du système de collecte de la Ville se poursuit afin de rechercher des solutions de rationalisation et des économies, en synergie avec les projets régionaux du SEOD. Le projet de déchèterie régionale est pratiquement finalisé et une localisation a été retenue aux Prés-Roses suite à la décision du Corps électoral de modifier le Plan de zones. L'analyse des besoins pour la mise en place de conteneurs semi-enterrés est encore en voie de finalisation.
Motion	5.03/13	Sécurité des enfants	Une étude globale des passages piétons prioritaires a été réalisée en 2014. Les mesures sur les passages piétons les plus prioritaires se poursuivent, conformément au crédit-cadre voté.
Motion	5.09/13	Des places de jeux dignes de ce nom sans attendre	Conformément au Plan directeur des places de jeux, et selon le crédit-cadre voté, quelques jeux ont été changés ; la nouvelle place de jeux du Righi a été réalisée et le réaménagement complet de la place de jeu et du parc du Pré Guillaume a été étudiée en vue d'une demande de crédit en 2022.
Motion	5.15/13	Des passages piétons accessibles à tous	Une étude globale des passages piétons prioritaires a été réalisée en 2014. Les mesures sur les passages piétons les plus prioritaires se poursuivent, conformément au crédit-cadre voté.
Motion	5.01/15	Restaurer et entretenir l'allée d'arbres du chemin de Domont	Le plan de renouvellement est mis en œuvre par étape, comme convenu avec tous les acteurs concernés, selon les modalités et les priorités définies. Une nouvelle étape a été finalisée en 2021.
Motion	5.17/15	Coulée verte et mobilité douce : du Centre-ville à la Vieille Ville en passant par le CREA	Deux éléments du maillon essentiel manquant ont été réalisés. Les discussions avec un propriétaire n'ont pas abouti et seront reprises lorsque ce dernier déposera un nouveau permis de construire.
Postulat	4.13/15	Panneaux lumineux indiquant, en temps réel, le nombre de places de stationnement disponibles dans les différents parkings de Delémont	L'étude a été finalisée mais les coûts sont démesurés. Une demande de crédit devrait être présentée si les Autorités entendent réaliser le projet.
Postulat	4.15/15	Passage sous-voie de la gare : réduire le sentiment d'insécurité	Les premières mesures d'amélioration ont été réalisées en collaboration avec les CFF qui ne sont pas disposés à faire des investissements plus importants. Une étude de fonds sera réalisée dans le cadre du plan spécial qui fera suite au concours d'idées en urbanisme Gare Sud.
Motion	5.01/16	Mise en œuvre du PAL : pour une information régulière au Conseil de Ville	La mise en place d'un monitoring du nouveau PAL « Delémont, Cap sur 2030 » est pratiquement finalisée conformément à la demande. Le document de suivi n'a pas pu être réalisé plus rapidement suite au départ d'une collaboratrice et par manque de temps.

Motion	5.08/16	Après de mon arbre...	La mesure est mise en œuvre progressivement avec la plantation de 10 nouveaux arbres/an pour cette motion (d'autres nouveaux arbres ont été plantés).
Motion	5.14/16	Limiter le trafic de transit par les routes de desserte	La mesure concernant la Vieille Ville a été étudiée dans le cadre du projet de zone de rencontre Vieille Ville et de la place Roland-Béguelin qui a été finalisé. Le dépôt public est prévu début 2022. Le projet de réaménagement de la route de Moutier Ouest et du quai de la Sorne, en vue de la mise en place d'une zone de rencontre, est pratiquement finalisé. Un tronçon de zone de rencontre provisoire est également en place à l'avenue de la Gare et devrait s'étendre.
Motion	5.17/16	Mise en place d'une solution provisoire pour l'accès de la passerelle de Morépoint avant son remplacement prévu en 2020-2022	Une demande de crédit a été présentée en 2021. L'entrée en matière a été refusée, une variante bois ayant été demandée. Le dossier est en attente, vu le manque de ressources dans le domaine du génie civil.
Postulat	4.07/16	Delémont, une ville zéro pesticides : c'est possible !	La mise en œuvre des mesures qui peuvent être prises est effective. La Voirie est très attentive à cette question.
Postulat	4.10/16	Pour une Vieille Ville qui vit	Le projet de redynamisation de la Vieille Ville se poursuit, dans le cadre du projet « Centre-ville Plus » avec des résultats très probants. Toutefois, la pandémie a fortement ralenti le processus et de nouveaux locaux vides sont apparus aux rez-de-chaussée suite à la fermeture de commerces. La mise en place d'un poste de chargé-e de promotion et de développement économique devient indispensable et urgente.
Motion	5.15/17	Pour enjamber la Sorne, une passerelle oubliée !	Une demande de crédit a été présentée en 2021. L'entrée en matière a été refusée, une variante bois ayant été demandée. Le dossier est en attente, vu le manque de ressources dans le domaine du génie civil.
Postulat	4.08/17	Programme de lutte contre les plantes invasives	La Voirie poursuit son programme d'actions en fonction des moyens et du temps disponible qui est nettement insuffisant. Une stratégie globale a été établie et une action a pu être réalisée sur le ruisseau de Mettembert en collaboration avec l'AJAM, qui a été menée avec une grande satisfaction de tous les acteurs concernés.
Motion	5.04/18	Des places de stationnement à supprimer, par mesure de sécurité	Afin de compenser les 4 places de parc concernées de la rue du 23-Juin, la procédure est terminée suite à la levée des oppositions. Les places seront effacées et les nouveaux marquages seront réalisés lorsque le parking de la place de l'Etang sera totalement fonctionnel (la Police municipale doit gérer la dernière étape liée aux questions informatiques et d'échanges de données).
Motion	5.08/18	Un accès aux lieux publics pour toutes et tous	Un crédit a été accepté par le Conseil de Ville afin de réaliser les études nécessaires, en collaboration avec Pro Infirmis. Les études sont encore en voie de finalisation.
Postulat	4.04/18	Du minéral au végétal	L'étude visant à végétaliser la rue du 23-Juin, notamment, a été réalisée. Suite au concours mené pour une zone de rencontre, des plantations avec une déminéralisation sur le côté Nord de la rue pourraient voir le jour, sous réserve des autorisations et du crédit.

Motion	5.22/19	Route de la Communance : sortir de l'impasse	La motion a été acceptée début 2020. La mise en place d'un revêtement phono absorbant a été effectuée. L'étude en vue de l'amélioration des flux de mobilité douce est en cours et sera finalisée en 2022.
Motion	5.20/19	Mégots : les gestes qui comptent	L'étude de la mise en place de mesures afin de lutter contre le littering des mégots est terminée. Des boîtes à mégots ont été installées à la Gare et en Vieille Ville. Un clip et des ecobox (cendriers portatifs) seront diffusés début 2022.
Motion	5.19/19	Faire entrer plus de biodiversité dans le règlement communal	L'étude de l'adaptation du Règlement communal sur les constructions a été finalisée en tenant compte des résultats de la consultation sur le Plan climat. Le dépôt public des modifications est prévu au premier semestre 2022. La mise en œuvre est déjà effective dans tous les services communaux concernés.
Motion	5.18/19	Renforcer l'arborisation dans les projets de construction	L'étude de l'adaptation du Règlement communal sur les constructions a été finalisée.
Motion	5.16/19	Plantons des arbres	L'étude de l'adaptation du Règlement communal sur les constructions a été finalisée.
Motion	5.15/19	Plan climat	La démarche participative s'est poursuivie avec la consultation qui a connu un grand succès. La stratégie est en voie de finalisation et le plan d'actions pourra être développé en 2022. La mise en œuvre est déjà effective dans tous les services communaux concernés.
Motion	5.14/19	Vieille Ville – Zone de rencontre	Le projet de zone de rencontre éphémère est finalisé pour un essai et le dépôt public est prévu début 2022.
Motion	5.13/19	Place aux femmes dans les rues et places de la ville	La motion est mise en œuvre : une nouvelle rue Jeanne-Haas Ulmann, née à Delémont, a été inaugurée en 2021 en mémoire des victimes de la Shoah.
Motion	5.12/19	Pour un contrôle objectif et sérieux du respect des CCT lors d'adjudication des marchés publics communaux	La motion est mise en œuvre : les attestations des commissions paritaires sont ainsi systématiquement demandées.
Motion	5.07/19	Une déchèterie pour Delémont	L'étude a été finalisée pour le projet de déchèterie régionale et les accords ont été passés pour l'achat d'un terrain aux Prés-Roses pour lequel un changement de zone a été accepté par le Corps électoral.
Motion	5.04/19	Un arbre à l'arrivée	La motion a été acceptée sous la forme de la plantation d'un arbre pour toute nouvelle naissance. 1500 arbustes et 76 arbres ont été plantés en 2021 sur le domaine public, et des certificats pour le solde ont été achetés par les SID pour compenser les émissions de CO ₂ .
Postulat	4.15/19	Des transports urbains gratuits ?	Suite à l'acceptation du postulat, l'étude a été finalisée. Dans le cadre du débat d'orientation pour le changement d'horaire 2022, le Conseil de Ville a décidé d'accorder la gratuité de la navette durant les premières semaines et le week-end. La navette peut être utilisée à un prix très abordable, inférieur aux tarifs habituels.

Postulat	4.10/19	Projet de « Jardin de la biodiversité »	Un projet a été réalisé. Il sera concrétisé dès 2022 suite à l'acceptation du crédit par le Conseil de Ville.
Postulat	4.08/19	Delémont, ville verte ?	Le projet visant à obtenir le label Ville verte est en voie de finalisation. Un travail très important doit y être consacré, représentant 20% d'un poste de travail.
Postulat	4.07/19	Réintroduire des journées sans voitures	Le projet prévu dans le cadre de la Semaine européenne de la mobilité a été annulé en 2020 et 2021 suite à la pandémie. Cette semaine sera remise en place en 2022.
Postulat	4.06/19	Recycler le plastique	L'étude a été menée. Les réflexions en vue d'une mise en œuvre se poursuivent dans le cadre du projet de centre de collecte et de valorisation des déchets du SEOD.
Postulat	4.03/19	Donner la parole aux citoyens et citoyennes de la Ville	Le Service UETP est attentif à la participation des citoyennes et des citoyens depuis de nombreuses années et a pris l'habitude de mener des démarches participatives, en particulier pour les grands projets, notamment Delémont marée basse, Gare Sud, Les Arquebusiers, le Plan climat, Centre-Ville Plus. Ce travail nécessite des ressources importantes.
Motion	5.13/20	Appliquons des critères d'adjudication de développement durable	La motion est mise en œuvre. Un suivi encore plus rigoureux a été mis en place.
Motion	5.07/20	Dépôt sauvage de déchets : il est temps de sévir !	La mise en place d'une stratégie globale avec un concept basé sur l'information, la sensibilisation, la prévention et le contrôle a été élaborée. Des actions ont été menées dans le terrain. Le recours aux caméras de vidéosurveillance est indispensable car il n'y a pas de ressources humaines suffisantes pour des contrôles sur le terrain.
Motion	5.05/20	Favoriser la construction en bois	La mise en œuvre de la motion est effective. Le projet d'école des Arquebusiers sera en bois. Le recours au bois local est intégré systématiquement dans tous les projets, pour autant que cela puisse se faire.
Motion	5.03/20	Bruits routiers : si on tentait de mettre les bœufs devant la charrue	La demande de mise à 30 km/h des rues concernées, route de Porrentruy et faubourg des Capucins, a fait l'objet d'une étude et d'une publication qui a suscité des oppositions qui sont traitées par le Canton.
Postulat	4.04/20	Réviser le règlement du marché delémontain	Ce dossier n'est pas porté par le Service UETP qui participera aux réflexions vu son implication dans la gestion du marché.
Postulat	4.02/20	Projet pilote de la tarification de la mobilité à Delémont	Un dossier a été présenté à la Confédération. Le Conseil fédéral a retenu le projet de Delémont. La suite du processus est en cours.
Motion	5.03/21	Plan d'aménagement local « Delémont, Cap sur 2030 » un bilan	La mise en place d'un monitoring du nouveau PAL « Delémont, Cap sur 2030 » est pratiquement finalisée conformément à la demande. Le document de suivi n'a pas pu être réalisé plus rapidement suite au départ d'une collaboratrice et par manque de temps.
Motion	5.05/21	Gare Sud : faire partir le train de l'innovation à l'heure !	La motion, qui était déjà en œuvre avec le concours d'idées en urbanisme Gare Sud, a été acceptée. Le projet se poursuit de manière très active.
Motion	5.06/21	La ferme du Neuf-Cul au sec pour Noël	Les travaux demandés ont été réalisés rapidement. Des négociations sont en cours pour acheter la ferme et ses alentours dans le cadre du projet Gare Sud.

Motion	5.07/21	Généralisons le 30 km/h dans les zones résidentielles	La motion sera mise en œuvre dans le cadre de l'étude globale qui sera menée sur l'ensemble de la ville. Un montant pour cette étude est inscrit au Plan financier des investissements et un crédit sera demandé.
Motion	5.08/21	De l'énergie renouvelable par et pour les Jurassiens, également nos déchets verts	La Municipalité est associée à ce projet en tant que fournisseur de déchets verts et membre du SEOD. Ce dernier a accepté de participer au financement du projet, afin de lui donner une dimension publique.
Motion	5.10/21	Sauvegarde du bâtiment de la Gare 11, sis sur la parcelle n° 898, avenue de la Gare à Delémont	La sauvegarde du bâtiment est garantie, notamment à court terme avec la reprise des surfaces pour répondre aux besoins du Collège qui manque de locaux.

5.2. **Etat général d'avancement des principaux projets décidés par le Conseil de Ville et le Corps électoral**

L'état d'avancement des principaux projets décidés par le Conseil de Ville et le Corps électoral et qui concernent le Service UETP est le suivant avec un état des crédits à fin 2021, selon les chiffres du plan financier communal :

Projets en cours (votés jusqu'à fin 2021)	L'état des dépenses est en principe celui inscrit au plan financier du budget 2022
« Delémont marée basse » – crédit-cadre (Fr. 15'000'000.-)	Les études et les travaux se poursuivent, conformément à la planification retenue. Il reste environ Fr. 3'900'000.- au niveau des dépenses communales.
Crédit d'études de Fr. 160'000.- pour la réalisation d'un Plan directeur des rues du Centre-gare et l'établissement du projet et du devis du réaménagement de l'avenue de la Gare (étape 1 liée au projet d'agglomération)	Les études du projet sont en cours avec un groupe d'accompagnement représentant tous les milieux concernés (démarche participative). Une procédure d'information et de participation reste à faire, certainement pas avant 2023, vu la charge de travail du Service UETP.
Crédit-cadre 2013-2017 de Fr. 365'000.- pour le renouvellement et la construction de nouvelles places de jeux	Quelques nouveaux jeux ont été posés et le projet de la place de jeux du Righi a été réalisé. Le crédit est maîtrisé.
Adoption du plan spécial obligatoire N° 74 « EUROPAN 9 - Gros-Seuc » : projet d'écoquartier en vue de la réalisation de plus de 300 logements au cœur de la ville de Delémont	Un crédit d'investissement de Fr. 980'000.- a été voté pour la part communale des équipements. Les travaux ont débuté en 2021. Fr. 100'000.- environ dépensés.
Règlement communal sur la vidéosurveillance	L'acquisition de nouvelles caméras est planifiée.
Crédit de Fr. 1'850'000.- pour le réaménagement de la route de Moutier (UETP + SID)	La première étape, qui était la principale, a été réalisée le long du Campus StrateJ. Fr. 960'000.- environ dépensés. La seconde étape reste à planifier.
Crédit-cadre 2015-2019 de Fr. 950'000.- pour la sécurisation des passages piétons prioritaires (UETP + SID), dont Fr. 475'000.- pour UETP	Les travaux se poursuivent, selon la planification prévue. Il reste environ Fr. 150'000.- sur le crédit voté sur la part UETP.
Crédit-cadre de Fr. 1'850'000.- pour l'assainissement du bruit routier entre 2015 et 2019 (aménagement de surface)	La route de la Communance a été assainie et la route de Domont a été terminée en 2021. Le crédit est maîtrisé.
Crédit-cadre de Fr. 1'780'100.- HT pour l'assainissement des réseaux souterrains (PGEE, eau potable, électricité, gaz naturel, éclairage public) dans le cadre de l'assainissement du bruit routier entre 2015 et 2019, dont Fr. 671'300.- pour UETP	La route de la Communance a été assainie et la route de Domont a été terminée en 2021. Le crédit est maîtrisé.

Crédit d'études de Fr. 130'000.- pour les passerelles sur la Sorne du Collège, du Haut-Fourneau et de Morépont et pour le parc urbain en lien avec le projet « Delémont marée basse »	Les passerelles du Collège et du Haut-Fourneau ont été réalisées et mises en service. La nouvelle passerelle de Morépont doit faire l'objet d'une variante bois.
Demande de mise à disposition en droit de superficie des parcelles communales N ^{os} 469 (anciens Abattoirs), 839 et 840 (Clair-Logis) pour le développement de structures destinées à l'accueil des aînés	Les travaux de l'EMS Sorne sont terminés et ceux de Clair-Logis sont en cours.
Crédit de Fr. 1'980'000.- pour l'achat de la parcelle N° 5331, sise à la Communance, d'une surface de 23'000 m ²	Le terrain sera mis à disposition pour l'accueil de nouvelles entreprises. Le plan spécial est en voie de finalisation et sera déposé principalement en 2022.
Crédit-cadre de Fr. 630'000.- pour les adaptations des bâtiments communaux aux directives de protection incendie	Une partie des travaux a été réalisée. Fr. 280'000.- environ dépensés.
Autorisation de vente des parcelles N ^{os} 2754 et 2743, représentant 4'243 m ² , sises Entre-les-Etangs, en vue de la réalisation de maisons individuelles et/ou jumelées pour un montant de Fr. 1'188'040.-	Suite à l'acceptation de la vente des deux parcelles, décidée en 2017, les constructions sont terminées ou en cours et le solde suivra normalement.
Autorisation d'échange de terrain entre les parcelles N ^{os} 897 et 466 afin de remplacer l'écopoint existant de la rue du Vieux-Château et de permettre le développement d'un projet à l'avenue de la Gare, avec une soulte de Fr. 620'550.- en faveur de la Commune	Les projets relatifs aux terrains concernés ont été finalisés. Les travaux de l'écopoint sont en cours. Le concours privé sur la parcelle N° 897 a été réalisé et une demande de permis est prévue en 2022.
Crédit-cadre 2017-2021 de Fr. 918'000.- pour le remplacement et l'achat de véhicules pour la Voirie communale	Les changements de véhicules ont été réalisés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit-cadre de Fr. 1'500'000.- pour l'entretien des bâtiments communaux sur la période 2017-2021	Il reste environ Fr. 150'000.-. Les travaux se poursuivent selon la planification retenue.
Crédit de Fr. 980'000.- pour la part communale à la réalisation des équipements et aménagements des espaces publics du projet d'écoquartier « EUROPAN 9 - Gros-Seuc » permettant la réalisation de plus de 300 logements	Fr. 100'000.- environ dépensés. Les travaux communaux se poursuivront selon les besoins.
Crédit-cadre de Fr. 900'000.- pour les travaux d'assainissement et de rénovation des fontaines municipales en Vieille Ville	En 2020, les fontaines de la Vierge, des jardins et de la cour du Château ont été traitées. En 2021, la fontaine St-Maurice a été refaite. Les autres travaux se poursuivent selon la planification retenue. Il reste environ Fr. 250'000.-.
Crédit-cadre 2017-2021 de Fr. 1'800'000.- pour l'entretien et la réfection des routes	Il reste environ Fr. 250'000.-. Les travaux se poursuivent selon la planification prévue.
Message au Corps électoral concernant la demande de crédit de Fr. 7'300'000.- pour les travaux d'assainissement du bâtiment scolaire du Gros-Seuc, dont Fr. 650'000.- à charge des Services industriels pour une centrale photovoltaïque	Le bâtiment rénové a été inauguré en 2021, avec un retard dû à la pandémie. Le crédit est maîtrisé malgré les aléas de la pandémie.
Rapport 2021 du Conseil communal au Conseil de Ville concernant le projet « Delémont marée basse »	Le rapport a été présenté au Conseil de Ville et n'a pas fait l'objet de commentaires et remarques.
Crédit d'études de Fr. 190'000.- pour lancer un concours d'idées en vue du réaménagement de la place Roland-Béguelin et de la mise en place d'une zone de rencontre sur l'ensemble de la Vieille Ville	La démarche participative se poursuit pour développer le projet retenu suite à la consultation publique. Le dépôt public devrait intervenir en 2022.

Crédit-cadre de Fr. 1'950'000.- pour l'entretien des bâtiments du Collège de Delémont sur la période 2018-2022	Il reste environ Fr. 270'000.-. Les travaux se poursuivent selon la planification retenue.
Crédit d'études de Fr. 200'000.- pour lancer un concours de projets en vue de la construction d'un nouveau bâtiment scolaire, intégré dans un concept global de quartier, sur le site des Arquebusiers	Un crédit d'études pour le développement du plan spécial et du projet en vue du futur crédit d'exécution a été accepté par le Corps électoral. Le plan spécial a été développé dans le cadre de la démarche participative mise en place et le projet d'école est pratiquement finalisé. Les deux dossiers seront soumis au Conseil de Ville en 2022.
Crédit-cadre de Fr. 360'000.- « Mobilité douce » pour améliorer la sécurité et le confort des itinéraires piétonniers et cyclables	Fr. 180'000.- environ dépensés. Les premiers grands travaux ont été réalisés à la route du Vorbourg notamment. Il y a un manque de ressources pour faire avancer cette problématique : l'engagement d'une personne déléguée à la mobilité douce à 50% sera nécessaire pour franchir un pas significatif.
Crédit d'études de Fr. 220'000.- pour financer la part communale afin de lancer une procédure compétitive en vue du développement du secteur stratégique Gare Sud	Le concours a été lancé en 2020 et a livré ses résultats en 2021. La suite des démarches s'est faite immédiatement et se poursuit. Un plan spécial suivra.
Crédit d'études de Fr. 190'000.- pour l'assainissement des réseaux souterrains et des surfaces des rues de la mesure 1.4a3 du projet d'agglomération situés aux alentours du projet « PostelImmobilier » et liés au projet « Delémont marée basse »	Les études sont finalisées en vue de réaménager la route de Moutier Est et le quai de la Sorne. La prochaine étape prévue est le dépôt public d'un plan de route qui sera suivi d'une demande de crédit.
Crédit d'investissement de Fr. 1'921'000.- pour le réaménagement de la rue de la Brasserie et du Ticle	Les travaux sont pratiquement terminés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit de Fr. 321'500.- pour le réaménagement de la place de l'Etang	Le parking de la place de l'Etang n'est pas encore totalement fonctionnel (la Police municipale doit gérer la dernière étape liée aux questions informatiques et d'échanges de données). Le crédit est maîtrisé.
Crédit d'investissement de Fr. 1'883'000.- pour le réaménagement de la route de Bâle	Les travaux sont pratiquement terminés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit d'investissement de Fr. 2'038'000.- pour la construction d'un giratoire au carrefour route de Bâle-avenue de la Gare	Les travaux sont pratiquement terminés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit d'investissement de Fr. 1'378'000.- pour le réaménagement de l'avenue de la Gare Nord	Les travaux sont pratiquement terminés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit d'études de Fr. 135'000.- pour l'établissement d'un inventaire des conditions d'accessibilité aux bâtiments communaux pour les personnes à mobilité réduite et la définition des mesures correctives	Les études sont terminées. La prochaine étape sera la demande d'un crédit pour réaliser les travaux urgents.
Message au Corps électoral concernant le crédit de Fr. 2'600'000.- pour la réfection du terrain de football synthétique actuel et la conversion d'un terrain engazonné en terrain synthétique	Les travaux sont terminés. Le crédit est maîtrisé.
Message au Corps électoral concernant la demande de crédit de Fr. 8'942'000.-, sous déduction des subventions fédérales et cantonales, pour le traitement des micropolluants à la STEP de Soyhières	Les travaux sont terminés. Le crédit est suivi par le SEDE.

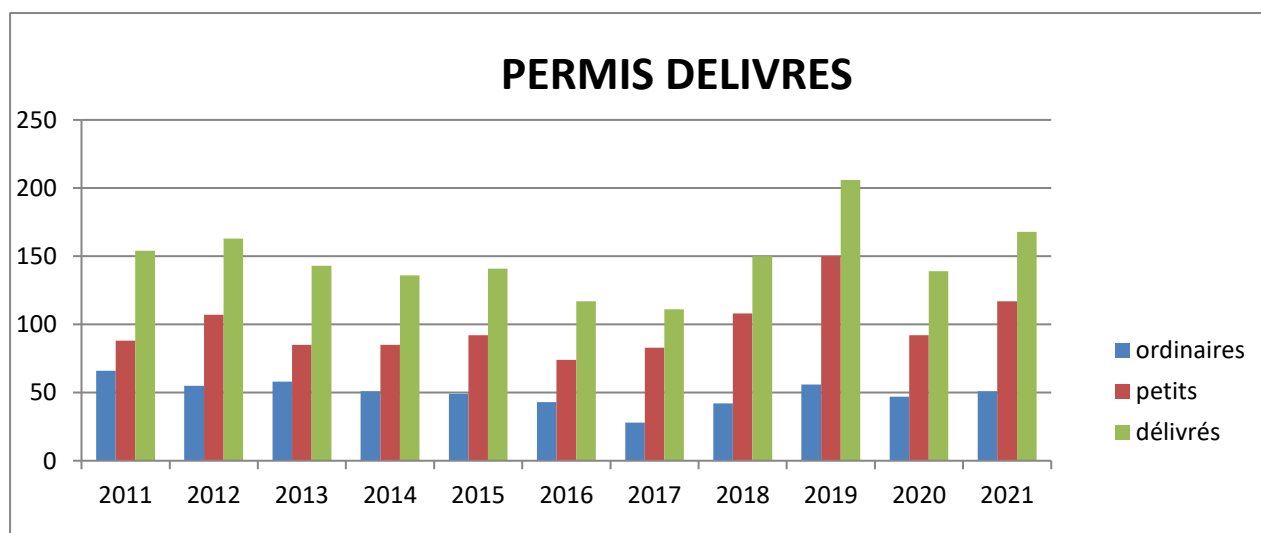
Crédit de Fr. 212'000.- pour l'organisation d'un concours de projets pour une nouvelle passerelle reliant le centre-ville au secteur Gare Sud	Le cahier des charges est finalisé et le concours sera lancé en 2022. La recherche de solutions sera complexe en raison des contraintes précises qui ont été identifiées dans le cadre de l'élaboration du cahier des charges.
Crédit-cadre de Fr. 1'910'000.- pour le financement de la première phase du redéploiement du centre d'entretien des Travaux publics, soit l'acquisition d'une parcelle de 3'292 m ² à la rue de la Communance et la construction à court terme d'une nouvelle serre	Les études sont en cours.
Crédit de Fr. 310'000.- pour les interventions à court terme destinées à l'emménagement de la Villa Vermeille des Services CSJL et CSE	Les travaux sont finalisés. Le crédit est maîtrisé.
Crédit d'investissement de Fr. 2'096'000.- pour le réaménagement de la rue des Texerans et des espaces publics liés au projet « Postelmmobilier » gérés par la Commune	Les travaux sont en cours. Fr. 1'000'000.- environ dépensés.
Crédit d'investissement de Fr. 580'000.- pour le déplacement de l'écopoint existant, de la rue du Vieux-Château à la route de Bâle	Les travaux sont en cours. Fr. 300'000.- environ dépensés.
Crédit de Fr. 410'000.- pour l'acquisition de la parcelle N° 841, rue des Texerans à Delémont (277 m ²), et pour la démolition du bâtiment actuel	Les travaux de démolition ont été réalisés et la construction de Clair-Logis est en cours.
Crédit-cadre 2020-2024 de Fr. 1'900'000.- HT pour l'assainissement du réseau de canalisations des eaux usées	Les travaux sont en cours. Fr. 800'000.- environ dépensés.
Crédit d'études de Fr. 150'000.- pour le réaménagement des Vies-Ste-Catherine comme itinéraire mobilité douce et la création d'un nouvel accès routier aux Prés-Roses conformément aux mesures 1.36a et 1.36b du projet d'agglomération	Les études sont en cours.
Message au Corps électoral relatif à la demande d'un crédit d'études de Fr. 770'000.- pour la réalisation des études en vue des constructions sur le secteur MDa « Les Arquebusiers », en particulier un nouveau bâtiment scolaire – 2 ^e lecture	Les études sont en voie de finalisation, y compris la démarche SEED (Label Quartiers durables). Le plan spécial et le crédit pour l'école seront présentés au Conseil de Ville en 2022.
Message au Corps électoral relatif à la modification du Plan d'aménagement local destiné au projet de déchèterie aux Prés-Roses	Le Corps électoral a accepté en 2021 le changement de zone qui permettra l'acquisition des terrains et la réalisation du Centre de collecte et de valorisation des déchets par le SEOD.
Adaptation de la taxe des digues – Cadre général et financement	L'adaptation de la taxe des digues a été acceptée par le Conseil de Ville.
Demande de réaffectation de la provision « Politique foncière & logements » de Fr. 4'076'651.- par un préfinancement pour la construction d'une école primaire aux Arquebusiers	Le Conseil de Ville a validé en 2021 cette demande qui permettra de financer une partie du projet de l'école des Arquebusiers.
Crédit de Fr. 1'360'000.- pour la réalisation de la passerelle de Morépoint en lien avec le projet « Delémont marée basse »	L'entrée en matière sur la demande de crédit a été refusée en 2021. L'étude d'une variante bois est demandée.
Crédit d'études de Fr. 220'000.- pour développer le projet de réaménagement de la place Roland-Béguelin et de la zone de rencontre de la Vieille Ville	Le crédit d'études a été accepté en 2021. Les études sont en cours dans le cadre de la démarche participative retenue.

Débat d'orientation concernant le développement des prestations des transports publics - transports urbains (TUD) dès décembre 2021 avec l'option d'une nouvelle navette électrique au centre-ville	Le débat d'orientation a permis de définir les nouvelles prestations très importantes qui ont été mises en place en décembre 2021, avec une politique tarifaire attractive pour la nouvelle navette Gare-Vieille Ville en particulier.
Crédit-cadre 2021-2024 de Fr. 2'100'000.- pour divers assainissements énergétiques dans les bâtiments communaux	Le crédit a été accepté en 2021. Les travaux ont débuté. Fr. 500'000.- environ dépensés.
Crédit-cadre 2021-2024 de Fr. 1'720'000.- pour l'entretien et l'adaptation des installations du Centre sportif de la Blancherie	Le crédit a été accepté en 2021. Les travaux ont débuté. Fr. 120'000.- environ dépensés.
Crédit d'investissement de Fr. 998'000.- pour l'aménagement d'un giratoire à la jonction de la route de la Communance et de la rue Robert-Caze	Le crédit a été accepté en 2021. Les travaux sont en voie de finalisation. Fr. 700'000.- environ dépensés.
Crédit d'études de Fr. 220'000.- pour la création d'une liaison de mobilité douce à l'entrée sud-est de Delémont au sud des voies correspondant aux mesures d'agglomération 1.14a, 2.14c et 3.02a	Le crédit a été accepté en 2021. Les études sont en cours.
Crédit de Fr. 48'000.- pour la mise en place d'une planification relative à la nouvelle technologie 5G qui sera intégrée dans le Plan d'aménagement local	Le crédit a été accepté en 2021. Les études sont en cours. Une consultation publique est prévue début 2022.

5.3. Permis de construire et police des constructions

Le premier graphique ci-après présente l'évolution du nombre de permis de construire délivrés et publiés. L'année 2021 a été marquée par une nouvelle augmentation des permis traités qui a créé une très forte surcharge de travail : 168 dossiers (139 en 2020) ont été délivrés (+ 22%) et 157 (160 en 2020) ont été publiés (- 2%), en tenant compte qu'à fin 2021 de nombreux dossiers étaient en attente d'un dépôt public. Malgré la pandémie, une hausse de l'activité immobilière liée à la conjoncture a été constatée. Le nombre de permis ordinaires traités 51 (47 en 2020) est légèrement supérieur à l'année précédente, et le nombre de petits permis 117 est à un niveau nettement plus élevé (92 en 2020).

La surcharge a été particulièrement forte en raison, d'une part, de la mise en service de JURAC et, d'autre part, du changement d'orientation professionnelle de la responsable des permis (dès début novembre) qui n'a pas été remplacée durant plusieurs mois. Des ressources supplémentaires internes ont été utilisées qui ont permis de compenser partiellement le départ. Deux situations d'épuisement professionnel se sont produites. L'augmentation des ressources humaines est indispensable, comme de nombreuses autres communes et villes l'ont fait, afin de retrouver une situation équilibrée et surtout assurer un suivi des permis et des cas de police des constructions avec des contrôles réguliers, ce qui ne se fait pratiquement plus actuellement.



	ordinaires	petits	délivrés	publiés
2011	66	88	154	146
2012	55	107	163	172
2013	58	85	143	144
2014	51	85	136	136
2015	49	92	141	140
2016	43	74	117	118
2017	28	83	111	112
2018	42	108	150	177
2019	59	148	206	207
2020	47	92	139	160
2021	51	117	168	157

Avec la forte augmentation du nombre de permis traités et les nombreux cas de police des constructions, la charge de travail du Service UETP est devenue ingérable à certains moments. Par ailleurs, les dossiers avec opposition, ou qui posent des problèmes de conformité, sont toujours plus nombreux, ce qui a également contribué à rendre les procédures plus longues et plus complexes.

Nouvelles données depuis 2014, notamment suite à la demande de la Commission de gestion et de vérification des comptes (CGVC) concernant les permis publiés :

- 23 permis (contre 40 en 2020) ont fait l'objet d'oppositions (44 oppositions au total contre 100 en 2020)
- 19 séances de conciliations ont été tenues (contre 27 en 2020), mais à fin 2021 plusieurs séances étaient en attente faute de ressources
- 4 permis avec dérogation ont fait l'objet d'oppositions : 2 permis ont été délivrés et 2 sont toujours en cours de traitement
- 19 permis sans dérogation ont fait l'objet d'oppositions : 9 permis ont été délivrés après le retrait des oppositions et les 10 autres sont en cours
- 8 dossiers ont fait l'objet de demandes d'arrêt des travaux (contre 20 en 2020)
- 39 dossiers ont fait l'objet de décision de rétablissement conforme à la loi (cas de travaux engagés sans permis ou non conformes)

Selon les données Vysual, le temps consacré aux permis de construire par tous les collaborateurs concernés du Service UETP est approximativement le suivant (entre parenthèses les chiffres 2020), en considérant qu'il est inférieur à la réalité : comme en 2020, puisque tous les collaborateurs n'ont pas pu noter leur temps de travail effectif en lien avec la pandémie et le télétravail notamment :

- contacts préalables : 236 heures (407)
- traitement des dossiers : 813 heures (1'185)
- oppositions et décisions : 245 heures (234) sans les heures de l'avocat-conseil¹
- contrôles de conformité : 557 heures (445)
- police des constructions : 502 heures (445)
- statistiques : 21 heures (25)
- RegBL² : 334 heures (408)
- coordination interne : 94 heures (94)
- téléphones 211 heures
- panneaux solaires 35 heures

TOTAL 3'048 heures **(3'243 en 2020)**

¹ Le Service UETP a dû recourir beaucoup plus fréquemment aux services de l'avocat-conseil

² Registre des bâtiments et logements : augmentation due à la mise à jour globale des données

Suite à la demande de la CGVC faite en 2015, concernant la facturation des principaux émoluments liés aux permis de construire, les résultats de l'analyse des montants facturés aboutit aux chiffres suivants :

- émoluments communaux UETP : Fr. 71'067.40
- émoluments cantonaux : Fr. 31'884.00 (il s'agit d'une refacturation des frais dus au Canton)
- inspecteur du feu : Fr. 750.00
- émoluments SID : Fr. 6'148.65 (il s'agit d'une refacturation)
- prestations Pro Infirmis : Fr. 1'771.65
- expertises diverses : Fr. 1'708.00

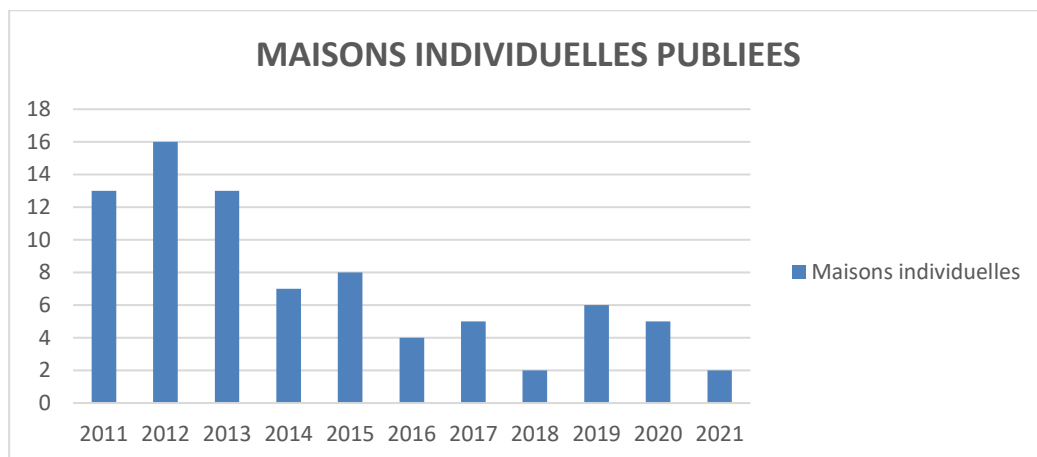
Il faut par ailleurs souligner qu'une part des heures du chef de service et de la responsable des permis de construire, qui interviennent avant même le dépôt du permis de construire (contacts préalables), n'est pas facturée : ces prestations s'inscrivent en effet dans le cadre de la mission d'aide au projet.

Concernant la gestion des permis de construire, le Service UETP a participé très activement au projet de gestion informatisée JURAC, pour lequel la Ville de Delémont a été une des communes-pilote. Un temps

considérable a été consacré à ce dossier par plusieurs personnes, afin que le système soit opérationnel au 1^{er} janvier 2021. Le bilan de la mise en œuvre de JURAC est généralement satisfaisant.

5.4. **Maisons individuelles et jumelées publiées**

Les deux graphiques ci-dessous présentent le nombre de maisons individuelles et jumelées publiées à Delémont au cours des dernières années.



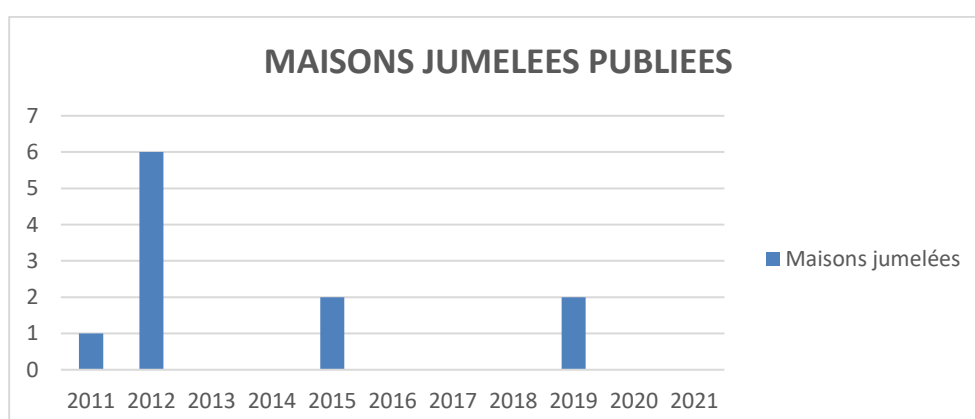
L'offre actuelle de terrains équipés, donc immédiatement disponibles, reste très faible, ce qui a conduit le Conseil communal à poursuivre sa réflexion et ses démarches auprès des propriétaires de terrains libres afin de remettre sur le marché de nouvelles surfaces disponibles. Une réflexion a été menée en détail dans ce but, dans le cadre de la révision du PAL « Delémont, Cap sur 2030 », afin d'exploiter les réserves foncières encore libres et densifier les parcelles qui présentent un potentiel de développement.

Les statistiques tirées du *Journal Officiel* concernant les mouvements des ménages liés à la construction de maisons familiales, mettent en évidence que le maintien d'une offre de terrains attractive est nécessaire. Au cours de l'année 2021, seules 2 maisons individuelles ont été publiées à Delémont. Par contre, 8 familles ont quitté la ville pour construire une maison familiale à l'extérieur (contre 7 en 2020).

Ces statistiques doivent quelque peu être relativisées dans le sens où l'on constate que certaines familles, qui étaient en liste d'attente pour construire sur un nouveau lotissement, n'ont pas quitté la ville mais ont racheté des maisons qu'elles ont rénovées. Ainsi, en 2021, 8 maisons individuelles ont été rénovées avec permis (ce qui n'inclut pas les petites rénovations), avec changement de propriétaire (contre 7 en 2020, 4 en 2019 et 7 en 2018).

Le Conseil communal est conscient qu'il est nécessaire d'améliorer l'offre de terrains à bâtir pour la réalisation de maisons individuelles et jumelées notamment. Un rapport d'opportunité a été réalisé dans ce sens afin d'évaluer la clause du besoin qui pourrait permettre d'engager une modification du Plan de zones. Les résultats ont mis en évidence que le Canton n'entrerait pas en matière pour une extension de la zone à bâtir, même en l'absence d'une offre pour la maison individuelle, car c'est l'offre pour de nouveaux logements tous types confondus qui est prise en considération.

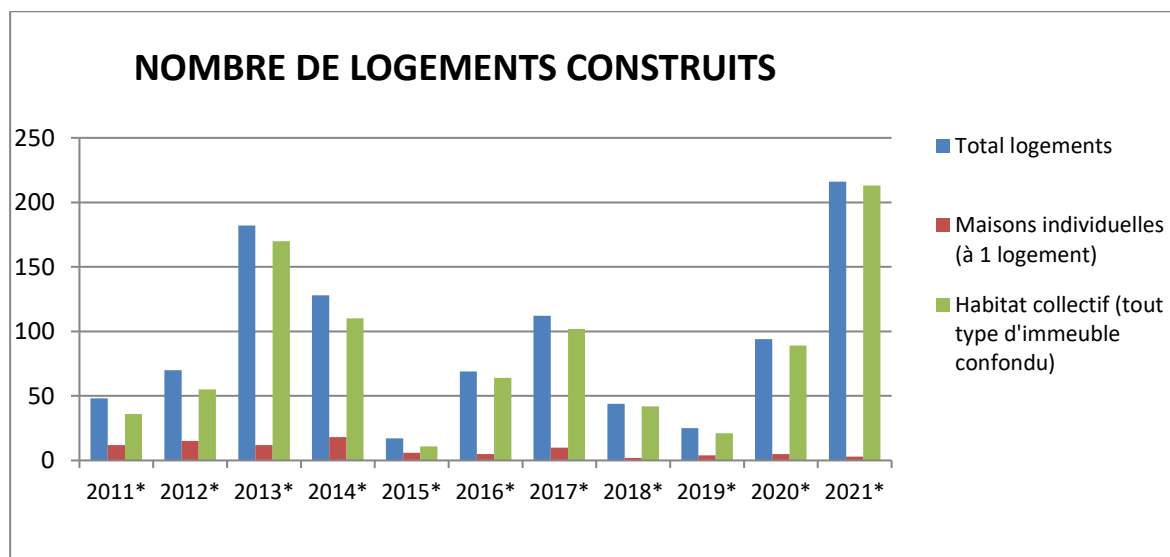
Maisons jumelées



Le nombre de maisons jumelées publiées chaque année est très fluctuant et dépend essentiellement des efforts déployés par des investisseurs privés intéressés à la promotion de ce type d'habitat. La création d'une véritable offre en la matière ne pourra être envisagée avec un effet important que lors de la réalisation de nouveaux lotissements, en particulier dans le cadre d'un projet de nouvelle zone à bâtir.

5.5. Montants investis et logements construits

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des montants investis et des logements – toutes catégories confondues, individuel, groupé et collectif – construits à Delémont.

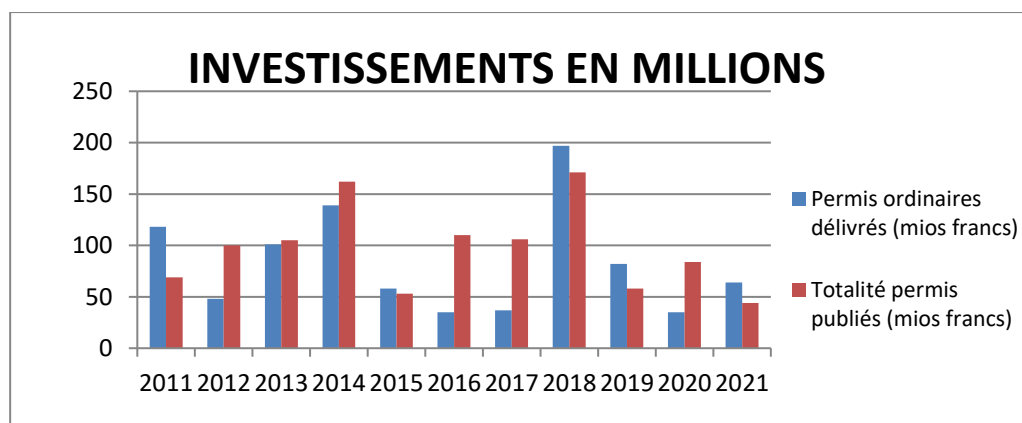


*les chiffres ont été adaptés car repris du RegBL

Les données précédemment publiées étaient tirées de la statistique des permis de construire. Depuis 2017, toutes les données ont été actualisées en tenant compte des logements effectivement terminés chaque année, soit sur la base des chantiers constatés finis. Cette nouvelle méthode induit quelques changements avec de grandes fluctuations possibles lorsqu'un grand projet se termine (différence subite d'une année à l'autre).

L'année 2021 est très nettement supérieure à l'année précédente, en ce qui concerne la réalisation de nouveaux bâtiments voués à l'habitat collectif, avec 216 nouveaux logements, notamment au Ticle-Théâtre du Jura en particulier (dont 3 maisons individuelles). Sur les 6 dernières années, ce chiffre dépasse la moyenne habituelle des 60 nouveaux logements par année, ce qui va conduire à une forte augmentation du nombre de logements vacants. Pour information, en 2021 le taux de logements vacants était de 2,34% ce qui confirme pour l'instant un marché équilibré, qui s'explique par le fait que les logements en cours de construction ne sont pas encore utilisables. Mais il est évident que ce taux va fortement augmenter dans les années à venir en lien avec les projets en cours. La Municipalité n'a toutefois pas les moyens de réguler le marché, sauf pour les terrains dont elle est propriétaire.

L'effet positif de ces constructions sur l'évolution démographique ne s'est pas répercuté au niveau démographique, puisque la population de Delémont n'a pas augmenté en 2021. Il faut toutefois rappeler que la construction de nouveaux logements est également nécessaire pour maintenir la population actuelle, en raison notamment du phénomène de desserrement des familles (séparations, divorces) et des jeunes qui prennent plus rapidement un logement que par le passé.



Le montant des investissements est resté dans la moyenne des dernières années, sachant que 2018 avait été une année exceptionnelle avec les deux grands projets : Le Ticle-Théâtre du Jura et La Poste. Cette statistique dépend essentiellement de très grands projets qui présentent des montants d'investissement élevés.

5.6. Aménagement local et urbanisme

Les principaux efforts déployés en matière d'aménagement local et d'urbanisme ont été consacrés aux deux domaines d'action suivants : d'une part, assurer la promotion des terrains – y compris les friches – et locaux disponibles, en recherchant et en accompagnant les promoteurs et les sociétés intéressés, en collaboration avec le Maire ; d'autre part, poursuivre les études et démarches en vue du développement des secteurs stratégiques, notamment les zones d'activités de la Communance (Nord et Sud) et innodel, l'écoquartier « EUROPAN 9 - Gros-Seuc », le pôle de développement de la Gare CFF, les secteurs Ticle-Théâtre du Jura et Poste, Gare Sud (organisation et suivi d'un concours d'idées en urbanisme), Les Arquebusiers.

La mise en œuvre du nouveau PAL « Delémont, Cap sur 2030 » est au cœur de l'activité du service : les nouvelles dispositions réglementaires, les enjeux fixés et les objectifs retenus imposent une attention accrue avec un but majeur, concilier densité et qualité dans le respect du développement durable et en tenant compte de la lutte contre le réchauffement climatique. Dans ce sens, les concours d'urbanisme relatifs aux secteurs Gare Sud et des Arquebusiers ont livré des résultats qui permettront de développer deux plans spéciaux en vue de la réalisation de quartiers durables conformes au label SEED. L'étude du plan spécial Communance Nord (terrains à l'Ouest d'Alcosuisse) est pratiquement finalisée : elle permettra d'équiper les surfaces communales pour accueillir de nouvelles entreprises. L'étude destinée à mettre en place une planification sur l'ensemble du territoire pour maîtriser le développement des antennes de téléphonie mobile (5G notamment) est en grande partie finalisée : elle débouchera sur un Plan directeur et une modification du Plan d'aménagement local.

La modification du Règlement communal sur les constructions, afin de tenir compte des nouvelles exigences cantonales notamment, mais surtout du Plan climat, a été finalisée afin de la mettre en discussion dans les commissions concernées. Le bilan périodique du PAL « Delémont, cap sur 2030 » a enfin pu être engagé et est en discussion au sein de la Commission UETP. Ces deux dossiers importants seront présentés au Conseil de Ville en 2022.

La réflexion engagée, afin de redynamiser la Vieille Ville et le quartier de la Gare, a été poursuivie dans le cadre de la démarche participative avec tous les milieux et acteurs concernés. La poursuite de la mise en place des actions du projet « Centre-Ville Plus » est en cours. La Covid-19, avec la fermeture de commerces, restaurants et bars, a malheureusement déjà produit ses effets avec des arrêts d'activité liés au manque de recettes. Le projet relatif à la place Roland-Béguelin et à la zone de rencontre Vieille Ville a été repris et remodelé en tenant compte de la démarche participative et des résultats de la consultation publique.

En matière de promotion et de développement économique, de nombreux contacts ont été établis avec différents investisseurs : plusieurs terrains sont ainsi réservés pour des extensions et des constructions de nouvelles entreprises, à la Communance en particulier. Les démarches se poursuivent pour développer des projets au Sud des voies. Le Maire et l'Urbaniste communal ont également été engagés sur innodel, qui accueille désormais une antenne du SIP BASELAREA (Parc suisse de l'innovation) et dans les projets cantonaux, afin de positionner la ville de Delémont de manière plus favorable aux niveaux régional et national.

5.7. Projet d'agglomération

Un investissement très important a, à nouveau, été consenti dans le projet d'agglomération de Delémont, principalement dans deux domaines. Au niveau politique, les deux organes en place (Comité politique - Conseil d'agglomération et Commission d'aménagement du territoire + énergie), placés sous la présidence du Maire et du Conseiller communal UETP, ont poursuivi le travail engagé ces dernières années pour mettre en œuvre le Plan directeur régional et les nombreuses mesures des PA1, 2 et 3.

Le projet « Campagne d'agglomération » a malheureusement dû être mis en attente en raison de la pandémie. Suite à l'obtention du label Cité de l'énergie pour l'agglomération en tant que Région Energie, les mesures se sont poursuivies. Le nouveau mandataire SACEN a débuté ses activités de conseil et de développement de projets.

Une démarche a été engagée en 2019 afin de bénéficier d'un programme fédéral en faveur de la biodiversité dans les agglomérations : elle a débouché sur les premières réalisations. Une autre demande innovante a également été réalisée dans le domaine de la mobilité avec le projet Regiomove, qui a permis d'identifier une série de mesures à mettre en œuvre, et de préparer un concept de promotion de la mobilité douce qui a été mis en œuvre en 2021 avec la campagne « A bicyclette, c'est chouette ». Un projet de règlement-type

destiné à favoriser la réhabilitation de l'habitat a par ailleurs été établi et la recherche de projets-pilote a débuté dans toutes les communes.

Du point de vue organisationnel, le bureau technique a vécu sa septième année de fonctionnement, avec une chargée de mission à 50%, dont le financement est assuré par les 11 communes, placée sous la direction technique du chef du Service UETP. Le bilan 2021, pour lequel un rapport spécifique a été établi pour les organes de l'agglomération, est positif et l'organisation actuelle donne satisfaction.

Au niveau de la Ville de Delémont, près de 30 mesures doivent être mises en œuvre, dont de très gros chantiers qui doivent absolument débiter d'ici 2025, faute de quoi les subventions fédérales, voire cantonales, seront perdues (notamment le réaménagement de la Vieille Ville, l'avenue de la Gare, la route de Moutier Ouest et le quai de la Sorne, les Vies-Ste-Catherine, la nouvelle passerelle sur les voies CFF, le futur accès mobilité douce Delémont Est, etc.). Le manque de ressources temporaire dans le domaine du génie civil doit être comblé rapidement, par des appuis supplémentaires. Comme pour les SID, la création d'un poste de chef-fe de projet est indispensable à court terme, faute de quoi les projets ne pourront pas se faire, avec des pertes de plusieurs millions de francs de subventions qui ne permettront plus de faire les travaux projetés et ne donneront plus l'occasion d'avoir de nouveaux soutiens financiers pour les futurs projets d'agglomération (PA5 en particulier).

5.8. Transports Urbains Delémontains (TUD)

Le Service UETP a participé activement à l'élaboration de l'offre des prestations des TUD, en collaboration avec CarPostal Région Ouest, chargé de l'exploitation, le Canton (Section mobilité et transports) et les communes de l'agglomération. Comme le montre le tableau ci-dessous, le nombre de voyageuses et de voyageurs a augmenté, malgré la pandémie, grâce aux efforts qui ont été déployés en lien avec l'augmentation des prestations. Pour la première fois de l'histoire des TUD, le cap des 300'000 voyageuses et voyageurs a été franchi.

	Voyageuses et voyageurs¹
2011	232'255
2012	235'139
2013	226'339
2014	226'191
2015	230'315
2016	239'727
2017	261'099
2018	268'157
2019	283'036
2020	213'340
2021	301'808

¹ Jusqu'à fin 2010, il s'agissait d'une estimation sur la base de 4 comptages annuels (méthodologie courante) ; depuis 2011, un système de comptage automatique a été mis en place pour les lignes 1 et 2, ce qui peut conduire à quelques différences par rapport aux années précédentes quant à l'évaluation du nombre de voyageuses et voyageurs transportés.

Il y a eu malgré tout une diminution de la fréquentation, comme partout ailleurs en Suisse et au-delà, en lien avec la Covid-19, suite au confinement et à la mise en place du télétravail. La diminution de 25% environ qui a été observée sur les lignes des TUD est similaire à la moyenne nationale observée sur le réseau CarPostal. Concernant PubliCar, le nouveau système d'exploitation mis en place fin 2013, avec la collaboration d'un taxi mandaté par CarPostal, a permis d'améliorer la qualité des prestations, tout en réduisant fortement les charges financières. Les résultats sont positifs malgré le Covid, puisque 9'422 voyageuses et voyageurs ont été transportés en 2021. Là aussi la diminution par rapport aux moyennes des années précédentes s'explique par la pandémie.

Suite à l'affaire CarPostal, un nouveau modèle de calcul des offres a été développé et présenté, qui a conduit à un changement de la comptabilité communale, puisque les recettes ne sont plus encaissées par la Municipalité, mais directement par l'exploitant qui naturellement les déduit de son offre.

Dès 2022, CarPostal détient la concession, suite à l'appel d'offres réalisé par le Canton, ce qui améliorera la transparence financière. Les nouvelles prestations qui ont été mises en place en décembre 2021, suite au débat d'orientation, permettront d'améliorer de manière très importante la qualité de desserte de la ville, en particulier avec la nouvelle navette Gare-Vieille Ville, la remise en place de courses aux heures creuses sur la ligne 2 du Cras-des-Fourches, ainsi que des bus toutes les 10 minutes aux heures de pointe entre ce

quartier et la Commune. Une campagne de promotion très active a été mise en place avec MOBIJU et se poursuivra en 2022.

Le projet d'adaptation des arrêts de bus aux normes LHand avance lentement et ponctuellement. Le crédit-cadre prévu, qui permettra d'assainir les arrêts de bus en général, n'a pas pu être traité en raison d'un manque de ressources humaines.

Dans le cadre de la promotion des TUD, et des transports publics en général, les « cartes journalières Commune » ont à nouveau connu un grand succès, malgré la pandémie. Avec 13 titres de transport, la Commune dispose ainsi d'un produit attractif qui contribue à améliorer l'accessibilité des transports publics et à renforcer les efforts entrepris afin de promouvoir une mobilité douce et durable. En 2021, les cartes ont été vendues à 84%, un taux nettement inférieur à la moyenne habituelle, en raison du Covid.

5.9. Bâtiments et terrains communaux, sites et monuments protégés

La Ville compte 64 bâtiments à entretenir qui représentent une valeur vénale estimée à 110 millions de francs environ. Un entretien minimal des bâtiments communaux a été effectué, en fonction des dotations du budget de fonctionnement. En complément aux crédits spéciaux octroyés par le Conseil de Ville, les crédits-cadre pour l'entretien des bâtiments communaux, pour le Collège, pour le Centre sportif et pour divers assainissements énergétiques permettent de viser un niveau d'entretien satisfaisant pour les bâtiments considérés.

Les efforts principaux ont été consacrés aux projets suivants : planification et suivi des travaux liés aux crédits-cadre pour le Centre sportif, l'entretien et les assainissements énergétiques des bâtiments communaux et le Collège notamment ; mise en œuvre du crédit-cadre pour les adaptations des bâtiments aux directives de protection incendie, y compris les plans d'évacuation ; poursuite des études de mesures permettant de faciliter l'accès aux principaux bâtiments communaux aux personnes à mobilité réduite (PMR) ; études afin d'assainir et d'agrandir le centre d'entretien de la Voirie avec une demande de crédit ad hoc ; établissement du projet pour la construction d'un nouveau bâtiment scolaire aux Arquebusiers ; réalisation des nouveaux terrains synthétiques ; poursuite des travaux d'adaptation au cimetière afin de rendre les lieux plus accueillants et les adapter aux besoins actuels ; finalisation des travaux d'assainissement du bâtiment scolaire du Gros-Seuc ; poursuite des travaux de rénovation des fontaines de la Vieille Ville.

Un suivi attentif a été porté sur les travaux qui ont été engagés par les propriétaires privés sur des bâtiments protégés, en particulier en Vieille Ville, afin de poursuivre l'effort visant une mise en valeur du patrimoine architectural. Sur la base de l'arrêté pour attribuer des subventions pour la rénovation des façades en Vieille Ville, des aides financières ont été accordées à plusieurs propriétaires. Une politique foncière communale active a été poursuivie, dans le cadre d'une vision à long terme, afin de valoriser le patrimoine immobilier communal et disposer des terrains stratégiques pour assurer le développement de la ville.

Des travaux importants ont également été engagés pour procéder à des changements de chauffage afin de se libérer des énergies fossiles, en particulier au Château de Delémont. Des efforts ont été menés, en collaboration avec la mandataire chargée du suivi de la politique énergétique communale, afin d'établir une véritable compatibilité énergétique des bâtiments communaux.

La démarche energo®, menée en particulier au Centre sportif et au Collège, a permis d'obtenir des économies importantes. D'autres bâtiments ont été analysés sous le même angle et certains réglages ont été affinés, toujours en vue d'économies d'énergie. La démarche Enerschool engagée au Collège s'est poursuivie, qui a permis d'informer et de sensibiliser toutes les occupantes et tous les occupants du bâtiment, en particulier les élèves.

Concernant la maintenance des bâtiments (conciergerie), la planification globale a été mise à jour. Les principales données de base qui ont été récoltées par les concierges montrent l'importance des travaux de maintenance actuels : plus de 28'000 heures par année sont consacrées à la maintenance de près de 30'000 m² de surface.

5.10. Routes, rues et trottoirs et mobilité douce

La ville compte 400'000 m² de routes communales (51 km) et trottoirs (40 km) à entretenir, soit 67 terrains de football (routes privées et de la Bourgeoisie non comprises). Cette surface représente, à neuf, un patrimoine avoisinant les 100 millions de francs. Conformément aux documents d'analyse et de gestion de l'état constructif du réseau routier utilisés depuis plusieurs années, les travaux prioritaires ont été réalisés en fonction des ressources financières disponibles.

Le budget annuel pour l'entretien des routes, rues et trottoirs ne permet que de remettre en état des petites dégradations. Le crédit-cadre pour l'entretien et la réfection des routes, nécessaire pour maintenir au minimum l'état du réseau, a ainsi permis plusieurs interventions prioritaires. Les moyens financiers

disponibles ont permis de procéder à un entretien par gravillonnage de quelques rues fortement dégradées et de procéder à la pose de tapis finaux dans les secteurs qui étaient en grande partie construits.

Les efforts principaux ont par ailleurs été portés sur les projets suivants : mise en œuvre du crédit-cadre pour la sécurisation des passages piétons prioritaires ; poursuite des travaux des rues situées aux alentours du projet Le Ticle-Théâtre du Jura et en lien avec le projet PostelImmobilier ; réalisation de la seconde étape de la route du Domont dans le cadre de l'assainissement de l'infrastructure et de la protection contre le bruit ; divers autres travaux, notamment la finalisation du giratoire Victor-Helg et la réalisation du giratoire Robert-Caze. La Confédération a réalisé le giratoire provisoire du Jumbo, qui améliore la situation, mais devra être revu dans le cadre du projet définitif afin d'intégrer des mesures plus confortables et sécurisées, pour les vélos en particulier. Le Canton a de son côté poursuivi les travaux d'assainissement des bordures de la RDU auxquels la Municipalité prend part.

Des études et travaux ont également été consacrés aux aménagements et assainissements qui sont réalisés en lien avec les équipements et les aménagements du futur écoquartier, à la réalisation des mesures liées au crédit-cadre « Mobilité douce », au réaménagement de la place de l'Etang, à la préparation du projet de réaménagement du quai de la Sorne et de la route de Moutier Ouest, à la rénovation du Pont de la Maltière, aux prochaines étapes d'équipement de Communance Sud et Nord. Le diagnostic des ouvrages en général (ponts, passerelles, murs, etc.) a été finalisé : il permettra de définir une planification avec les priorités d'intervention à court, moyen et long termes.

Diverses mesures et projets ont été réalisés ou développés dans le domaine de la mobilité douce, soit dans le cadre des chantiers en cours, soit en lien avec les projets d'agglomération, y compris dans les domaines de l'information et de la sensibilisation (dont la campagne « A bicyclette c'est chouette »). Une réflexion a été lancée en vue de la mise en place généralisée de zones 20 et 30 afin, notamment, de répondre à une motion du Conseil de Ville. Plusieurs zones existent actuellement et seront encore développées à court terme, en particulier en Vieille Ville et dans le quartier de la Gare. Malgré toute l'énergie déployée, il y a un manque de ressources pour faire avancer les projets en matière de mobilité douce : l'engagement d'une personne déléguée à la mobilité douce à 50% sera nécessaire pour franchir un pas significatif.

5.11. Canalisations – PGEE

Le budget annuel pour l'entretien des canalisations permet de faire des curages, des réfections ponctuelles et quelques passages à la caméra. Les crédits-cadre sont, dans ce sens, nécessaires pour entreprendre des travaux plus importants : le premier pour le renouvellement des infrastructures et le second pour les mesures d'assainissement liées au plan d'actions du PGEE. Dans le cadre des mesures liées à ces crédits, plusieurs tronçons ont été assainis en 2021. Un nouveau crédit-cadre a été accepté pour la poursuite des assainissements nécessaires. Le Département UETP participe activement aux différents projets du SEDE (Syndicat intercommunal pour l'assainissement des eaux de Delémont et environs). La révision du Règlement sur les eaux usées n'a pas pu être entreprise en raison d'un manque de ressources.

5.12. Cours d'eau et projet « Delémont marée basse »

L'année 2021 a été marquée par de très fortes pluies, sur des épisodes violents et répétés, qui ont créé des problèmes à de nombreux endroits à Delémont. Pour les mois de juin et juillet, plus de 116 événements ont été constatés dans différents quartiers de la ville (dont 89 interventions en juin et juillet 2021). Le Service UETP assure naturellement un suivi des cas sur lesquels la Municipalité a une maîtrise, tout en rappelant que les normes ne prévoient pas de gérer les situations extrêmes. Avec le réchauffement climatique, il faut s'attendre à ce que ces genres d'événements deviennent de plus en plus fréquents et violents. Cette situation montre le bien-fondé de la politique communale de gestion des cours d'eau, en particulier au travers du projet « Delémont marée basse ». Mais les autres cours d'eau ne sont pas en reste et plusieurs projets sont à l'étude ou devront également être développés. Une mise à jour de la carte des dangers de la ville permettra de mieux cibler dans le futur les interventions à mettre en œuvre, ainsi que les prescriptions à fixer dans les plans spéciaux et dans les permis de construire.

La gestion et l'entretien des cours d'eau ont été réalisés, en collaboration avec la Commission des digues, afin d'assurer l'écoulement normal des eaux et d'éviter des problèmes d'obturation ou de refoulement. Le Plan global de gestion et d'entretien de tous les cours d'eau communaux, validé par le Conseil communal et approuvé par l'Office cantonal de l'environnement, est mis en œuvre conformément aux priorités définies. Une réflexion a été engagée en vue de sa révision, ainsi que celle du Règlement sur les digues (futur Règlement sur la gestion et l'entretien des cours d'eau). Une réflexion a également été engagée sur plusieurs autres sujets en lien avec les cours d'eau : lutte contre les plantes envahissantes avec un programme d'intervention en 2021 sur le ruisseau de Mettembert, étude d'aménagements liés à la Golatte, au ruisseau Le Golat, études de la passerelle de Morépoint. Le ruisseau du Ticle, le long du chemin de la Brasserie, a été réaménagé.

Les études sur les secteurs « Centre amont » et « Morépoint aval » se sont poursuivies : les travaux sont planifiés pour 2022-2023. Le rapport « Delémont marée basse » a été présenté au Conseil de Ville en 2021 et n'a pas suscité de remarques particulières.

5.13. Déchets

L'étude de la réorganisation de la gestion des déchets au niveau régional s'est poursuivie. Le SEOD (Syndicat intercommunal pour l'élimination des ordures et autres déchets) a ainsi poursuivi le projet d'un Centre de collecte et de valorisation des déchets (CCVD). Un changement de zone a été accepté par le Corps électoral en vue de la réalisation de la nouvelle déchèterie aux Prés-Roses. L'étude sur la réorganisation de la gestion des déchets, avec la mise en place d'écopoints et de conteneurs semi-enterrés, se poursuit. Le SEOD participe également au projet de biogaz qui pourra reprendre les déchets verts de la ville.

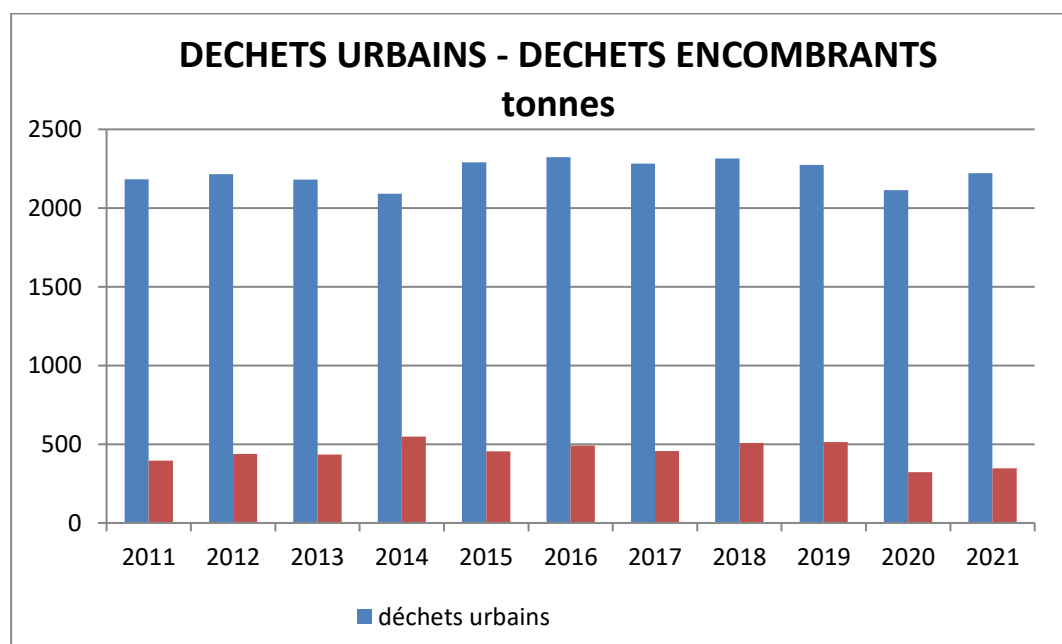
Delémont participe activement à ces réflexions, le Conseiller communal UETP étant membre du Bureau et du Comité du SEOD. Dans ce contexte, il est nécessaire d'inscrire les réflexions au niveau communal dans la ligne de celles faites par le SEOD. Dans ce cadre, l'étude qui a été finalisée, avec l'appui d'un bureau spécialisé, sur la gestion globale des déchets en ville de Delémont dans le but, notamment, de rechercher des solutions de rationalisation et d'économie, devrait être mise en œuvre en fonction des décisions qui seront prises sur la future déchèterie régionale en particulier.

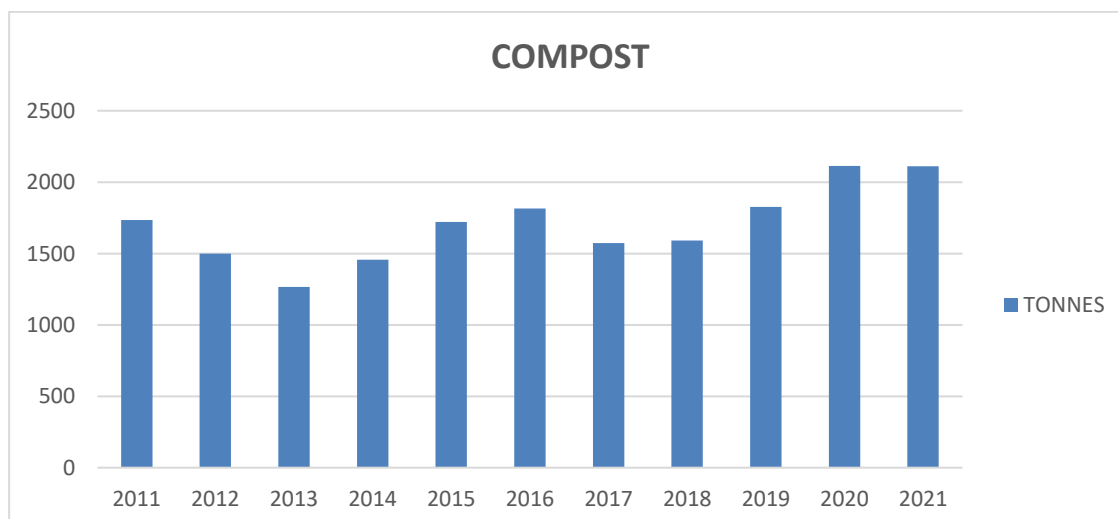
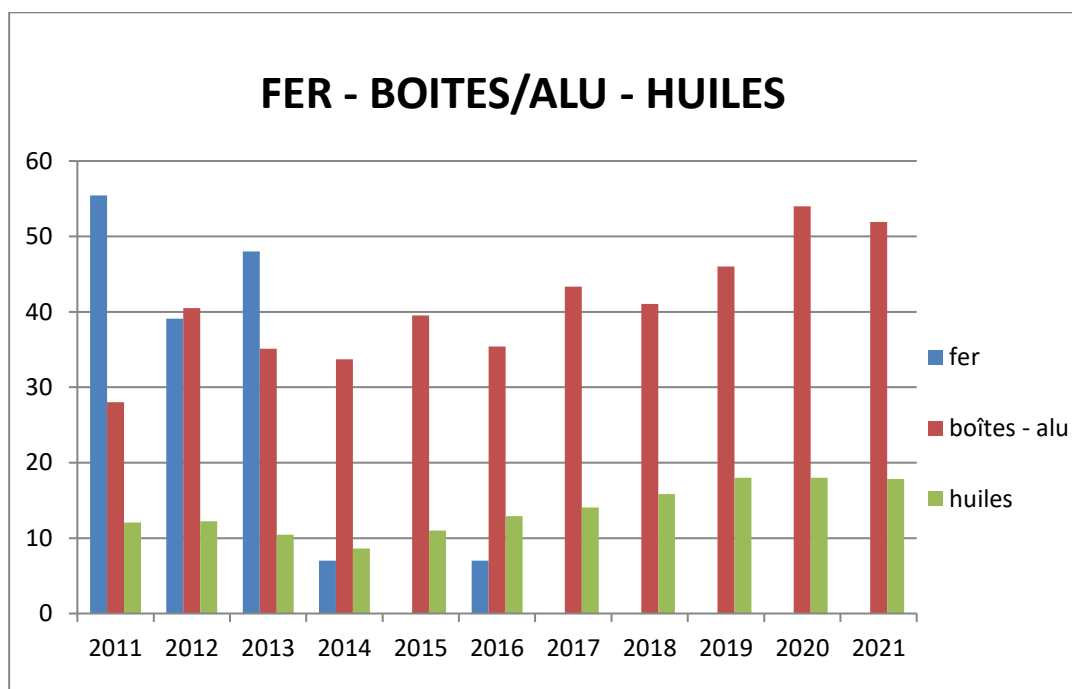
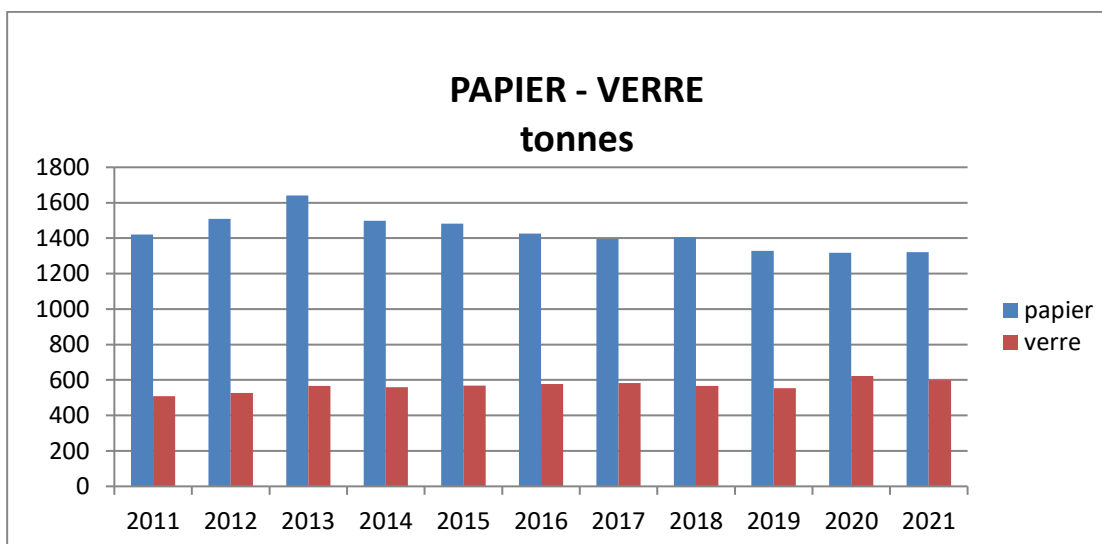
L'étude en vue de la mise en place de conteneurs semi-enterrés se poursuit. Une réflexion plus globale a démarré sur tous les moyens d'action permettant de revoir le mode de gestion actuelle des déchets à Delémont, y compris au niveau de la communication. Le groupe de travail communal a ainsi repris ses activités afin de rechercher les meilleures solutions possibles.

Une stratégie de communication a par ailleurs été élaborée, avec l'appui d'un bureau spécialisé, pour mettre en œuvre une action intégrale composée d'actions dans les domaines de l'information, la communication, la sensibilisation et la répression. Cette stratégie, ralentie par la pandémie, sera mise en œuvre progressivement. Une présence régulière de la problématique des déchets a déjà été mise en place dans le journal *Delémont.ch*. L'action Clean Up Day a été réalisée, en collaboration avec la SED. Une campagne de communication sur le littering a été effectuée et des boîtes à mégots ont notamment été posées. Un tout-ménage concernant la gestion des encombrants, traduit en plusieurs langues, a également été édité et distribué.

Les tonnages des déchets collectés sont plus ou moins constants depuis plusieurs années. La répartition des déchets 2021 par type est la suivante (chiffres en tonnes) :

- déchets urbains livrés au SEOD	2'221
- déchets encombrants livrés au SEOD	346
- déchets verts	2'111
- papier (par entreprises privées et Voirie)	1'322
- huiles végétales et minérales par conteneurs (entreprise privée)	18
- verre par conteneurs (entreprise privée)	599
- aluminium + boîtes (entreprise privée)	52
- collectes de vêtements usagés en 2020 par Texaid en ville de Delémont	130





5.14. Environnement, affichage public, réclames et enseignes

Le travail de la chargée de mission Nature et Paysage à 60% a permis de mettre en œuvre plusieurs mesures dans les domaines concernés. Les actions inscrites au Plan directeur Nature en ville ne nécessitant pas d'investissement financier particulier ont été poursuivies, notamment par des recommandations pour la plantation de haies et d'arbres, de parterres fleuris et pour l'aménagement de pieds d'arbres. Les contacts se sont poursuivis avec la Bourgeoisie concernant le renouvellement des arbres des allées du Domont (nouvelle étape de replantation) et du Vorbourg. La suite de ces projets se fait selon le programme d'intervention retenu, qui se déroule sur plusieurs années.

Plusieurs autres projets se sont poursuivis ou ont été engagés, en tenant compte notamment des nouvelles exigences liées au réchauffement climatique : plantation de plus de 1500 arbustes et de plus de 70 nouveaux arbres, verdissement du cimetière, nouveaux plantages en Vieille Ville, verdissement éphémère de l'avenue de la Gare, mise en place d'une première Fête de la Nature (qui a dû être annulée en raison de la pandémie), poursuite de l'étude d'un sentier de la biodiversité en Vieille Ville et dans ses alentours, réflexion sur l'impact des sentiers VTT « sauvages », etc. Une exposition « Nature en ville » a été mise en place dans les locaux de la Porte-au-Loup en collaboration avec la SED. Le label Ville verte, qui permettra de valoriser le travail fait notamment par la Voirie et de développer de nouvelles mesures, a été poursuivi.

La Conception d'évolution du paysage (CEP), qui a été établie dans le cadre de la révision du PAL, a débouché sur un plan d'actions avec les mesures à mettre en œuvre à court, moyen et long termes.

Concernant les places de jeux, les mesures planifiées ont été mises en œuvre, conformément au Plan directeur communal et aux priorités fixées dans le crédit-cadre 2013-2017. De nouveaux jeux ont notamment été installés à divers endroits. La nouvelle place de jeux du Righi a été réalisée. L'étude du réaménagement de la prochaine place, sur le parc du Pré-Guillaume, a été finalisée. Elle débouchera sur un crédit-cadre avec les prochains projets d'assainissement et de réaménagement des places qui seront prioritaires.

La mise en application du Plan directeur communal de l'affichage public permet un traitement plus systématique des diverses requêtes en matière de réclames et d'enseignes, dont la gestion ne pose plus de problèmes majeurs grâce à ce nouvel instrument. La réflexion lancée afin de mettre au point un nouveau règlement permettant d'assurer une meilleure gestion et un suivi plus efficace des réclames et enseignes se poursuit, mais n'a pas été concrétisée par manque de temps. Le Service UETP participe aux groupes de travail chargés d'améliorer la signalisation de manifestations aux entrées de ville, ainsi qu'à la démarche participative des SID pour la réduction de la pollution lumineuse, dont les principes sont déjà mis en œuvre dans le cadre des autorisations délivrées.

5.15. Plan climat et réduction de l'empreinte écologique

Les réflexions et les études se sont poursuivies afin d'intégrer de manière beaucoup plus active toutes les questions liées au réchauffement climatique dans les projets qui sont menés et qui ont un fort potentiel afin de réduire l'empreinte écologique et d'améliorer le bilan carbone de la Ville. Six domaines d'actions prioritaires ont été retenus : bâtiments, réduire la dépendance des bâtiments aux énergies fossiles et promouvoir les énergies renouvelables, réduire la consommation ; mobilité, favoriser une mobilité sobre en carbone ; biens de consommation, promouvoir des modes de production et de consommation énergétiquement sobres, durables ; aménagement du territoire et urbanisme, prendre en compte les changements climatiques dans le développement territorial ; santé, protéger la population des effets néfastes du changement climatique ; espaces naturels, biodiversité, dangers naturels, protéger l'eau, la biodiversité, l'agriculture et les forêts face au changement climatique.

L'année 2021 a été marquée par l'élaboration du diagnostic et de la stratégie du plan climat, qui a fait l'objet d'une démarche participative, notamment dans le cadre d'une consultation via un questionnaire en ligne. La consultation a particulièrement bien fonctionné avec plus de 230 réponses, dont une trentaine émanant des écoles. Cette démarche, qui a mis en perspective que les services communaux mettent déjà en œuvre de nombreuses mesures en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique, se poursuivra avec l'élaboration d'un plan d'actions qui fixera les priorités pour les prochaines années.

* * * * *

1. DEPARTEMENT DE LA MAIRIE ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUE.....3

1.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	3
1.2.	Votations – Elections	3
1.3.	Conseil de Ville	4
1.4.	Conseil communal	5
1.5.	Administration générale et Chancellerie communale	7
1.6.	Communication	7
1.7.	Service du personnel	8
1.8.	Archives	12
1.9.	Commission de conciliation en matière de bail.....	12
1.10.	Contrôle des habitants	12
1.11.	Jumelages	15
1.12.	Commission de la mairie.....	16
1.13.	Service de police.....	16
1.14.	Centre de Renfort d'Incendie et de Secours (CRISD)	19
1.15.	Protection civile	20
1.16.	Service financier	21
1.17.	Statistiques et comparaisons fiscales	21
1.18.	Déclarations d'impôts 2021	29
1.19.	Commission des finances	29
1.20.	Commission d'évaluation des valeurs officielles et locatives des immeubles	29
1.21.	Encaissement des impôts	29
1.22.	Informatique	30

2. DEPARTEMENT DE LA COHESION SOCIALE, DE LA JEUNESSE ET DU LOGEMENT 31

2.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	31
2.2.	Commission des affaires sociales et du logement.....	32
2.3.	Commission de la jeunesse	32
2.4.	Aide sociale.....	32
2.5.	Allocations de fin d'année	33
2.6.	Bourses et prêts.....	33
2.7.	Allocation d'incitation à la formation – AIF	33
2.8.	Agence communale AVS-AI	34
2.9.	Office communal de l'emploi.....	34
2.10.	Clair-Logis	35
2.11.	Divers projets sociaux.....	35
2.12.	Maison de l'Enfance.....	37
2.13.	Ludothèque	37
2.14.	Espace-Jeunes	38
2.15.	Colonie du Creux-des-Biches	39
2.16.	Conseil delémontain des jeunes	40
2.17.	Skate-park.....	41
2.18.	Centre de la jeunesse et de la culture (CJC-SAS)	41
2.19.	Logement	41

3. DEPARTEMENT DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES ECOLES..... 42

3.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	43
3.2.	Sports.....	43
3.3.	Culture.....	45
3.4.	Bibliothèque municipale	46
3.5.	Ecole primaire	47

4. DEPARTEMENT DE L'ENERGIE ET DES EAUX 50

4.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	50
------	---	----

4.2.	Commission de l'énergie et des eaux	50
4.3.	Service de l'électricité	51
4.4.	Service des eaux	59
4.5.	Service du gaz	61
4.6.	Services partagés	63
4.7.	Service clientèle	64
4.8.	Comité opérationnel (ComOp) de La Charte	68
4.9.	Considérations finales.....	68

5. DEPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS..... 70

5.1.	Interventions déposées par le Conseil de Ville concernant le département.....	71
5.2.	Etat général d'avancement des principaux projets décidés par le Conseil de Ville et le Corps électoral	76
5.3.	Permis de construire et police des constructions	80
5.4.	Maisons individuelles et jumelées publiées	82
5.5.	Montants investis et logements construits	83
5.6.	Aménagement local et urbanisme	84
5.7.	Projet d'agglomération	84
5.8.	Transports Urbains Delémontains (TUD)	85
5.9.	Bâtiments et terrains communaux, sites et monuments protégés.....	86
5.10.	Routes, rues et trottoirs et mobilité douce	86
5.11.	Canalisations – PGEE	87
5.12.	Cours d'eau et projet « Delémont marée basse »	87
5.13.	Déchets	88
5.14.	Environnement, affichage public, réclames et enseignes	90
5.15.	Plan climat et réduction de l'empreinte écologique	90